PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence nationale des secrétaires fédéraux du 18 mars 1956
Puteaux

Sommaire

Le président (André Le Troquet) 2
Pierre Commin 2
Christian Pineau 2
Léon Boutbien (Indre) 12
M. Manchon (Constantine) 13
M. Comolli (Constantine) 14
M. Gregh (Constantine) 17
Marcel-Edmond Naegelen 18
Marceau Pivert 26
Guy Mollet 31
Le président (Augustin Laurent) 38
Pierre Commin 38
M. Barraton (Charente-Maritime) 39
M. Lussier (Vosges) 43
Guy Mollet 45
M. Lussier 47
M. Deschamps 48
M. Routier 49
M. Fournier 50
M. Hornung 52
M. Faugères 53
Diop Obeye 54
Guy Mollet 55
Diop Obeye 56
M. Herbert (Vendée) 58
Guy Mollet 59
Joseph Begarra 62
Albert Gazier 66
Gaston Defferre 73
Paul Ramadier 79
Guy Mollet 84
Paul Ramadier 88
Guy Mollet 89

Réunion d'information du dimanche 18 mars 1956

La séance est ouverte sous la présidence d'André Le Troquet, avec comme assesseurs : Madeleine Laissac (Hérault), Deschamps (Gironde), Coltice (Ain), Hornung (Rhône).

Fondation Jean-Jaurès

Le président (André Le Troquet)
La séance est ouverte. Je donne la parole à Pierre Commin pour vous soumettre le programme de travail.

Pierre Commin
Camarades, vous avez tous reçu la Circulaire du secrétariat général que celui-ci vous a fait parvenir.
Il s'agit d'une conférence d'information réservée aux secrétaires de nos fédérations et aux parlementaires, ainsi qu'aux membres de l'assemblée de l'Union Française.
Cette conférence d'information,, si vous en êtes d'accord, devrait se dérouler de la façon suivante :
Tout d'abord, c'est notre camarade Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, qui fera devant vous un exposé et le point de la situation internationale.
Christian Pineau prend immédiatement la parole pour l'excellente raison qu'il doit partir à 11 heures pour présider une manifestation à Anvers.
Ensuite, nos secrétaires fédéraux pourraient poser un certain nombre de questions. Ils sont en contact avec les militants du Parti et connaissent leurs préoccupations. Ils doivent donc venir à cette tribune non pas pour y faire l'exposé d'une thèse, car ça n'est pas un Conseil national, mais pour poser un certain nombre de questions en vue de permettre à nos camarades responsables de la politique française de répondre à ces questions.
J'ai déjà un certain nombre d'inscriptions, mais je pense que, dès maintenant, pour organiser le débat, ceux de nos camarades qui désirent prendre la parole devraient se faire inscrire.
Cet après-midi, nous aurons un exposé de notre camarade Albert Gazier, sur la politique sociale du gouvernement, un exposé de Gaston Defferre, sur la politique dans l'Union Française et, enfin, notre ami Guy Mollet, Président du Conseil, fera un exposé tout en répondant aux questions qui pourront être posées par les secrétaires de nos fédérations.
Voilà le programme que nous vous soumettons et je demande au président de solliciter l'assentiment de l'assemblée.

Le président - J'allais le faire.
Tout le monde est d'accord sur ce programme ? Il en est ainsi décidé. Je donne immédiatement la parole à Christian Pineau, que je suis heureux de saluer en votre nom pour l'action nouvelle qu'il a engagée.
(Applaudissements)

Christian Pineau
Camarades, dans le cours délai qui m'est imparti ce matin, il ne peut être question de faire un exposé très long sur chacun des problèmes de politique

Col. Fondation Jean Jaurès

étrangère qui se posent à nous et qu'au demeurant je suis sûr vous avez suivis avec beaucoup d'attention dans la presse.
Ce que je voudrais marquer surtout ce matin, ce sont les différences qu'il peut y avoir entre la politique étrangère qui a été menée au cours de ces dernières années et la politique étrangère telle qu'elle est comprise et telle qu'elle est conduite par un gouvernenent à direction socialiste.
Nous avons eu, comme vous savez, au cours de ces dernières semaines, un très grand nombre de questions très graves à traiter. Je laisse de côté celles qui ne sont pas de mon ressort et dont il vous sera certainement longuement parlé aujourd'hui, celle de l'Algérie, mais nous avons eu des conférences extrêmement nombreuses, extrêmement multiples, des négociations difficiles.
Nous avons réglé le problème marocain, nous avons réglé hier soir, en dernière heure, le problème tunisien, nous avons entamé des négociations sur l'Europe, sur l'Euratom, sur le marché commun; nous avons engagé des négociations dans le cadre de l'OECE, sur les problèmes qui concernent la libération des échanges ; nous avons une réunion importante demain de la sous-commission du désarmement de l'Organisation des Nations-Unies où notre camarade Jules Moch va défendre les positions françaises dans des conditions qui ne seront peut-être pas extrêmement faciles.
Dans tous les domaines, notre activité est, par la force des choses, extrêmement importante, mais ce que je voudrais surtout tenter de vous expliquer aujourd'hui, c'est dans quel état d'esprit nous travaillons.
Je dois dire, et c'est un très grand réconfort - si je le dis le premier, c'est parce que je suis le premier à parler ce matin - c'est à quel point l'équipe Socialiste qui se trouve actuellement au gouvernement est unie sur l'ensemble de tous ces problèmes et à quel point j'ai pu sentir dans Guy Mollet, comme Président du Conseil, un appui, un soutien sans lequel aucun ministre des Affaires étrangères ne pourrait faire quoi que ce soit.
(Applaudissements)
J'ai eu l'occasion, - c'est le vendredi 5 mars - de prononcer devant la presse anglo-américaine un discours qui a fait quelque bruit, car il marquait, paraît-il, un changement d'orientation de la politique française.
Je voudrais que nous nous expliquions très clairement sur ce point.
Quel est le changement d'orientation de la politique française ? Est-ce que nous avons renoncé à un certain nombre de principes qui nous étaient extrêmement chers, comme le principe de la sécurité collective ou comme des alliances auxquelles nous devons, dans une très large mesure, la sécurité qui est aujourd'hui la nôtre ?
Je réponds très franchement par la négative. Il n'est pas question, il n'a jamais été question de rompre nos alliances, il n'a jamais été question de renoncer a la sécurité collective, mais au sein de nos alliances - et c'est le point extrêmement important - il n'est plus question, pour la France, de se contenter de dire oui à toutes les propositions. La France entend désormais parler d'égal à égal avec tous ses alliés et défendre ses points de vue au même titre que ceux des autres.
(Applaudissements)

C'est là, à mon avis, le changement qui marque la différence entre une politique Socialiste et la politique de M. Pinay.
Il en résulte évidemment un certain nombre de différences dans le ton.
C'est ainsi que j'ai pu dire, et j'ai fait exprès de le dire, devant la presse anglo-américaine, pour bien marquer que nous parlions d'amis à amis, un certain nombre de vérités qu'il fallait dire, car, à partir du moment où l'on demande à la France de participer à un système de sécurité collective, à un système d'alliance, il serait anormal qu'au sein de ce système d'alliance, nos amis s'obstinent parfois à ne pas comprendre la réalité de nos problèmes, à ne pas nous aider toutes les fois où cela peut être nécessaire, et même, dans certains cas, il faut avoir le courage de le dire, à jouer contre nous.
C'est cela que nous ne pouvons plus, et que nous ne voulons pas admettre.
Mais le problème le plus délicat est celui de savoir, puisque nous appartenons à ce que l'on appelle l'alliance atlantique, quelles vont être demain nos relations avec ce que nous pourrions appeler malheureusement, dans l'état présent des choses, l'autre partie du monde, quel va être le rôle de la France dans les relations entre l'est et l'ouest ?
C'est un point sur lequel il est nécessaire qu'il n'y ait aucun malentendu. La France n'a jamais dit, et ne dira jamais, qu'elle abandonne une alliance au profit d'une autre, ce serait, dans les circonstances présentes, une folie, mais elle peut dire, et c'est la formule que j'ai employée que, si elle est fidèle à ses amitiés, elle a parfaitement le droit d'en rechercher d'autres, ce qui signifie que notre alliance avec l'ouest ne doit point avoir pour effet de couper, si peu que ce soit, nos relations avec l'est, et que, même, au contraire, le rôle de la France, le rôle essentiel de la France, doit être de chercher à ère un lien permanent entre l'ouest et l'est.
Ceci nous a amené à essayer d'analyser de très près ce qui s'est passé au 20ème Congrès du Parti Communiste en Russie.
J'avais eu l'occasion, déjà, je crois, de vous indiquer, au cours d'un exposé que j'avais fait lors d'un Congrès ou d'un Conseil national, ce que je pensais de l'évolution du monde soviétique depuis un certain nombre d'années, et particulièrement depuis la mort de Staline.
Je crois qu'il y a deux erreurs à ne pas commettre. La première consisterait à penser, comme le disent certains, que la politique soviétique est fondamentalement changée, qu'il n'y a plus du tout d'impérialisme soviétique, que le Communisme tend à disparaître au profit d'une autre forme de socialisée. Rien, pour le moment ne nous permet de l'affirmer, mais je crois qu'il serait également dangereux de s'obstiner à prétendre que rien n'a changé, car, à partir du moment où des critiques aussi vives, aussi profondes, et portant sur l'essentiel même des choses peuvent être apportées au sein d'un parti monolithique comme le Parti Communiste russe, cela signifie tout de même qu'il y a un certain nombre de changements.
Sont-ils sincères ? Ne le sont-ils pas ? C'est là le point sur lequel je veux insister. Je prétends que nous n'avons pas à le savoir. Ce qu'il faut dire, c'est qu'à partir du moment où un certain changement apparaît, où certaines tentatives

de rapprochement sont faites, nous devons supposer à priori la sincérité de ceux qui nous les font, quitte, bien entendu, à prendre toutes les précautions nécessaires et à ne pas courir un certain nombre de dangers.
Si l'on part d'une rapproche de cette nature, cela veut dire évidemment que nous allons chercher, au cours des semaines, au cours des mois qui von venir, à multiplier toutes les tentatives de rapprochement possible, notamment en matière culturelle, en matière d'échanges divers entre les peuples, entre les pays de l'est et nous. Que pouvons-nous en tirer ?
C'est là où, à mon avis, nous entrons dans une hypothèse, certes, mais qui a tout de même une grande valeur. Nous pouvons nous demander raisonnablement si, dans la situation où se trouve à l'heure actuelle l'Union soviétique, le fait d'ouvrir le plus largement possible le rideau de fer, d'établir un certain nombre de contacts ne peut pas avoir précisément pour résultat d'influencer, dans les circonstances présentes, l'évolution future de l'Union soviétique.
J'ai eu l'occasion de parler très longuement de ce problème avec le Pandit Nehru, et nous nous sommes posés ensemble la même question : Nous ne pouvons plus maintenant considérer, dans l'état actuel des choses, que le vrai problème entre le Communisme et le reste du monde, ce que l'on appelle le monde libre, est un problème de force, un problème militaire.
Je crois que, tout en conservant notre idée de sécurité collective, tout en évitant toutes les imprudences que nous pourrions commettre, il devient essentiel de considérer que, s'il y a lutte, actuellement, entre deux parties du monde, cette lutte, au cours des prochaines années, sera une lutte d'ordre économique, sociale, et idéologique.
(Applaudissements)
Par conséquent, à partir du moment où la lutte est d'ordre idéologique, économique, l'approche des problèmes ne peut pas être la même que si nous considérons que la lutte se place exclusivement sur le plan de la sécurité. A partir de ce moment là, nous devons admettre que, deux idéologies étant en présence, il faut qu'elles se combattent à armes égales.
Or, et ce point est extrêmement important, si nous restons dans la division actuelle du monde, cela veut dire que les idéaux communistes pourront se développer librement chez nous, et dans un certain nombre de pays clandestinement. Mais ceci n'est pas préférable, alors que nos idées de liberté, nos idées de respect de la dignité humaine ne pourront pas se développer de l'autre côté du rideau de fer.
Par conséquent, si nous partons du principe de la séparation du monde, nous serons battus, alors que si, au contraire, nous partons du principe de l'ouverture des frontières et des contacts, rien ne nous permet de dire aujourd'hui que ce ne sont pas nos principes de liberté qui l'emporteront sur les principes de dictature actuelle du Parti Communiste.
Vous me direz que c'est une hypothèse, vous me direz que nous avons des chances d'échec dans une voie de ce genre, c'est possible, mais je dis que c'est une voie autrement fructueuse que celle qui nous conduirait à régler le problème entre le monde communiste et ce qu'on appelle le monde libre exclusivement

par la bombe atomique.
Bien entendu, à partir du moment où nous admettons que la grande lutte qui va se produire au cours des prochaines années sera une lutte d'ordre économique et social, cela nous oblige dans le même temps à essayer de transformer tous les pactes, toutes les alliances que nous avons pu réaliser, en les orientant davantage vers les problèmes économiques et sociaux que vers les problèmes militaires.
C'est l'action que j'ai eu l'occasion de mener à la conférence de Karachi dans ce pacte du sud-est asiatique dont je vous dirai un mot tout à l'heure et qui a consisté à dire : Mais nous allons donner des armes à un certain nombre de pays, qui en feront quoi ? Est-ce que c'est le fait que nous aurons livré un certain nombre de tanks, de fusils, d'avions, à tel ou tel pays, qui fera que ce pays, demain, pourra assurer son équilibre économique et social et résister valablement au Communisme.
Voyez-vous, je n'ai jamais oublié cette formule employée par Nehru l'autre jour devant moi, lorsqu'il m'a parlé du neutralisme, il m'a dit : "Mais non, dans mon coeur, le choix est parfaitement fait entre deux systèmes mondiaux, mais est-ce que vous avez pensé, m'a-t-il dit, que l'on lutte contre le Communisme dans un pays de 350 millions de gens qui meurent de faim de la même manière qu'on lutte contre le Communisme dans un pays où le standard de vie est aussi élevé que celui des Américains ?"
Il y a là une vérité profonde, que nous sommes obligés aujourd'hui de méditer très sérieusement et ceci nous amène à considérer que le monde libre, dans le même temps où il essaie de développer la propagande de ses idées, doit faire un effort plus gigantesque que jamais pour essayer d'améliorer la situation matérielle d'une masse énorme de gens qui, dans le monde, ne mangent pas encore à leur faim.
Ceci nous oblige, camarades, à rétablir des contacts là oui ils avaient été rompus. Le rideau de fer, il faut savoir le franchir et c'est ainsi que nous n'hésitons pas à envoyer notre représentant E. Sainteny dans le nord du Viêtnam, c'est ainsi que nous n'hésitons pas à envoyer un agent commercial en Chine communiste, car il viendra un jour où le gouvernement de la Chine communiste sera reconnu. On ne laissera pas de côté indéfiniment des centaines et des centaines de millions d'hommes et à ce moment-là il faudra que la France soit présente, car derrière ces agents commerciaux, car derrière l'équipement qu'elle pourra apporter à ces pays, il y aura aussi l'apport de ses idées.
Voilà quel est l'état d'esprit de la nouvelle politique que le Parti Socialiste entend suivre.
Et je voudrais essayer maintenant de vous en montrer quelques applications que j'ai eu l'occasion d'en faire au cours d'un récent voyage que je viens d'effectuer et dont j'ai rapporté à tout le moins une magnifique photographie avec un turban de Maharadjah.
(Applaudissements)
La première partie de ce voyage a été la conférence de Karashi.
C'est une conférence qui avait pour but de réunir les 5 Ministres des Affaires étrangères des puissances qui font partie du Pacte du Sud-Est asiatique. C'est un

pacte étrangement composé, puisqu'il comporte 3 pays du sud-est asiatique proprement dit, trois pays asiatiques, à savoir le Pakistan, le Siam et les Philippines. Deux pays qui sont des pays de l'Océanie, savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, mais qui sont tout de même des pays du Commonwealth, plus l'Angleterre les Etats-unis et la France.
C'était la première fois d'ailleurs qu'un ministre français allait à cette organisation. Il y avait en général depuis deux ans les 7 autres Ministres des Affaires étrangères, et pendant ces deux ans, jamais le gouvernement français ne s'était fait représenter autrement que par un fonctionnaire de rang modeste, ce qui indiquait de la part des gouvernements précédents une sorte de volonté d'absence de la France dans des réunions de cette nature.
Je dois avouer que nous avons trouvé dans cette Organisation une atmosphère assez particulière et précisément cette atmosphère de méfiance, cette atmosphère axée sur les problèmes militaires et de sécurité et, dès le départ, j'ai senti qu'un homme comme M. Dulles ne pensait qu'à ce qui pourrait se passer s'il y avait une agression militaire sur cette région d'Europe.
La première position de la délégation française a été de dire - et vous voyez que c'est l'application du principe que j'ai défini tout à l'heure - "Tous n'aurez vraisemblablement pas d'agression militaire proprement dite dans cette partie du monde, mais vous aurez la subversion de la misère. Et cette subversion de la misère, ce n'est pas par des armes, ce n'est pas par des actes militaires, par des démonstrations dans le Golfe de Siam que vous arriverez à la briser".
(Applaudissements)
"Vous ne briserez cette subversion que par une aide économique générale, par l'organisation de ces pays et par l'amélioration sociale".
Et je dois dire que, contrairement à ce que l'on pouvait penser, presque toutes les thèses de la délégation française ont fini par être admises dans la résolution finale. Nous avons pu éliminer un certain nombre de textes qui eussent été infiniment dangereux pour la paix du monde, des textes dans le genre de la fameuse conférence de presse de M. Dulles, où il parlait des risques de guerre qu'il avait accepté de courir.
Nous avons pu éliminer toute cette partie de la résolution et nous avons pu l'orienter très nettement vers l'ensemble des problèmes économiques et sociaux.
Mais il y a tout de même encore dans cette idée de la conférence du Sud-Est asiatique quelque chose qui est inexact, quelque chose qui est faux, car les américains et les anglais ont tenu le raisonnement suivant :
3 pays font partie de ce Pacte, à savoir le Pakistan, je l'ai déjà dit, le Siam et les Philippines, et puis il y en a, d'autres qui n'en font pas partie, les autres c'est l'Inde, c'est la Birmanie, c'est le Cambodge, c'est le Laos, c'est le sud-Viêtnam - celui-ci n'en fait pas pas partie pour des raisons particulières qui trainent à la conférence de Genève - eh bien, nous allons aider économiquement les pays qui font partie de ce Pacte, parce que ce sont nos alliés et pas les autres, parce que ce sont des neutres.
Je dis qu'il y a là encore une conception fondamentalement fausse, car si l'on aide ceux qui sont vos alliés sur le plan militaire et que l'on laisse les autres de

côté, eh bien, ce n'est pas le jour où le Communisme se sera installé chez les autres que la sécurité se trouvera renforcée chez ceux qui font actuellement partie du Pacte.
(Applaudissements)
C'est la raison pour laquelle j'ai eu l'occasion de dire à Nehru, et je l'ai répété devant la presse indienne, "La France, dans son assistance technique, plus faible malheureusement que celle des Etats-Unis, mais dans la mesure de ses moyens, ne fera pas de différence dans ses amitiés entre ceux qui ont signé un pacte militaire et ceux qui n'en ont pas signé".
Et je dis que cette politique est la seule qui puisse nous faire gagner ce que j'appellerai à l'heure actuelle, bien que le mot soit complètement faux et que je le considère comme faux après ce qu'a dit Nehru, la bataille des neutres. Il y a là des gens qui ne vont vers le Communisme que parce qu'ils sentent qu'ils sont repoussés par les autres. Vous comprenez bien, camarades, qu'à partir du moment où vous dites à un peuple : "Si vous n'acceptez pas les conditions, eh bien, je vous considère comme un ennemi", à partir de ce moment-là, ce peuple se trame tout naturellement vers celui qui peut l'aider et qui a la sagesse et l'habileté suprêmes de l'aider sans conditions.
Je l'ai dit à la conférence de Karachi où cela a fait un peu scandale, je leur ai dit : "Est-ce qus vous vous figurez que ce qui a fait le plus d'impression en Asie, ce sont nos manœuvres dans le golfe de Siam ou c'est la visite de Khroutchev aux Indes ?", et ils ont tous été obligés de reconnaître qu'il n'y avait pas de comparaison possible entre les effets produits par ces deux genres de manifestations.
Je crois d'ailleurs que nous avons ébranlé beaucoup de choses, car nous voyons maintenant les pakistanais inviter M. Mikoïän (?) vice-Président du conseil de Russie et se dire qu'après tout l'équilibre à tenir entre les puissances est quelque chose qui a peut-être son intérêt, mais par contre, nous voyons un homme comme M. Nehru nous dire que son rêve est aujourd'hui de trouver, et je répète presque ses paroles, dans le monde occidental un grand pays, la France, avec lequel l'Asie puisse enfin parler dans d'autres termes que les termes militaires qui ont été employés jusqu'à aujourd'hui.
(Applaudissements)
Et voyez-vous, camarades, j'ai l'impression vraiment à Karachi plus qu'ailleurs, dans ce monde qui était étreint par les pensées purement militaires qu'il y avait une voie dans laquelle la France pouvait jouer sa partie, et j'ai eu cette impression, alors encore bien davantage, lorsque je suis allé voir M. Nehru.
Et je tiens d'ailleurs à dire que j'ai renoontré, c'était la première fois de ma vie que je le voyais, un homme que je considère comme, incontestablement, un des grands cerveaux et un des grands coeurs de ce monde. La réception qui a été faite au représentant de la France, après les réceptions qui avaient été faites aux représentants de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, a été inoubliable. Il n'y a eu aucune comparaison entre ces différentes réceptions.
M. Nehru m'a accordé de nombreux entretiens, nous avons parlé ensemble 3h1/2, et non seulement il l'a fait, mais il a tenu à m'accompagner devant la

chambre des députés, devant le Sénat indien, à s'asseoir à côté de moi dans la loge qui lui est réservée, ce qu'il n'a fait jusqu'à présent encore pour aucun homme d'état étranger.
Par conséquent, il a tenu à marquer que la position française telle qu'elle avait été évoquée dans ce fameux discours dont je vous parlais tout à l'heure du 3 mars rencontrait son assentiment profond.
Il a tenu à marquer aussi que le fait que nous nous soyons prononcés contre des pactes à caractère militaire, notamment le pacte de Bagdad avait pour lui une énorme importance.
Et d'ailleurs, le fait même que nous nous soyons prononcés contre ce pacte et contre le caractère militaire de ce pacte a permis à Guy Mollet, quand il a été voir M. Eden, de remporter un succès en faisait déclarer par les anglais eux-mêmes que désormais ce pacte devrait avoir un caractère économique et social beaucoup plus qu'un caractère militaire.
Vous voyez donc que sur ce point, on nous a donné raison et nous avons été compris.
J'ai eu aussi l'occasion très longuement d'expliquer devant M. Nehru, comme je l'avais fait au Pakistan, comme je l'avais fait devant M. Dulles, la position de la France en Afrique du nord et de lui montrer que nous avions fait preuve d'un très grand libéralisme, puisque, pratiquement, nous avions accordé l'indépendance au Maroc, que nous allions l'accorder à la Tunisie, et nous avons tenu parole, puisque nous l'avons fait hier soir, et que le problème algérien était malheureusement plus difficile, plus compliqué et exigeait une solution beaucoup plus longue. Et M. Nehru semble avoir tellement bien compris les difficultés du problème français qu'il a fait une chose qui, là aussi, n'a pas de précédent, il a envoyé un message à M. Nasser pour lui indiquer que le gouvernement indien non seulement comprenait, mais était prêt à appuyer lu position française en Afrique du Nord.
C'est dans ces conditions qu'après un séjour court mais vraiment inoubliable aux Indes je suis allé en Egypte.
Un journal complètement stupide - il y en a beaucoup - a raconté que Guy Mollet avait envoyé Gorce en Egypte pour surveiller ce que je dirais au Colonel Nasser. Je dois dire que Gorce, en effet, est venu, mais sur notre demande commune, et qu'il a participé à nos entretiens. Je désirais, précisément, que ces entretiens aient un caractère tout de même un peu plus personnel que des entretiens diplomatiques. Je m'excuse, camarades, je ne serai peut-être pas aussi précis en ce qui concerne les conversations avec le Colonal Nasser que j"ai pu l'être avec d'autres conversations, car je ne cache pas que j'ai trouvé un homme qui n'avait pas une lilerté d'expression comparable à celle que pouvait avoir le Pandit Nehru et qui acceptait assez volontiers, dans une conversation privée, de dire un certain nombre de choses qu'il serait prêt le lendemain à démentir de la façon la plus absolue si elles étaient publiées dans la presse.
Je voudrais néanmoins vous donner sur ce point quelques impressions.
Et nous nous trouvons aussi devant un choix extrêmement sérieux, c'est le choix de savoir quelle sera notre politique avec les Pays Arabes.

Pour ma part, je suis en désaccord fondamental avec la politique préconisée sur ce point par M. Soustelle.
A mon avis, il serait infiniment dangereux de rompre avec les peuples arabes ; il serait infiniment dangereux aussi de jouer cette carte qui est actuellement jouée dans certains milieux en France et qui consisteraità penser qu'une guerre entre Israël et les peuples arabes pourrait nous dégager en Afrique du Nord. En tout état de cause, quelles qu'en soient les origines et quelles qu'en soient les conséquences, éventuelles, la guerre, à l'heure actuelle, est dangereuse.
(Applaudissements)
Par conséquent, le rôle de la France est d'essayer à tout prix de maintenir la paix dans le Moyen- Orient.
(Applaudissements)
Il faut le dire parce qu'un certain nombre de camarades qui sont attachés - et je les comprends - au peuple israélien, peuvent penser qu'éventuellement une guerre préventive dirigée contre les pays arabes mettrait Israël pour un petit moment à l'abri de l'avenir. Je dis que ce serait la politique la plus dangereuse, car Israël étant agresseur, les Nations Unies se prononceraient, quelles que soient les positions de la France, à une énorme majorité, nonseulement celle des pays arabes, mais celle des pays du bloc soviétique, contre Israël. Et même une victoire remportée actuellement serait une victoire à la Pyrrhus, car elle aurait les lendemains les plus redoutables.
Et la seule chance de vie pour Israël, c'est encore aujourd'hui la paix, et je tiens à le dire, et je le leur dirai au début du mois d'avril, puisqu'Israël m'a invité à aller là-bas et que j'aurai l'occasion de parler très sérieusement avec les dirigeants.
Par conséquent, pas question de jouer la guerre ; il faut donc que nous jouions la paix avec les pays arabes.
Voyez-vous, lorsque j'entends faire de très grands et très violents discours contre l'Egypte, je demande que l'on prévoit simplement quelles sont les conséquences de ces discours.
Si l'on est logique avec soi-même, si l'on veut rompre avec l'Egypte, eh bien cela veut dire ou bien qu'on envoie une flotte bombarder Alexandrie - et je ne vois pas très bien la position de la France devant les Nations- Unies après une manœuvre de cette nature ! - ou qu'on prend des mesures de rétorsion, lesquelles ?
A l'heure actuelle, il y a 250 000 enfants égyptiens qui apprennent le français, il y a 300 enfants français qui apprennent l'arabe. Nous possédons un quart des terres arables égyptiennes, par l'intermédiaire du Crédit Foncier égyptien ; les Egyptiens ne possèdent pas un hectare de terre française.
Nous achetons du coton, le meilleur, à l'Egypte, mais la Russie est prête, le lendemain même, à l'acheter si nous ne l'achetons plus.
Par conséquent, voulez-vous me dire quels sont, dans la pratique, les moyens de rétorsion ?
Eh bien, ne continuons pas, dans aucun domaine, à jouer une politique qui consiste à affirmer une force qu'on l'a pas.

Confédération Générale des Cadres

Il vaut beaucoup mieux prêcher la paix quand on n'a pas la force ; je dirai même qu'il vaut mieux la prêcher, même quand on a la force. Par conséquent, avec les pays arabes - je l'ai affirmé et il faudra que nous le réaffirmions, - il faut que nous recherchions la paix, il faut que nous recherchions les moyens d'une coexistence et je sais que c'est le meilleur moyen, pour nous, de régler le problème algérien.

Oh, bien sûr, je n'ai pas l'illusion, - il ne faut pas l'avoir - que le Colonel Nasser va, demain, prendre position en faveur de la France contre les rebelles algériens. Comment vous imaginer, sur le plan même de l'Islam, qu'une dictature dont le siège n'est pas tellement solide et qui a besoin de l'appui musulman tout entier pour rester au pouvoir, va pouvoir prendre position contre des Musulmans pour des Français :

Nous ne pouvons pas demander cela, mais ce que nous pouvons demander, par une meilleure compréhension entre le monde arabe et le nôtre, c'est un certain nombre de rapprochements possibles, c'est un certain nombre de conversations possibles au cours desquelles nous pourrons peut-être trouver des solutions aux problèmes qui nous obsèdent aujourd'hui.

Voilà, camarades, quelques-unes des idées qui sont à la base de l'action Socialiste en matière de politique internationale. Voilà le compte-rendu du très bref voyage que j'ai fait au cours de ces derniers jours. J'espère que tous sentez comme moi qu'il y a tout de même là-dedans quelque de changé.

Nous avons d'autres négociations sur lesquelles je ne m'étendrai pas très longuement, mais qui sont difficiles.

Nous avons la négociation sur la Sarre. Les points de vue se sont considérablement rapprochés et, ce qui me frappe énormément, c'est que, depuis un certain nombre de semaines, après des conversations que j'ai pu avoir avec M. Adenauer et Von Brentano, nous assistons non seulement à un rapprochement pour la canalisation de la Moselle, et la question de la Sarre, mais aussi à un rapprochement sur des problèmes beaucoup plus généraux, notamment sur le problème du désarmement, où nous nous apercevons que les allemands sont très prêts à appuyer des textes voisins du texte de synthèse que va présenter notre ami Jules Moch à Londres.

Donc, là aussi, il y a un rapprochement, qui peut, dans l'avenir, être extrêmement fructueux, et ce rapprochement conditionne évidemment les problèmes européens que nous sommes en train d'examiner : problème de l'Euratom, problème du marché commun, et, sur ce point, moi qui suis un vieil européen, j'ai pris une position qui, je crois, pourra être comprise par le Parti Socialiste et qui n'a fait, d'ailleurs, que reprendre la déclaration que Guy Mollet avait faite à la tribune de l'Assemblée Nationale, à savoir que, dans la discussion que nous devions avoir maintenant, dans l'approche que nous devions avoir des problèmes européens, il fallait éliminer désormais tout ce qui pouvait subsister de nos vieilles querelles.

Le Parti, maintenant, doit être absolument uni sur ces problèmes et ne plus les examiner en fonction du passé, mais uniquement en fonction de l'avenir.

C'est ainsi que nous avons été très prudents en matière européenne. Nous avons

été très prudents non pas parce que nous renonçons à la construction de l'Europe, mais parce que nous ne voulons plus tenter des expériences qui, dans la mesure où elles auraient été trop hâtives, n'auraient pas été comprises dans l'ensemble de l'opinion publique française.
C'est ainsi qu'à propos du marché commun, j'ai lancé cette idée qui a paru nouvelle à nos partenaires, à savoir que le jour où un texte serait établi sur le marché commun en matière économique, ce texte, avant de faire l'objet d'un traité, devrait faire, dans notre pays même, l'objet d'une discussion avec les organisations professionnelles patronales ouvrières et agricoles de notre pays tout entier, afin que, précisément, ce texte ne soit pas seulement un texte établi par des diplomates, mais que ce soit un texte discuté et compris par l'ensemble du pays.
C'est là quelque chose de nouveau en matière internationale que cette idée de faire discuter à l'avance un traité qui engage l'économie tout entière d'un peuple par ce peuple lui-même.
Et ainsi, si nous arrivons à un résultat après une discussion de cette nature, alors c'est dans un tout autre esprit, vous le comprenez bien, que la France marchera dans la construction européenne.
Camarades, l'heure m'empêche d'entrer davantage dans le détail puisqu'aussi bien je dois présider un grand banquet à Anvers dans deux heures.
Mais je pense en avoir suffisamment dit ce matin pour que vous compreniez dans quel esprit l'équipe socialiste qui est actuellement au pouvoir comprend la politique étrangère. J'estime que dans l'état actuel de nos forces c'est dans la mesure où nous parlerons de notre culture, où nous parlerons de nos traditions de liberté, où nous apporterons au monde un espoir de paix et de rapprochement que nous ferons une grande politique française.
Il en est fini pour nous de ces démonstrations d'une force que nous n'avons pas. Ce que nous avons encore, c'est notre culture, c'est nos traditions, c'est notre espoir dans la paix.
Nous l'apportons au service du monde, et c'est ainsi que nous ferons la grandeur de la France !
(Applaudissements)

Le président - La conférence remercie Christian Pineau et l'assure de toute sa confiance amicale.
(Applaudissements)
J'ai une série d'orateurs inscrits. Je demande à chacun de bien vouloir se reporter à ce qui avait été décidé quand nous avons organisé le travail, le plus de brièveté possible, pour pamettre au plus grand nombre de camarades possible de s'exprimer.
La parole est à Boutbien.

Léon Boutbien (Indre)

Les questions que j'avais à poser se rattachent directement à l'exposé que fera Gazier cet après-midi, mais je pense qu'étant donné l'ordre des travaux c'est

maintenant qu'il faut les poser.
Je pense que dans l'esprit même de nos camarades qui ont organisé cette réunion d'information il s'agit pour les secrétaires fédéraux de donner la température de l'opinion dans les départements, et mettre l'accent sur les questions qui ont ou susciter le plus de controverses et le plus de réactions.
Et bien en dépit du brillant exposé que vient le faire notre ami Pineau, ce ne sont pas tellemont les problèmes internationaux qui actuellement, dans nos régions, préoccupent davantage l'opinion, ce sont des problèmes extrêmement secondaires. Je m'excuse de les signaler, mais ils ont eu un retentissement tel que nous devons le dire.
Il s'agit en la circonstance du financement du Fond national vieillesse par les taxes sur les chevaux de voitures automobiles. Vous me direz que c'est un problème mineur à côté du vaste exposé que nous venons d'entendre, mais c'est une question qui a beaucoup soulevé l'opinion.
Sur cette question, j'aimerais avoir une explication sur les intentions réelles, car s'il n'était pas dans les intentions de poursuivre dans cette voie, je crois qu'il serait bon de faire une déclaration rapide pour couper court à toute cette campagne qui déferle actuellement, et qui est d'ailleurs orientée.
La deuxième question que je voulais poser, c'est de savoir quelles sont les mesures que le gouvernement entend prendre pour mettre un terme à l'activité du mouvement Poujade, notamment en ce qui concerne l'interdiction des contrôles fiscaux. Est-ce que le gouvernement laissera faire, ou est-ce qu'il est prêt à prendre des mesures énergiques lorsque de nouvelles interdictions de contrôle s'exerceront ?
Troisième point : je voudrais savoir - et cela se rattache à l'exposé de notre ami Pineau - si, à la suite de la rencontre avec nos amis anglais, la position internationale de l'Angleterre sur ce problème de l'EURATOM a évolué, et s'ils ont infléchi leur hostilité vers une compréhension plus grande du problème de l'EURATOM et de leur participation éventuelle.
(Applaudissements)

Le président - Excellente formule donnée par Boutbien.
La parole est à Manchon.

M. Manchon (Constantine)

Mes amis Gregh et Comolli vous parleront peut-être plus longuement que moi du problème algérien, et particulièrement constantinois. Mais comme je dirige les organisations syndicales libres, je voudrais poser quelques questions soit à Guy Mollet, soit à Albert Gazier, en ce qui concerne le problème des salaires de nos travailleurs algériens.
Nous avions demandé, lors du voyage de Guy Mollet en Algérie, qu'on supprime la troisième zone de salaire dans le secteur privé, et qu'on applique la loi en ce qui concerne la fixation du salaire des ouvriers agricoles. Car jusqu'à présent le gouvernement général et M. Urbani (?) se refusent à l'application de cette loi, c'est-à-dire qu'ils se refusent à faire comme en France et prendre le

l/24ème du salaire de l'industrie publique pour fixer le salaire de l'ouvrier agricole, de sorte qu'actuellement l'ouvrier agricole gagne 450, 350 et 250 suivant les catégories.
Je voudrais qu'on fixe la durée du travail de l'agriculture, comme l'avait dit Guy Mollet, que le risque soit ouvert par la sécurité sociale, et qu'on étudie le versement des allocations familiales dans le secteur agricole, avec des aménagements particuliers.
Je voudrais également que l'on nous dise comment on va lutter contre le chômage, et de quelle manière les organisations syndicales seront associées au contrôle de ces fonds d'investissement.
En ce qui concerne les centrales syndicales nationales, dont l'annonce a été faite à grand bruit dans la presse, je dois vous dire à ma gnande satisfaction que dans le Constantinois il n'y en a eu aucun écho. A Constantine et dans le sud-est et sud-ouest du Constantinois, le FLM et le MNA qui se promènent à grand bruit dans la région parisienne n'ont pas très grande presse.
Si les mesures militaires qui ont été décidées par le gouvernement s'accompagnent résolument et hardiement de réformes économiques, sociales, si on nous change le préfet actuel, si l'on surveille étroitement l'action de nos militaires à l'échelon régimentaire, car j'ai toujours eu l'impression qu'il y avait autant de fellagahs au service des colonialistes qu'il y en a au service du MLA ou du FLM, si on prend toutes ces mesures d'urgence, nous, syndicalistes et militants du Parti Socialiste, prenons l'engagement qu'à brève échéance nous pouvons redresser la situation dans notre Algérie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Comolli, de Constantine.

M. Comolli (Constantine)

Mes chers camarades, c'est forcément du problème algérien que nous allons vous entretenir, et contrairement à ce qu'a dit Boutbien, c'est pour nous le problème le plus urgent actuellement..
Après nous être longuement entretenus à Alger avec les ministres présents, Guy Mollet, Albert Gazier, Lacoste, Lejeune, Champeix, sur les problèmes qui concernent l'Algérie, nous avons la responsabilité aujourd'hui de les résoudre, à chaud, tous à la fois, au milieu d'un véritable déchaînement de fanatisme, de racisme, de passions, d'ultimatums - Guy Mollet en sait quelque chose -, d'excitation, de haine, de meurtres, d'exactions de toutes sortes dans un véritable climat de guerre, le mot peut être employé.
Nous avons tenu aujourd'hui dans le feu de l'action à confronter notre sentiment avec celui du gouvernement, d'accord avec le gouvernement,et notamment avec Guy Mollet et Lacoste, pour proclamer que les liens entre la France et l'Algérie sont et doivent demeurer indissolubles.
Mais le salut de l'Algérie est commandé par deux impératifs : pacification rapide et réformes hardies, réalisés simultanément.
Les pleins pouvoirs permettent maintenant au gouvernement de passer

immédiatement à l'exécution.
Pour les réformes préconisées par le Congrès, proclamées par le gouvernement dans sa déclaration d'investiture, réformes sociales, économiques, administratives et politiques, il ne faut pas les oublier, le gouvernement doit les promouvoir envers et contre toutes les résistances, et Dieu sait s'il va en rencontrer, en Algérie notamment. Il en a le pouvoir, il doit en avoir la volonté, pour la pacification.

Guy Mollet - C'est le contraire : il en a la volonté, il fallait qu'il en ait le pouvoir.

Comolli - Il faut qu'il ait les deux à la fois.
Pour la pacification, j'emploie le mot à dessein, c'est à l'armée malheureusement qu'il faut aujourd'hui la confier. Chacun en est persuadé.
Mais la situation est tellement grave, elle empire de semaine en semaine, de jour en jour, et nous le savons, nous qui vivons dans des zones vraiment névralgiques. C'est une course de vitesse. Toutes les populations sont excitées, excédées, à bout. Il faut les délivrer de ce cauchemar, il faut les protéger, il faut leur redonner confiance.
De quelle façon ?
En évitant par tous les moyens le renforcement des groupes terroristes qui recrutent notamment parmi les nord-africains qui abandonnent actuellement la métropole en nombre sur un mot d'ordre pour rejoindre l'Algérie.
Quelles mesures le gouvernement dans ce domaine a-t-il prises, ou pense-t-il prendre ?
Il y a au moins une mesure que je me permets de signaler, en donnant à l'appui un exemple, c'est celui, par une propagande de tous les jours, de montrer à tous les nord-africains qui sont dans la métropole ce qui risque de les attendre quand ils rejoindront l'Algérie. Et je me permets de lire ici un document qui n'est pas encore entre les mains du gouvernement, qui n'était pas encore entre les mains du gouverneur général à Alger, qui n'est pas ici non plus, et qui a pourtant une importance que je considère comme très grande : c'est la traduction d'un texte libellé en arabe, trouvé sur les cadavres égorgés de dix-huit individus dont quatre en uniforme près de Setou (?), dans la vallée de la Soumad (?), le 11 mars 1956.
Voilà ce qu'il dit :
"Avis et avertissement : il est porté à la connaissance de tous que ces soldats appartenaient à l'armée de Messali qui s'est dissociée de l'union nationale algérienne, à laquelle par contre se sont ralliés tous les partis et groupements formés en Algérie.
Ces individus soutenaient la scission provoquée Messali, et combattaient pour sa cause, se refusant à combattre au nom de l'Algérie et pour la voix de Dieu.
En conséquence, l'armée de la libération nationale qui s'honore d'appartenir au Front de Libération Nationale a prononcé leur condamnation à mort. C'est le sort désormais de tous ceux qui divisent l'union nationale.

Fondation Jean Jaurès

Cet avis aurait déjà dû être photographié en arabe, traduit en français, avec au dessous dans un tract la photographie des dix-huit bonshommes égorgés sur la route, et distribué dans tous les milieux nord-africains de la métropole en leur disant : "voilà ce qui vous attend si vous revenez en Algérie et si vous écoutez les mots d'ordre qu'on vous donne !"
En éliminant radicalement les véritables assassins, meurtriers, égorgeurs, et pour ceux-là aucune pitié. Mais pour ceux-là seulement.
En rétablissant notre rayonnement pacifique sur le reste de la population.
Nécessité par conséquent de comprendre les opérations militaires sous un double aspect : opérationnel et pacificateur. Donc adaptation de l'armée à cette double tâche par une véritable réorganisation de structure et de méthode.
Pour illustrer cette conception, -je crois que c'est celle du gouvernement, elle devrait l'être en tous cas -, voici un document qui peut être considéré comme un test ce cette conception. Ce document émane de l'administrateur de la Soumad (?), le coin le plus névralgique de notre Kabylie. Il s'agit du douar Ira-Tatgen (?) : Selon un renseignement de source sérieuse, les habitants des villages - je passe le nom des villages -, soit environ 150 adultes, seraient excédés du despotisme des hors-la-loi de là région. Ils ont envoyé un émissaire demandant de l'aide, et ont exprimé le désir de rendre les armes contre les hors-la-loi.
Ils disposeraient, ont-ils dit, de quatorze fusils seulement, ce qui est évidemment insuffisant. Je ne pense pas - c'est l'administrateur qui parle - cependant que l'heure soit encore venue où nous pouvons, sans des précautions extrêmes, envisager de monter des arcanes d'auto-défense ou des goums locaux indépendants.
Cet appel ne laisse pas cependant d'être troublant, et pourrait peut-être constituer un noyau de cristallisation du type de ceux qui existent déjà dans deux autres douars.
Pour avoir toutes les chances d'être rentable, cette affaire devrait à mon avis être ainsi traitée : affectation d'un effectif militaire minimum de quarante hommes bien armés, cantonnés au village de Feraoun (?) qui possède les meilleures défenses naturelles et des moyens de ravitaillement suffisamment larges pour pallier à l'absence de voies de communication dans ce secteur. Détachement d'un officier suffisamment chevronné, habitué à manier des nord-africains, chargé de discipliner et d'animer la arcane qui parait susceptible d'être formée et de rayonner.
Il est bien évident que ce point d'appui devrait être doté de moyens de radio suffisants et cette expérience surveillée, contrôlée, soutenue.
C'est vraisemblablement avec de telles manifestations de lassitude exploitées à notre profit que pourra être reprise notre action de rayonnement.
Mais ceci suppose la misse en oouvre de moyens raisonnables, pour ne pas risquer que ce qui est aujourd'hui présenté comme un appel au secours ne soit plus demain que la réalisation d'un guet-apens dont il convient de ne pas exclure l'éventualité.
J'estime cependant que le risque doit être couru, car la réussite dans ces conditions peut être la pierre d'achoppement du retour au calme dans cette

région.
En étendant ce cas particulier à l'ensemble de certaines régions de la grande et de la petite Kabylie notamment, on aura une physionomie exacte de ce que devra être l'action militaire, je disais à la fois opérationnelle et pacificatrice, et protectrice à la fois également.
Et quand vous saurez qu'en Kabylie il y a environ mille douars ou villages dans lesquels la mène opération devra être réalisée, donc 50 000 hommes au minimum; pour la Petite Kabylie, vous allez comprendre l'ampleur des effectifs qui seront nécessaires.
Nous demandons au gouvernement s'il dispose de suffisamment d'effectifs sans faire appel aux disponibles. Il doit le savoir, il devrait nous le dire, mais il doit envisager tout de suite - et il l'a fait certainement - ce problème des effectifs, qui, à notre avis, conditionne la réussite ou l'échec de son action dans ce strict domaine.
Et ce strict domaine lui-même conditionne la réussite ou l'échec dans tous les autres.
Sur ce point particulier strictement militaire, je me permets de résumer ma conception en une formule lapidaire :
Peu d'hommes, beaucoup de casse, résultats factices et précaires ; beaucoup d'hommes, peu de casse, résultats certains et durables.
Le gouvernement est-il d'accord avec nous sur ces points ?

Le président - La parole est à Gregh.

M. Gregh (Constantine)

Camarades, c'est encore de l'Algérie que vous allez entendre parler. Je voudrais analyser un petit peu la situation après le vote des pleins pouvoirs.
La réaction des européens devant ces pleins pouvoirs est la suivante : ils se sentent de plus en plus rassurés.
La bourgeoisie musulmane, chefs terroristes compris, qui comptait être la seule bénéficiaire des réformes, est, elle, déçue. Les masses musulmanes, elles, sont toujours inquiètes.
Nous affirmons pourtant que le Parti et ses délégués aux postes de responsabilités peuventencore gagner facilement la partie. La reconnaissance et le respect de la personnalité algérienne, l'engagement de ne prendre aucune mesure unilatérale et de permettre aux élus de déterminer avec le gouvernement les formes et les limites du futur statut de l'Algérie, la promesse que ce gouvernement ne sera pas le gouvernement de la seule solution militaire, réaffirmés au cours de chaque discours, doivent être réaffirmés inlassablement.
Le gouvernement doit ajouter en même temps qu'il a pour mission historique l'émancipation totale des travailleurs, aussi bien Européens que Musulmans, et que pour parvenir à cette émancipation totale il se battra contre toutes les formes de réaction qui voudraient, soit maintenir le statu quo, soit bénéficier à son seul profitdes idées révolutionnaires de la France.
Le gouvernement doit affirmer qu'il ne permettra pas à la minorité musulmane,

sous prétexte d'indépendance, d'établir dans ce territoire un régime de bourgeoisie rétrograde, périmé, mais il doit affirmer aussi à la minorité européenne qu'elle n'empechera pas la marche inexorable des peuples vers leur émancipation politique, économique, sociale et culturelle.
Le gouvernement doit affirmer qu'il se bat en ce moment pour que tous les Algériens, Européens comme Musulmans, aient, dans ce pays, la juste place à laquelle ils ont droit.
Alors, le FLN et le MNA, dont l'importance, croyez-le bien, camarades, est plus grande dans la presse que dans la réalité, comprendront que ce ne sont pas eux qui décideront de la politique de la France.
Ces dispositions affirmées, que faut-il faire ?
Nous avons demandé au gouvernement, dans plusieurs rapports, que l'épuration soit faite en Algérie. Elle est indispensable, je ne m'étendrai pas là-dessus, Guy Mollet sait très bien combien elle est indispensable.
Pour nous, elle est encore plus indispensable, car nous avons la confiance des masses musulmanes, comme des masses européennes. Sans cette épuration, vous n'aurez pas les éléments indispensables à la réussite de votre politique. Tout ce que nous demandons à l'heure actuelle en faveur des masses musulmanes, tout ce que nous demandons de juste, n'est pas accordé, et pour cause : ou l'on veut que le terrorisme s'accentue, ou l'on veut que le gouvemement à direction socialiste échoue.
Il ne faut pas donner raison aux menaces fascistes exigeant l'exécution des condamnés à mort. Les jugements que nous avons suivis ont été prononcés avec trop de partialité, et ce n'est pas un gouvernement à direction socialiste qui doit prendre cette responsabilité.
(Applaudissements)
Si cela servait à quelque chose, camarades, nous vous dirions : "Allez-y", mais cela ne servirait à rien. Il faut lutter même contre les Français pour les sauver.
(Applaudissements)
Car, si ces exécutions avaien tlieu, ce seraient les Français des villages surtout qui paieraient les pots de la casse.
Il faut donc dissoudre toutes les municipalités qui feront grève le 21 mars… (applaudissements)... et ne pas se soumettre à leurs exigences.
Et nous demandons encore au gouvernement s'il est décidé, après tous les rapports que nous avons envoyés au Comité directeur, à faire confiance à la fédération socialiste de Constantine. Nous prenons l'engagement, nous avons la certitude, et, je le répète, nous avons la confiance des masses de ce département, nous pouvons l'avoir de celles du département d'Alger - c'est le "trou" de nos trois fédérations algériennes -. Si le Gouverneraentnous donne les moyens d'agir, alors, nous sauverons la situation.

Le président - La parole est à Naegelen.

Marcel-Edmond Naegelen

Camarades, je suis heureux d'être amené à prendre la parole immédiatement

Collection Jean Jaurès

après nos camarades de la fédération de Constantine, et je voudrais tout de suite les féliciter, dans les circonstanciés extrêmement difficiles et même périlleuses où ils sont appelés à vivre et à combattre, de maintenir là-bas la présence du Parti Socialiste et la pérennité de sa doctrine.
(Applaudissements)
Je monte, camarades, à cette tribune pour parler de l'Algérie. Et j'en parle après un long silence volontaire, pour la prermière fois depuis que j'ai quitté, en avril 1951, le gouvernement général de l'Algérie.
Vous savez comment la situation a évolué depuis, vous savez où nous en sommes, et je crois que notre Parti, et ceux qui ont en ce moment le redoutable honneur de le représenter à la tête de l'Etat, doivent savoir exactement ce qu'ils veulent et avoir le courage de choisir et de dire leur choix.
On a prétendu qu'il y avait - je l'ai entendu dire maintes fois - un seul choix possible : ou se maintenir en Algérie, ce qui, évidemment, il ne faut pas nous le dissimuler - et je félicite, et Lacoste, et Guy Mollet d'avoir eu le courage de le faire comprendre au pays et de le dire à l'Assemblée Nationale - nécessite évidemment un effort militaire et un effort financier, d'abord parce qu'il faudra payer les dépenses militaires et puis parce qu'il faudra accompagner l'effort militaire d'un effort économique et social, qui, lui aussi, nécessitera de gros sacrifices fianciers. Cela est la première possibilité.
Il y en a une autre : accepter de partir. C'est ce qu'on nous demande, c'est ce qu'exige de nous le Front de Libération Nationale. C'est la réponse qu'il a donnée à l'appel de Guy Mollet adressé aux combattants du Front de Libération Nationale, leur promettant des élections libres dans un délai maximum de 3 mois après la cessation des hostilités. C'est là aussi, ou à peu près, la déclaration que faisait, il y a quelques jours à un journaliste allemand, Messali Hadj.
S'il y a des Français qui pensent qu'il faut partir, alors, je dirai qu'il vaudrait mieux partir tout de suite, avant d'avoir fait tuer des hommes, avant d'avoir dépensé des milliards, et qu'il vaudrait peut-être mieux, affecter alors l'argent que l'on dépenserait dans l'effort militaire et dans l'effort économique et sociale, à indemniser ceux qui seraient obligés, lorsque nous aurions abandonné l'Algérie, de la quitter à leur tour. Oh ! je ne pense pas aux grands colons, aux milliardaires. Ceux-là eux ont déjà choisi leurs positions de repli, et je ne suis aucunement inquiet pour eux. Mais je pense à tous ceux qui sont partis là-bas, pleins de foi et d'amour, à nos instituteurs, à nos médecins, et aussi, je le dis, à ces petits colons qui sont éparpillés dans le bled, dans des fermes isolés ou dans des villages - j'en ai vu quelques-uns, des villages misérables - qui travaillent un sol qui n'est pas toujours fertile, sous un climat qui est toujours capricieux et cruel, et qui, ceux-là, ne font pas fortune, mais qui ont là-bas les champs que leurs pères ou leurs grands-pères, ou leurs arrières-grands-pères, ont ensemencés, ont emblavés pour la première fois, qui y ont aussi leurs cimetières et leurs tombes, et qui, eux, n'ont pas de positions de replis toutes préparées, soit sur la côte, soit dans la métropole.
Il nous faut aussi mesurer les conséquences qu'aurait l'abandon de l'Algérie. Il y en a de différents ordres.

Il y a d'abord des conséquences d'ordre international. il n'est pas utile d'insister, je pense que la position de la France serait singulièrement diminuée dans le concert international si nous démissionnions a ainsi brutalement en Afrique du nord. Il y aurait des conséquences au point de vue de la défense nationale. Est-ce que quelqu'un se fait ici l'illusion que dans l'état actuel du monde on va laisser inoccupée cette côte de la Méditerranée ? Est-ce que vous ne pensez pas que d'autres s'efforceraient de venir nous remplacer, qui n'apporteraient peut-etre pas le même esprit de libéralisme que celui que nous voulons enseigner aux populations algériennes ?
Il y aurait, enfin, des conséquences d'ordre économique.
L'Algérie, on l'a répété bien des fois ces temps dernier, est à la fois notre principal fournisseur et notre principal client.
Il y aurait des conséquences pour toute l'union Française, ce serait la pénétration vers l'Afrique noire des mouvements d'émancipation qui secouent en ce moment le Maghreb.
Et je vais plus loin, je dis, je le crois tout au moins, que si nous abandonnions demain l'Algérie, avant peu, la Tunisie etla Maroc, qui viennent d'obtenir de la France une indépendance à peu près totale, auraient à défendre leur indépendance, non plus contre nous, mais contre le Caire, contre la ligue arabe, car le projet de la ligue arabe, c'est tout un vaste empire arabe qui se construirait face à la Méditerranée européenne.
Voilà, par conséquent, pour quelles raisons je pense que le Parti et la France ne peuvent songer à abandonner l'Algérie.
Le gouvernement a choisi ; les déclarations de Guy Mollet ont été sur ce point très nettes, il a déclaré que la France se battrait pour rester en Algérie. Et il a tiré les conséquences de cette décision : un effort militaire, un effort administratif, est entrepris ; un effort économique et financier, un effort social, vont être entrepris, je pense, dans l'immédiat.
Mais, camarades, je voudrais vous défendre contre certaines illusions. Il faut faire les réformes économiques et sociales que nos camarades de Constantine demandaient il y a un instant. Mais, et je vous dois cette vérité, je ne pense pas que cela puisse suffire à désarmer nos adversaires. Il nous faut les isoler au maximum, et c'est peut-être l'erreur que nous avons commise au départ, de ne pas faire tout de suite ce qui aurait pu localiser la rébellion et isoler les chefs de la rébellion au milieu de populations musulmanes qui, dans leur immense majorité, seraient restées fidèles ou qui, en tous les cas, ne se seraient pas jointes, soit par une complicité de ravitaillement, de renseignements, soit même par les armes, à ceux qui ont fomenté là-bas, au départ, la rébellion.
Je ne crois pas même que la promesse de réformes politiques, et notamment la promesse des élections libres, puisse suffire à désarmer ceux qui ont engagé là-bas la lutte contre nous.
D'ailleurs, tout le monde sait que, de longtemps, des élections libres ne sont pas possibles en Algérie, en tous les cas, pas dans toute l'étendue de l'Algérie.
Nous avons connu, ces temps derniers, les instructions du Front de Libération Nationale (Lacoste, si je ne me trompe, les a lues à la tribune de l'Assemblée

Fondation Jean-Jaurès

Nationale), instructions qui déclarent que si la France essayait d'organiser là-bas des élections, il faudrait s'y opposer par tous les moyens, et jusqu'à l'égorgement de ceux qui prétendraient être candidats, ou par l'égorgement même de ceux qui prétendraient aller voter.
Vous savez,, ces instructions, elles ne sont pas nouvelles. En 1948, lorsqu'à été élue la première assemblée algérienne, nous en avions surpris de semblables. Nous avions découvert toute une organisation, avec même des espèces de gares régulatrices pour diriger les bandes qui partaient de Bône ou qui partaient de Constantine, ou d'Alger, ou d'Oran, et qui avaien tl'ordre d'occuper les bureaux de vote dès l'aube, de passer même la nuit devant les bureaux de vote, et d'imposer le choix des candidats qui étaient, à ce moment-là, des candidats messalistes.
C'est à cela que je me suis opposé en avril 1948. On a dit que j'avais truqué lesurnes. Ce qui est vrai, c'est que j'ai essayé à ce moment-là de briser la terreur, que, déjà, on essayait de faire peser sur la population musulmane. On a essayé - et à ce propos je regrette que les camarades du Parti Socialiste se soient fait quelquefois l'écho de calomnies répandues par les nationalistes algériens et par les Communistes - de m'opposer à Yves Chataigneau sur ce point.
Je ne veux pas mettre en cause un homme qui n'est pas là, mais j'ai ici des instructions qui ontété données avant mon arrivée par Yves Chataigneau, qui sont datées du mois d'août 1947, les demières du 29 décembre 1947, et qui demandaient déjà qu'on protégeât les populations musulmanes contre la terreur que certains chefs nationalistes essayaient de faire peser sur elles.
Je n'ai, quant à moi, jamais envoyé de circulaire semblable, et j'ai la fierté de dire aujourd'hui que pendant 3 ans et quelques mois j'ai été à la tête de l'Algérie et je n'ai jamais fait appel à la force.
Je n'ai jamais demandé un seul gendarme.
Je sais bien que les circonstances étaient différentes, mais déja il y avait une ligue arabe, déjà il y avait une propagande communiste et tout notre effort, à ce moment-là, visait d'abord à opposer notre propagande, la propagande Socialiste et démocratique, à la propagande nationaliste, quelquefois raciste et quelquefois religieuse, tout notre effort consistait à dire aux populations, à aller aux populations et aussi à leur apporter progressivement un certain nombre de réalisations.
Aujourd'hui, la vérité, c'est - si pénible qu'elle soit à considérer, j'ai toujours pensé que la vérité et la réalité devaient être courageusement regardées en face - la vérité c'est qu'aujourd'hui nous avons affaire à un mouvement panarabe qui utilise les instincts racistes et le fanatisme religieux et essaie d'éveiller un nationalisme borné et haineux.
Mais, camarades, j'ai quelques quarante-cinq années de présence dans le Parti Socialiste et je me rappelle certains thèmes de notre jeunesse ou on nous apprenait à combattre et à condamner à la fois le racisme, le fanatisme religieux, que nous appelions le cléricalisme, et aussi le nationalisme borné et haineux. Je ne pense donc pas que, quand nous sommes engagés dans ce combat, nous tournions le dos aux traditions socialistes, bien au contraire, mais je voudrais

dire que je ne comprends pas, moi, qu'on confonde panarabisme et islamisme, et je relevais l'autre jour un propos qu'a tenu Paul Reynaud à la tribune de l'Assemblée Nationale et qui m'a paru à la fois injuste et imprudent. Paul Reynaud a dit, à la tribune : "la guerre que nous avons à mener en Algérie c'est la guerre contre l'Islam, capitale Le Caire".

Je dis : Non. Il ne faut pas confondre arabisme et islamisme. Il y a des Musulmans qui sont Pakistanais, il y en a qui sont Turcs et qui, en ce moment, sont plutôt les adversaires des arabes que les amis et, pour prendre une vieille formule, s'il est vrai que tout arabe est musulman, il n'est Dieu merci pas vrai que tout Musulman soit arabe.

(Applaudissements)

Et je pense que ce n'est pas à nous, par des propos inconsidérés et par des confusions qui peuvent devenir tragiques, ce n'est pas à nous à faciliter contre nous-mêmes l'unité de l'Islam. Nous avons, au contraire, une grande politique à mener et je me suis réjoui tout à l'heure d'entendre Pineau nous dire quels contacts il a pris déjà sur ce terrain.

Mais, nous avons affaire aussi - et nos camarades de Constantine avaient raison de le rappeler tout à l'heure - nous avons affaire aussi, en Algérie, à un autre adversaire qui est l'égoïsme borné de certains grands possédants.

Nous ne confondons pas, je l'ai déjà dit, tous les Français qui vivent là-bas avec quelques magnats.

Beaucoup : instituteurs, médecins, ouvriers, petits patrons, petits artisans, et même officiers et petits colons vivent là-bas en pleine communion, en pleine fraternité avec les populations musulmanes. J'ai toujours pensé que la présence française en Algérie c'était eux qui devaient l'assurer, non pas par la force, mais parce que vraiment ils iraient au devant des populations musulmanes et conquerraient leur confiance.

Et, tout à l'heure, lorsque j'entendais Comolli parler du rôle de pacification de l'armée, je me demandais s'il n'y aurait pas une éducation à faire de nos soldats qui font là-bas et qui ignorent tout de l'Algérie, il faut bien le dire, si justement on ne devrait pas leur dire que leur rôle ne consistera pas uniquement, et je dirais même ne consistera pas essentiellement, à tirer des coups de feu, mais qu'il consistera à éveiller dans le coeur des populations musulmanes la confiance en la France et l'amour de la France, représentée d'une façon inévitable en ce moment, dans la plupart des régions, par l'armée française.

Ce sont ceux-là, ceux que je nommais tout à l'heure : instituteurs, médecins, petits fonctionnaires, ce sont ceux-là qui souffrent le plus aujourd'hui de la situation.

J'apprenais, il y a quelques jours, la mort d'un homme que j'ai bien connu, le maire d'un petit villgge de Kabylie, le maire d'Ossonvilliers (?), Ossonvilllers, c'est un village qui a été créé en Kabylie en 1871 par des Alsaciens qui se sont exilés pour ne pas être allemands. Ce village, je l'ai vu dès le mois d'avril 1948, il tombait en ruines. Il y avait là encore 5 ou 6 familles qui avaient tenu bon. Le maire, c'était celui qui vient d'être frappé, victime d'un attentat, et je vous assure que ce village était exactement la représentation d'un petit village de chez

nous, il m'a dit leur misère, m'a montré sa mairie qu'il ne pouvait pas entretenir - j'en retrouve de semblables dans les Basses-Alpes, dans nos villages montagnards.
Ces habitants ne s'étaient pas enrichis ; la plupart d'entre eux étaient déjà partis et, à ma première visite, le maire, Bossette (?), m'a dit : "Nous avons confiance en vous, mais si vous ne nous apportez rien, d'ici quelques mois nous serons tous partis, il n'y aura plus d'Ossonvilliers".
Eh bien, j'ai fait pour eux ce que j'ai pu et, passant peut-être un peu au-dessus des règlements et de la loi - et je crois que, dans ce pays, là-bas, il ne faut pas être esclave des règlements et de la loi, il faut être avant tout un homme... - (applaudissements) - je leur ai permis de planter quelques vignes et cela les a sauvés. Je leur ai donné quelques subventions et cela leur a permis de retaper leur mairie.
Il y a environ deux mois, je recevais une lettre de Bossette (?) qui me disait : "Grâce à vous, notre village est encore là, mais voici la façon dont nous vivons : la nuit, nous montons la garde, le fusil, la mitraillette, le revolver, les grenades à portée de la main ; nous montons la garde à côté des berceaux de nos enfants, et, le jour, nous allons travailler, le fusil en bandoulière. Cela, disait-il, on peut le supporter huit jours, quinze jours, un mois, et parce que nous sommes des "durs", nous le supportons depuis des mois, mais croyez-vous que cela puisse être éternel ?"
Cela, pour lui, n'a pas été éternel : il y a quelques jours, il était la victime d'un attentat, on la transportait à l'hôpital où je lui ai écrit ; j'ai reçu une lettre de lui, écrite vingt-quatre heures avant sa mort, et dans cette lettre, il me disait, parlant de ceux qui l'avaient frappé, parlant des Musulmans, il me disait : Que vont-ils devenir, ces malheureux, si nous ne sommes plus là pour leur enseigner à cultiver les terres !"
Eh bien, je dis, camarades, et je le dis avec une émotion que je ne cherche pas à dissimuler, nous n'avons pas le droit de confondre ceux-là avec les grands colonialistes ; ceux-là, ils vivent près du Musulman, ils comprennent sa situation, ses souffrances et ils ont fait quelquefois l'impossible pour améliorer sa situation ; de ceux-là, vous savez, la France n'a pas à rougir, au contraire elle peut en être fière.
(Applaudissements)
Alors, camarades, la question que nous devons nous poser si, comme l'a décidé le gouvernement, nous devons rester là-bas, est celle-ci : que faut-il faire ?
Le gouvernement a promis que nous n'abandonnerions pas l'Algérie.
Je dirai en passant, et sans vouloir ouvrir une polémique qui n'est plus de saison, que peut-être n'aurait-ce pas été à nous d'assumer les responsabilités que nous allons être obligés de prendre !
(Applaudissements)
Peut-être n'est-ce pas à nous d'assumer la responsabilité des mesures que la promesse de rester implique. Peut-être eut-il mieux valu laisser la Droite, qui est la grande responsable de la situation présente, qui a laissé pourir tous les problèmes algériens, peut-être eut-il mieux valu laisser la Droite se débattre dans

les conséquences de son immobilisme et dans les conséquences des fautes qu'elle avait commises, peut-être eut-il mieux valu laisser la Droite payer les fautes qu'elle avait commises. Mais le Parti Socialiste n'a jamais manqué de courage et Guy Mollet nous l'a dit un jour, dans une réunion commune, je crois, du Comité directeur et du groupe parlementaire, à la veille du jour où il allait se présenter devant l'Assemblée Nationale : "Je sais qu'il y a des risques à courir, je vous demande de les courir avec moi ; un grand Parti comme le nôtre, qui a été toujours à la fois national et international, n'a pas le droit, à certains moments, de manquer de courage".

Aujourd'hui, en tous les cas, nous ne pouvons plus reculer et, je le répète, ce qu'il faut, c'est s'efforcer de localiser la rébellion, d'isoler au maximum les bandes rebelles. Oh, cela eut été plus facile il y a quelques seize mois, au moment, où la rébellion a éclaté ! Ce qu'il nous faut essayer d'obtenir, c'est qu'elles ne jouissent plus de la complicité, forcée ou volontaire, des populations musulmanes. Pour cela, et partout où cela est encore possible - car je sais qu'hélas il y a des régions où les réformes économiques et sociales ne pourront être immédiatement appliquées, parce que l'administration française n'y jouit plus d'aucune autorité - il faut entreprendre, sans délai, les réformes éccnomiques et les réformes sociales. On vous en a énuméré tout à l'heure un certain nombre, et je ne veux pas y revenir.

Et puis, il faut, en même temps continuer à clamer obstinément notre volonté de paix et notre volonté d'engager la négociation dès que les armes se seront tues, ou même, s'il y a une possibilité, pour obtenir que les armes se taisent.

Je crois que les deux choses doivent être menées de pair.

Je dis aussi, et j'y ai déjà fait allusion tout à l'heure, qu'il faut opposer notre propagande à la propagande de la ligue arabe qui s'opère, vous le savez, par la radio, par la distribution de tracts et de journaux.

Nous aussi il faut avoir notre radio, en langue berbère et en langue arabe ; je sais qu'il y a des émissions à radio-Alger, mais elles ne vont pas partout et elles ne sont pas toujours très heureuses !

J'ai été surpris, par exemple, d'apprendre que la déclaration de Guy Mollet, que je rappelais tout à l'heure, promettant les élections libres dans un délai de trois mois après la cessation des hostilités, j'ai été surpris et peiné d'apprendre que le tract qui reproduisait l'essentiel de cette déclaration n'avait été répandu sur les douars d'Algérie que cinq jours après que la déclaration ait été faite. Ce n'est pas le gouvernement que j'accuse, ce sont les services, de déclare que ce tract aurait dû être répandu en Algérie au moment même où la déclaration était faite devant l'Assemblée Nationale et si nous sommes engagés dans une guerre psychologique, alors je dis que vraiment nous ne sommes pas armés, par cet exemple. Qu'il me soit permis de dire, cependant, que je préfère, moi, essayer le convaincre qu'essayer de détruire, et je pense que, là aussi, il faudra que le gouvernement songe à opposer sur place une propagande qui sera une propagande démocratique républicaine, pacifiste, humaine, à la propagande haineuse de nos adversaires.

Et puis, je le dis au risque de choquer quelques-uns, il faut aussi que notre

justice soit plus rapide, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne doit pas être sereine. Il faut qu'elle soit à la fois rapide et sereine ; le Musulman ne comprend pas nos subtilités juridiques, nos complications ; ce qui nous est familier lui est complètement étranger, il ne comprend pas qu'on ne punisse pas immédiatement certains actes. Vous savez que les rebelles, eux, - d'ailleurs, leur titre l'indique - sont des hors-la-loi, c'est le titre qu'on leur a donné tout au moins, et les rebelles égorgent, eux, tout de suite, et le Musulman, que nous le voulions ou non, fait une comparaison.

Le problème, c'est à la fois l'affirmation de notre volonté et de notre force, de notre volonté de justice et de renouvellement. Le problème est de rendre confiance aux deux populations entre lesquelles, en ce moment, un fossé s'est creusé et achève de se creuser.

Oh, je ne dis pas que les responsables soient d'un seul côté. Il y a des rancunes, des haines, des blessures qui sont anciennes. Il y a des sentiments qui ont été enfouis au plus profond des âmes et qui, aujourd'hui, se réveillent. Il n'y a guère de Musulman qui ne porte une cicatrice, une sorte de blessure parce qu'il a été au moins une fois humilié dans sa vie. Je ne dis donc pas que les responsabilités soient d'un seul côté.

Certaines manifestations auxquelles s'est livrée la population européenne à Alger, à Constantine, à Oran et même aux obsèques de ce malheureux Bossette (?), à Ossonvilliers, dont je parlais tout à l'heure, ne sont pas faites pour arranger les choses, ni pour la France ni, je l'ajoute, pour eux-mêmes. Mais, ce qui est certain, c'est que le fossé s'est creusé et qu'il s'est empli de sang, qu'il y a eu des Musulmans français, voulant rester français, qui ont été égorgés et qu'il y a eu aussi quelquefois, de l'autre côté, des représailles absurdes, imbéciles.

J'ai vécu, je me rappelle, un incident que je n'ai jamais pu oublier :

J'etais en visite dans la région de Sétif, je m'étais arrêté un instant, au bord d'une route et je vois arriver, par un sentier, une Musulmane qui tenait par la main un petit garçon de 5 ou 6 ans. Je me suis approché pour donner quelque monnaie à ce petit ; aussitôt qu'il m'a vu - j'étais en voyage officiel, par conséquent en uniforme et entouré de gens en uniformes : préfets, sous préfets, etc.. - dès qu'il m'a vu m'approcher de lui, il a été saisi d'une espèce de crise nerveuse, il s'est jeté derrière sa mère, se suspendant à sa robe, se cramponnant à elle, poussant des cris. Comme mon chauffeur lui parlait en arabe et lui disait : "On ne te veut pas de mal", il ne voulait rien entendre. C'était dans la région de Sétif, dans la région où avaient éclaté les émeutes de mai 1945, et j'ai pensé à ce moment-là - et c'est pourquoi je n'ai pas oublié cet incident : cet enfant a dû entendre raconter dans son gourbi que les Français en uniforme étaient des gens qui incendiaient et qui égorgeaient.

Eh bien, si je relate cet incident un peu ancien, c'est parce qu'il vous permettra de comprendre comment ce que j'appelais tout à l'heure le fossé de l'incompréhension, de méfiance et peut-être de haine, a pu se creuser entre les deux populations et je dis que tant que nous n'aurons pas réussi à combler ce fossé, ou à le combler en partie, nous n'aurons rien fait.

Car le problème, c'est, au fond, celui de la cohabitation de deux populations qui

Fondation Jean Jaurès

sont, qu'on le veuille ou non, condamnées à vivre ensemble, à travailler ensemble, et quelque-fois à souffrir ensemble, et, je le souhaite, dans un proche avenir, à se réjouir ensemble.
Je sais que ce problème est difficile. Les solutions, ne nous le dissimulons pas, coûteront cher, mais si nous ne savons pas les trouve, et si nous ne savons pas les imposer au plus tôt, aux uns et aux autres, c'est non seulement notre Parti qui risque d'être emporté par la perte de l'Algérie, mais, avec lui, camarades, le régime, la République, et l'indépendance même de notre pays.
N'allons ni à un nouveau Munich, ni à un nouveau Sedan, allons, camarades, vers la libération, la libération de tous les hommes d'Algérie, la libération de la terreur que font peser les bandes rebelles, la libération de la faim, la libération de l'ignorance et du joug des anciennes et des nouvelles féodalités.
(Applaudissements)

Marceau Pivert

Mes chers camarades, le discours de Christian Pineau nous a fourni l'occasion de rechercher dans une atmosphère particulièrement efficace les solutions à un problème douloureux que Marcel-Edmond Naegelen vient de préciser devant nous.
J'ai l'impression que, en toute bonne foi, il y a des divergences considérables entre nous, et j'essaierai de les exprimer avec le maximum de fraternité.
C'est le problème international qui domine la situation. Je crois pouvoir dire ici que, ce qui a fait la ruine de nos espérances en 1936, c'était la situation internationale.
Or, nous sommes dans un monde où, contrairement à cette époque, la situation internationale place le gouvernement en position extrêmement favorable pour des initiatives.
C'est pourquoi j'ai entendu avec beaucoup de joie - au milieu des tristesses et même des révoltes qui nous animent devant cette situation, devant les injustices - l'exposé de Christian Pineau devant le Comité directeur d'abord, et je félicite les camarades du gouvernement qui ont, sur le plan international, donné au Parti déjà, et à notre pays, le prestige qu'on ne pourra plus leur enlever. Et, ce que je souhaite de tout coeur, c'est que ce soit dans cette direction et avec la même inspiration, les mêmes principes, que les difficultés atroces du problème algérien soient abordées.
Je ne parlerai pas des initiatives dans d'autres domaines, ceux du Maroc, de la Tunisie, ceux de Gaston Defferre cet après-midi, et de Gazier. Là aussi, le Parti a déjà marqué son empreinte.
Mais je veux indiquer que, sur la politique extérieure, nous avons une occasion exceptionnelle de définir une très grande espérance, en allant au-devant des forces qui montent, en Europe des forces socialistes de l'USPD, des forces du Labour Party. La diplomatie socialiste doit favoriser ces forces qui montent et qui convergent d'ailleurs vers des positions communes. C'est la même chose avec les problèmes d'Afrique et d'Asie, il faut aller au-devant des besoins d'autonomie, d'indépendance, de liberté et de faim aussi de tous les pays sous-

Fondation Jean-Jaurès

développés.
Je crois que la convergence entre la compréhension socialiste des problèmes du monde d'aujourd'hui et la montée irrésistible des forces sociales, si nous savons exprimer leurs besoins, fournit au Parti une occasion extraordinaire qu'il n'a jamais rencontrée dans son histoire.
Au dîner de la presse anglo-américaine, Christian a posé les problèmes pour la première fois ouvertement en Socialiste.
"Nous avons l'impression que, derrière certaines formes d'insurrection et de propagande en Algérie, certaines puissances cherchent à recevoir l'héritage de la France en Afrique."
Voila comment le problème est posé, il est fondamental et il comporte deux catégories de solutions, et deux seules :
Ou une alliance conservatrice impérialiste, contre une révolution anti-colonialiste irrésistible qui anime des centaines de millions d'hommes dans le monde. Cette solution peut avoir des avantages, mais, à brève échéance, elle conduira à un échec total, mon cher Naegelen, je le dis comme je le pense.
Ou l'autre alliance, l'alliance sincère avec les forces populaires d'Europe, d'Asie et d'Afrique vers des solutions socialistes internationales.
Quel est le choix du Parti ?
Sur le plan international, Christian a répondu, et il a raison : les nations d'Asie ne seront sauvées que par le Socialisme. C'est la première fois qu'un représentant du Quai d'Orsay dit cela au monde, Bravo ! Ce sera entendu, c'est déjà entendu.
Le monde aussi ne peut être sauvé que par des solutions Socialistes. Il ne faut plus avoir un complexe d'infériorité, il faut comprendre que nous sommes dans une situation fluide qui bouge d'un jour à l'autre, où toutes sortes de composants jouent, et nous ne savons pas, personne ici ne sait, ni ceux qui ont les responsabilités, ni les militants, où nous allons aboutir. Mais il y a une chose qui est certaine, c'est que nous sommes perdus si nous perdons notre boussole Socialiste et si nous oublions un système de référence infaillible qui est le seul capable de nous faire comprendre ce qui se passe.
Tout ce qui nous éloignera des explications Socialistes et de la ligne de classes, car il y a des classes, car il y a des exploités et des exploiteurs dans le monde, tout ce qui nous fermera les yeux sur cette réalité profonde risque de nous livrer aux forces mauvaises de la dictature et de la guerre.
Par exemple, on peut parfaitement imaginer une conversation avec Nasser - je ne dis pas que c'est ce qui a eu lieu - "Laissez tomber Israël, demande Nasser, et je laisserai tomber Ben Bellah(?) " C'est le genre de conversation qui peut résulter du premier type de solution.
Est-ce que cela va résoudre le problème de la révolution algérienne ? Pas du tout, parce que si vous avez une interprétation subjectiviste et réactionnelle de ce qui se passe en Algérie, vous croirez qu'il s'agit de meneurs, ce sont des hors-la-loi, comme la réaction l'a toujours dit. Non, les Socialistes doivent aller au fond des choses, c'est un peuple, et un peuple qui se heurte à un autre peuple qui est le nôtre, un million de Français que nous avons à protéger, même contre eux-

mêmes. C'est un peuple même s'il n'y a pas eu de nation derrière, les nations, cela monte, et nous sommes justement à une époque où il y en a un certain nombre qui viennent de surgir, au lendemain de la deuxième guerre, des ruines de l'impérialisme colonialiste traditionnel.
Eh bien, nous allons envisager aussi des solutions de réforme.
Avec quel argent ? Il faut 1 000 milliards pour équiper l'Afrique du Nord. Est-ce que les Socialistes vont cultiver l'illusion à ce sujet là ?
Si vous posez le problème en Socialiste et en révolutionnaire, vous savez où il faut prendre l'argent : il faut exproprier les grands capitalistes.
Dans le second cas, si vous ne posez pas le problème de cette façon, vous allez échouer, et vous allez nourrir vous-mêmes les forces du grand capitalisme qui prendra la forme de dictature totalitaire, et ce sera le produit fatal de l'impuissance des Socialistes et la démocratisation des masses.
Je ne parle même pas de la menace stalinienne. Dans la conjoncture internationale où nous sommes, il n'y a plus que la menace fasciste.
Maintenant, je voudrais voir pourquoi les masses musulmanes en mouvement, celles d'Algérie en particulier, n'ont pas répondu à l'appel de notre ami Guy Mollet. On a d'ailleurs parfois systématiquement considéré cela comme un ultimatum. Je sais que ce n'est pas dans notre pensée, il faut voir si on peut corriger cela, mais, en tout cas, je veux rappeler ce qui s'est passé. C'est la manière d'aborder cette tragédie qui compte pour des Socialistes.
Quand je relis l'ordonnance du 7 mars 1944, qui établissait les qualités entre Français et Musulmans, je vois que c'était révolutionnaire, mais cela n'a jamais été appliqué, c'était chapeauté par les deux minorités et, dès cette époque là, c'était une égalité relative, deux-cinquièmes, trois-cinquièmes. Après, il y a eu les événements sur lesquels je ne veux pas revenir, mais je vous conseille de lire le discours de Tixier devant l'assemblée consultative de juillet 1945 pour comprendre comment les Musulmans sont arrivés à une certaine attitude de réserve d'abord, de défiance ensuite.
On expose les troubles de Sétif, Bône, mais, à aucun endroit, personne n'a découvert le phénomène fondamental de notre époque et n'a invoqué la révolution anticolonialiste qui est en train de battre sur les bords de la Méditerranée notre propre impérialisme.
La révolution du colonialisme était en marche à ce moment là déjà, mais il y a eu des illusions réformistes et répressives. On a dit : On va faire de la répression, on va arrêter les meneurs, on va faire quelques réformes, et cela va s'arranger.
Eh bien, camarades, dix ans après, où en êtes-vous ? A la page 36 dans le discours de Tixier, il y a des exposés de projets de recasement : en cinq ans, cela a concerné 1 700 familles, une petite goutte d'eau sur un volcan ! C'est la faillite du réformisme !
Ce sont les solutions révolutionnaires qu'il faut envisager, et les responsabilités socialistes dans ce réformisme impuissant sont, j'ai le regret de le dire, marquées dans l'histoire,
Lorsque, par exemple - c'est Tixier qui le déclare - le PDI de Messali dénonce son action avec une telle violence que, d'accord avec le gouvernement

d'Algérie, il a été décidé de déporter Messali et d'arrêter ses lieutenants dans les trois départements, eh bien, cela c'est un geste magnifique !
Et puis, au mois de mai éclate l'insurrection. On arrête les meneurs, et on s'imagine avoir résolu le système, quand on s'appelle Soustelle, ou n'importe quel Borgeaud ! Voila en effet un réflexe tout à fait réactionnaire !
Les militaires et la police ont toujours réglé les choses de cette façon mais les Socialistes n'ont pas le droit de se tromper à ce point là. Voilà pourquoi les masses musulmanes sont actuellement en plein désarroi et en pleine défiance à l'égard des promesses du gouvernement, même quand elles sont loyalement par notre camarade Guy Mollet.
Il faut remonter cette pente, et je voudrais dire que notre camarade Naegelen n'a pas aidé à remonter cette pente. Je vais lui dire très loyalement ici ce que j'ai dit l'autre jour à la Chambre, quand des camarades d'Algérie m'ont envoyé les coupures d'un journal dans lequel notre camarade Naegelen, au moment de la tragédie, continue à collaborer…

Marcel-Edmond Naegelen - Non, tu permets ?

Marceau Pivert - Oui, je veux bien, parce que cela pose le Parti en face des Musulmans.

Marcel-Edmond Naegelen - On m'a mis en cause en mon absence…

Marceau Pivert - Je regrette, je préfère le faire quand tu es là !

Marcel-Edmond Naegelen - Tu aurais peut-être pu attendre que je sois là ?

Marceau Pivert- Non, parce que cela urgeait !

Marcel-Edmond Naegelen - I1 affirme ici que je n'ai jamais collaboré au journal d'Alain de Serrigny.
Revenant de province, où j'avais été appelé pour les raisons que tu sais, j'ai appris que tu m'avais mis en cause, je me suis renseigné : c'est un article que j'avais publié ailleurs et qui a été reproduit par le journal de M. Alain de Serrigny. Il arrive très souvent, et c'est assez naturel, que les journaux d'Algérie reproduisent des articles que j'ai publiés dans d'autres journaux.
Je demande d'ailleurs, puisque tu soulèves cette question, qu'enfin le Parti nous dise, et nous dise exactement quelle peut être, en dehors des journaux du Parti, notre activité journalistique ?

Marceau Pivert - D'accord.

Marcel-Edmond Naegelen - Je crois que ce serait utile. Quant à moi, je déplore de lire dans certains journaux la signature de certains membres du Parti accollée à celle de camarades ou d'anciens camarades qui ont été exclus du Parti parce

Collection Jean-Jaurès

qu'ils n'ont pas cessé de le combattre !

Marceau Pivert.- Je suis d'accord là-dessus, et je crois que le Parti devrait mettre plus d'ordre dans ses affaires à ce sujet, mais il s'agit pour le moment d'un fait précis. Il n'y a pas eu un article, il y en a eu deux !
La presse fasciste utilise ton nom et ton prestige pour essayer de faire comprendre aux masses musulmanes que c'est la politique que, toi, tu as pratiquée, comme gouverneur général Socialiste, qui est maintenant au pouvoir.
Or, j'ai le regret de dire qu'il y a eu des trucages électoraux quand tu étais responsable. Je ne dis pas que c'est toi qui les as organisés, mais cela s'est passé sous ton nom, et si le citoyen Ben Bellah (?) s'est vu voler son siège et a été remplacé par le domestique de l'Administration, et s'il est aujourd'hui persuadé qu'on ne peut pas faire confiance à la France ni même au Socialisme, s'il est un chef de maquis, c'est probablement parce que nous n'avons pas réagi du point de vue démocratique comme tu le demandais tout à l'heure au moment où nous étions responsables !
Voilà en tout cas une des choses qu'il faut remonter, parce que nous sommes évidemment obligés de faire la comparaison entre certaines gestions et d'autres.
En 1945 aussi, il s'agissait de défendre la souveraineté française par les armes, on n'a pas encore bien réussi jusqu'à maintenant !
Est-ce que c'est l'application banale de ce qu'on a appelé en théorie le Socialisme réactionnaire ?
Le Socialisme réactionnaire consiste à introduite des Socialistes au gouvernement pour faire passer au capitalisme certaines phases difficiles. Le résultat, c'est que les problèmes s'aggravent, c'est que le Socialisme s'affaiblit, c'est que la violence alors, se substitue aux relations de compréhension mutuelle.
Mais nous demandons si ce bilan va s'alourdir encore d'une nouvelle expérience catastrophique ? Nous ferons tout pour l'éviter, mais nous avons une inquiétude, c'est qu'autant le gouvernement fait tout ce qu'il peut - nous le savons bien - autant nous avons essayé, nous essayons, au Comité directeur, de différencier la politique du Parti. Nous n'avons pas encore réussi, car il n'est pas possible avec les limitations obligatoires imposées au Président du Conseil - car il n'est plus seulement Socialiste, il est obligé de parler au nom d'une majorité ou d'un gouvernement qui n'est pas Socialiste et dans une circonstance très difficile - que le Socialisme borne son rôle à s'identifier avec ce genre d'interprétation et même de solution. Il a autre chose à faire et, s'il ne le fait pas, les militants sont très inquiets.
Il faut par conséquent le plus vite possible différencier. Cela ne veut pas dire : s'opposer, cela veut dire : différencier la tâche du parti et la tâche du gouvernement. Par exemple, sur ces questions de condamnés à mort, je sais bien que notre camarade Naegelen dirait, si on le consultait : Allez-y...

Marcel-Edmond Naegelen - Je ne te permets pas de dire cela !

Fondation Jean Jaurès

Marceau Pivert - Une justice expéditive, c'est cela que ça veut dire. Il faut dire non. Un Socialiste digne de ce nom dans une guerre civile ne massacre pas ses adversaires quand il les a à sa disposition, il n'accepte pas qu'on les fusille...

Marcel-Edmond Naegelen - Je ne te permets pas d'interpréter ainsi ma pensée. C'est une mauvaise action que tu viens de commettre !

Marceau Pivert - Je m'en excuse, mais je souhaiterais que même si le gouvernement ne peut pas dire cela exactement sous cette forme, ceux qui sont libres, ceux qui ne sont pas au ministère, ceux qui ne risquent pas de provoquer précisément les pelures de bananes des adversaires fascistes, les Socialistes, doivent expliquer en quoi il est impossible qu'on leur fasse avaler des condamnations à mort dans les conditions où il en est question actuellement. Dites que vous êtes contre, et cela aura du poids...

Marcel-Edmond Naegelen- On est pour la justice...

Un camarade - On est pour la justice, car il y a peut-être des exécutions à prononcer contre les gens qui assassinent. La justice Socialiste existe, ce doit être la justice française !

Le président - Je rappelle à tout le monde qu'il s'agit de poser des questions. Ce n'est pas un Conseil national ou un Congrès, c'est une conférence d'information.

Un camarade - Nous sommes très loin du sujet !

Le président - Je demande à Marceau Pivert de limiter son exposé.

Marceau Pivert - J'ai été obligé de faire ce que j'ai fait pour essayer de sauver dans une certaine mesure le prestige du Socialisme auprès des camarades qui y croient encore.
(Protestations)
On ne peut pas à la fois servir une cause et l'autre !

Guy Mollet - Est-ce que tu permets ?

Le président - En tout cas, moi, je permets !

Guy Mollet

Camarades, si vous voulez bien, cet après-midi, j'essaierai de répondre à tous, je parlerai de l'ensemble du problème, mais voulez-vous que pour un instant, nous détachions cet aspect précis de l'application de la justice pour vous dire que sur ce problème l'attitude du gouvernement doit être l'attitude du Parti. Je ne comprendrais pas que dans ce domaine çà puisse être différent.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Il y a beaucoup de domaines ou il va pouvoir y avoir des nuances entre l'action gouvernementale et la propagande du Parti, non seulement je l'accepte, mais je le souhaite, et j'ai dit ce matin à Marceau, au début de la séance, lorsqu'il m'a dit : "J'ai l'intention de dire beaucoup de choses", "Il faut les dire, parce que le Parti ne peut pas cesser de parler, parce qu'un des siens est au gouvernernent", mais là je ne pense pas qu'il puisse y avoir différence entre la propagande, l'action, l'attitude, c'est la même, et quelle est-elle ?
Vous avez tous ramené le problème à quelque chose d'actuel, au fait qu'actuellement, il y a 58 dossiers de condamnés à mort qui n'ont pas encore été jugés. C'est vraiment prendre le problème sur un incident, l'incident est douloureux et grave, je vais y revenir, mais prendre le problème ainsi, ce n'est pas vouloir l'étudier dans son ensemble.
Le problème d'ensemble est celui de la justice. Quelle doit être la position d'un Socialiste, donc d'un membre du Parti au gouvernement ?
La justice doit être rapide, je ne parle pas du cas, je ne vais y revenir - ne me fais pas dire demain ce que je n'ai pas dit aujourd'hui, car ce qu'il y a d'affolant, c'est pas d'être incompris, attaqué par des adversaires, c'est honorable, c'est quelquefois d'être incompris, discuté par des camarades.
(Applaudissements)
Parlons donc du problème de la justice en soi. Je dis que le problème de la justice doit être résolu de la façon la plus rapide, elle doit être sereine, elle doit être égale pour tous,
Qu'est-ce que çà veut dire ?
Rapide : il est nécessaire, surtout dans une période comme celle que nous vivons en Algérie, que vous ne démoralisiez personne et que vous n'encouragiez au crime personne.
J'entends qu'à partir du moment où un crime patent, et je ne parle même pas du fait de guerre, je parle du crime patent, est constaté, que vous aurez assuré à l'inculpé les moyens que la République doit garantir à tout inculpé pour se défendre, puis qu'il aura été rapidement jugé, la peine, quelle qu'elle soit, doit être exécutée.
(Applaudissements)
Et je dis qu'elle doit être sereine, autrement dit quà partir du moment ou il y a un doute si léger soit-il, sur la façon dont on a mené l'instruction, sur le manque de correction, ou du policier qui s'est substitué au magistrat pour mener l'instruction, ou du magistrat lui-même, cela devient tout autre que serein.
Enfin, dernier point, la justice doit être égale pour tous. Parlons justement de l'Algérie et disons qu'une justice qui consisterait à exécuter les Musulmans condamnés à mort sans que les mêmes condamnations puissent tomber sur des Français d'origine ayant commis les mêmes fautes, ne serait pas une justice égale pour tous.
Une justice qui permettrait que l'on exécute ceux que l'on a condamnés et qu'on maintienne emprisonnés ceux qui n'ont même pas été inculpés ne serait pas une justice égale pour tous.
Mais pourquoi en discutez-vous avec tant d'âpreté, quand c'est çà la politique

qu'a fait appliquer le gouvernement dans lequel nous sommes !
Et puis, il y a le cas particulier, tout à fait différent du cadeau que nous a laissé le gouvernement précédent ; c'est tout à fait autre chose. Cela cesse presque d'être un problème de justice pour être un problème politique ; ne mêlez pas les deux et ne vous insurgez pas si la justice maintenant va être sereine, rapide, égale pour tous.
Il y a maintenant cette histoire folle pour laquelle, avec un sens du respect de ce qu'il devait à son successeur, le gouvernement précédent n'a pas pris ses responsabilités - il n'a pas eu les mêmes scrupules dans tous les domaines, mais là, il l'a eu, d'hommea condamnés depuis longtemps, dont on a laissé accumuler les dossiers. Ces dossiers sont arrivés et le Président de la République, au moment de prendre sa décision au conseil supérieur de la magistrature, alors que rien dans la Constitution n'oblige le Président de la République à demander l'avis du gouvernement - je dirai même qu'une interprétation stricte de la Constitution pourrait l'inciter à l'inverse - il a eu le scrupule, et je ne le regrette pas, même si c'est affreusement douloureux pour nous qui sommes au gouvernement, àe nous dire : "Il y a là un paquet de dossiers, que faut-il faire ?"
Alors, il faut bien se rendre compte de tous les aspects du problème.
Je comprends très bien que les opinions varient, par le fait même que parmi ces hommes, sur lesquels il y a des dossiers, il y en a qui, de toute évidence, ont été victimes de machinations, dont les dossiers ne tiennent absolument pas, auxquels il n'a vraiment pas été assuré les garanties que la République doit assurer à un inculpé, quel qu'il soit. Le fait qu'il y a cela, rend évident qu'il y aura un nombre qui étonnera beaucoup le jour où ce sera publié, de mutations de peines et de non exécution d'autres. Cela incite les Musulmans à protester contre toutes les exécutions, mais le fait en contradiction qu'il y ait 4 ou 5 dossiers où il s'agit de criminels patents, de salauds qui relèvent de la pire des condamnations : éventrer des gamines, des choses de ce genre, après les avoir violées, les ouvrir du pubis jusqu'au cou, les dossiers dans lesquels ces choses sont patentes font dire aux Français de là-bas : "Mais c'est une monstruosité que ceux-là ne soient pas exécutés ! "
Et puis, il y a les militaires qui, trop heureux de trouver une fois un problème sur lequel ils ont raison, nous disent : "Mais comment voulez-vous que nous assumions l'ordre si, quand on prend un gars comme celui-là, qui traine d'un tribunal à un autre, d'appel en appel, on ne l'exécute pas ?"
Eh bien, le problème est là, et la réponse que nous avons apportée tous, sans différence entre nous - car je vous assure que c'est moche quand des camarades du Parti se permettent de croire que Lacoste, Max Lejeune et moi, ou que Pineau et moi, on n'est pas d'accord alors qu'il n'y a jamais eu une équipe qui a travaillé d'une manière aussi parfaite que la nôtre - car nous avons tous eu la même attitude, c'est de dire au Président de la République : "Qu'est devenu un problème politique. Le jour où vous aurez à prendre vos décisions, vous les prendrez en pleine sérénité et nous ne donnerons aucun avis sur aucun dossier, car ce n'est pas à nous à le faire, sur chaque dossier. Mais, si vous nous demandez notre avis sur le moment où vous devez commencer à étudier ces

dossiers, eh bien nous disons que ce n'est pas concevable de le faire dans une période où nous espérons encore une détente, une transformation de l'état d'esprit, c'est-à-dire une période où nous espérons encore que, peut-être, des mesures globales d'amnistie pourraient correspondre à la cessation même des hostilités".
Il l'a accepté. Une partie de la presse fait là-dessus un chahut fantastique. Le journal de ce matin fait état de ce que, paraît-il, on en aurait discuté une partie de la nuit. C'est faux !
Un journaliste a cru devoir, cette nuit, à 1 heure du matin, me demander ce qu'il en était.
Mais si, vous-mêmes, camarades, vous vous laissez émouvoir, chacun, en supposant, par je ne sais quel a priori extraordinaire, que nous sommes, du fait de notre position, capables d'être des traitres à notre mission, je vous assure que cela, c'est quelque chose de douloureux.
Il est vraisemblable, pour parler clair, que si les événements militaires devaient s'aggraver là-bas d'une façon dangereuse, à un moment donné il faudrait bien que nous disions au Président de la République que ceux, même des anciens, pour lesquels il n'y a absolument pas contestation possible, - et dans le cas où des mesures d'amnistie ne pourraient pas être prises - pour ceux-là, il faudrait bien que les dossiers suivent leur cours. Mais, quant à ce que nous demandent actuellement les maires d'Algérie, les soi-disants maires d'Algérie, les extrémistes de là-bas, c'est-à-dire une sorte de décision globale massive d'exécution, qui donnerait l'impression de je ne sais quelle revanche, transformant les hommes emprisonnés en autant d'otages, cela, non !
Faites-nous tout de même confiance pour savoir que si vous pensez non, il n'y a pas de raison que nous disions oui.
(Applaudissements)

Marceau Pivert - Je me félicite de cette mise au point, tu sais que lorsque nous avons à expliquer ces problèmes, devant les militants, en réunion publique, nous mettons en évidence, précisément, ces efforts et tes efforts personnels dans ce problème. Je veux simplement dire que ce qui intrigue et qui inquiète un peu les militants, c'est que, dans ton discours, ici même, il y a trois mois, tu as indiqué : "Nous prendrons des mesures d'apaisement, il y en a prendre immédiatement sur le plan des sanctions et de l'amnistie".
Nous faisons confiance à Guy, nous savons que ce mandat, il le remplira, mais la campagne effroyable de tous les ennemis du Parti, de tous ceux qui veulent précisément discréditer le Socialisme, impressionne certains de nos militants et nous avons, par conséquent, l'impatience de voir, dans ce domaine, des réalités qui permettant de respirer...

Guy Mollet - Marceau, moi j'insiste, car il faut que ce soit très clair dans l'esprit de tous, de n'importe quel camarade.
Que certains, très profondément, très sincèrement, aient peur, par exemple, que nous subissions un jour une pression et que nous cédions, c'est possible, mais

qu'ils viennent nous le dire, ce que je demande, c'est de ne pas trouver dans un journal un communiqué disant : "Tel groupe... et des noms, - il y en a assez pour que je ne pense pas à un de précis - s'oppose à l'exécution des condamnés à mort"... et que parmi les signataires il y ait un des nôtres, car cela, ça me fait mal. Cela suppose que l'intéressé accepte l'idée que, peut-être, c'est vrai...

Le président - L'incident est clos, Marceau.
Je me permets alors de passer très vite sur une contribution à l'interprétation de ce qui devrait être les contradictions de ce mouvement d'insurrection algérienne, simplement pour aider les camarades à essayer de voir clair comme j'essaie de le faire moi-même.
Un camarade d'Algérie nous a dit tout à l'heure qu'il y avait eu 18 massacrés par le Front sous prétexte qu'ils étaient messalistes. Eh bien, nous retrouvons là deux tendances à l'intérieur du mouvement insurrectionnel lui-même, et je dis cela pour aider le Parti à faire le point sur le type de solution à rechercher.
Il y a, en effet, le type de règlement impérialiste : échanges sur le plan diplomatique. Le Front a été créé pour cela. Le Front, ce n'est pas le Front initial qui avait été créé par les messaliste et les autres tendances ; cela a été liquidé, au Caire, il a été disloqué, un autre Front a été créé. A l'origine de ce Front, comme par hasard, deux militants communistes français, et c'est ce Front qui, aujourd'hui, prétend parler au nom de l'ensemble de l'insurrection.
J'indique ici, camarades, et je le dis aussi pour répondre à la précaution que j'avais sollicitée de Guy Mollet, il y a eu, du côté de ce Front, et avec Pierre Mendès- France, des contacts avant la formation du gouvernement, et Pierre Mandès- France lui-même était persuadé qu'il réglerait avec eux, sur le plan diplomatique, le problème algérien, comme il a pu le faire avec la Tunisie.
Et je dis cela parce que c'est très important, étant donné qu'il y a toute une campagne du Front et de toutes sortes de tendances pour essayer d'éliminer ou de faire croire que cela n'existe pas, le véritable mouvement vers l'indépendance, qui est celui du mouvement national algérien.
En effet, si on se trompe là-dessus, si on a une erreur d'optique sur l'endroit où se trouvent nos alliés, si on les met en prison, si on les persécute, si on les oblige à renforcer leur sectarisme, on est livré, soit à faire la guerre, soit à un type de solution qui, évidemment, n'est pas du tout dans l'ordre de ceux que nous espérons.
Pourquoi, par exemple - ce sont des questions qu'on peut poser - cette tactique purement stalinienne, car c'est cela, de discréditer notre tendance dans la résistance, de massacrer les adversaires de tendance ? Pourquoi les considérer comme traîtres, les calomnier ? Pourquoi, en même temps, l'Express ne publie pas une interview qu'il a sollicitée de Messali ?
Précisément parce que cela gêne ce genre de valorisation de l'interlocuteur Front sur le plan des échanges en diplomatie. Internationalement, il est tout à fait remarquable que le Front a été constitué exactement sur le type de formation du Front National avec la résistance, en prenant toutes sortes d'éléments qu'on contrôle. Mais la presse égyptienne ne parle pas de Ben Bellah (?). Et il y a eu

un événement syndical tout à fait remarquable à ce sujet : l'UGTA est créée par le Front pour répondre à l'USTA. Sur le plan syndical, même concurrence entre les deux tendances.
Et le nom de Messali, pourquoi est-il supprimé jusqu'à ces derniers jours dans toutes les dépeches de l'AFP ?
Toutes les fois, c'est truqué. Rien non plus sur l'USTA.
L'Express, Le Monde, font de la propagande et font connaître la création du syndicat du Front, mais rien sur l'autre.
Il y a là quelque chose d'extrêmement intéressant à souligner, car, en effet, on observe que l'organe des Oulémas (?) fait l'apologie de l'UGTA. On observe quels différents éléments au tour de Ferat Abbas (?) donnent leur siège pour la nouvelle organisation syndicale.
Tout se passe comme si on voulait, précisément, avec un Front qui est anonyme, hétérogène, créer les conditions d'un dialogue sur un plan qui n'est pas celui où des Socialistes doivent l'envisager. Et, en face, en face, il y a évidemment un mouvement de libération nationale qu'il faut absolument comprendre. Et tout est fait pour éliminer ce mouvement au bénéfice, si vous voulez. C'est comme si, en Tunisie, on vous poussait vers Ben Youssef en disant : " On va régler cela entre nous et avec le Caire, en éliminant et en écrasant Bourguiba". Fort heureusement, nous avons compris ce qu'était Bourguiba ; c'est l'allié le plus sûr dans une politique évolutive.
Je souhaite que pour l'Algérie on ne s'engage pas dans la guerre et qu'on fournisse les éléments d'apaisement aux véritables éléments indépendants, car les éléments indépendants à la fois du Caire, à la fois de Moscou, à la fois de Washington, sont ceux avec lesquels peut parler un Parti indépendant comme le nôtre, et nous sommes le seul dans la politique française, à côté de nous il y a le MRP, c'est le Vatican, à côté de nous il y a le Parti Communiste, c'est Moscou, à coté de nous encore, il y a les radicaux, qui, pour la plupart, représentent la grande féodalité capitaliste.
Nous sommes donc le seul, et nous devons chercher, non pas en favorisant l'un ou l'autre, une solution, mais en disant : nous voulons entrer en conversation avec des hommes indépendants.
J'ai toutes sortes d'autres témoignages de cette différenciation qui s'accomplit actuellement. Et les campagnes contre Messali sont un autre témoignage. Je pense que le Parti a, là, un vide à combler, et il doit immédiatement - je rejoins là la préoccupation de Naeggelen et de tout le Parti faire vraiment une offensive politique, et cela vaudra mieux pour rassurer les militants que le langage militaire qu'on emploie dans toute la presse en ce moment.
Il faut que la politique socialiste s'affirme comme démocratique, qu'elle permette à tout le monde de s'exprimer, même et surtout quand ce sont des éléments nationalistes algériens qui ne pensent pas comme nous, car c'est avec eux qu'il faut finalement mettre les choses au point et négocier, négocier toujours ; c'est là exactement, je crois, le mandat du Parti que de négocier avec tout le monde, même en dépit de cette différenciation que nous reconnaissons actuellement, que nous essayons d'interpréter.

Ce n'est pas en favorisant l'un ou l'autre, c'est en mettant chacun au pied du mur que nous devons essayer de dépasser la période extrêmement périlleuse du défilé dans lequel nous sommes.
Il y a deux processus catastrophiques, camarades : c'est la tentative de liquidation par la répression colonialiste et la politique stalinienne. Les deux se rejoignent, et le refus de négociation avec tout le monde.
La guerre est au bout de cela, et il est bien ont entendue cette double orientation qui n'a rien de commun avec le rôle du Parti, nous ne pourrions pas l'accepter, et, pour le moment, je terminerai par là :
Il y a les pleins pouvoirs. Que va-t-on en faire ? Ici, s'ouvre, pour le Parti, une chance exceptionnelle. Il s'agit de savoir précisément si nous allons utiliser ces pleins pouvoirs pour imposer une négociation par une offensive politique et non pas seulement militaire, pour négocier dans la perspective que Christian Pineau a définie, d'une détente générale, d'une coexistence générale entre l'est et ouest, entre les Musulmans et les Français en Afrique du nord, au nom d'une stratégie Socialiste, d'une analyse correcte.
Le langage de Christian a été formidable, la résonnance de ce langage l'a été aussi, la résonnance du langage Socialiste en Algérie peut être formidable.
Il faut dénoncer, je le demande, les causes véritables du drame qui sont le colonialisme, l'exploitation, l'aliénation, la misère. Voilà la tâche du Parti Socialiste, et elle n'est pas suffisamment faite. Pour les solutions qui sont à l'ordre du Jour, il faut reprendre lesgrandes traditions, à la fois du socialisée et notre propre pays, car nous sommes à une époque où se vérifie admirablement la phrase fumeuse de Jaurès : " Il faut beaucoup d'internationalisme pour donner à notre pays le rayonnement qu'il mérite et qu'il est encore capable de retrouver dans le monde".
Il faut envisager la libération des esclaves, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la protection des minorités, et égalemant la protection de la minorité française en Afrique du nord si l'on arrive à l'élection, et revenir à la grande influence de la Révolution française à travers le monde.
Il faut négocier au moyen d'une pression politique, de toutes les forces politiques, économiques de la classe ouvrière, que le Socialisme peut mettre en mouvement, mais sans jamais oublier, sous peine de n'être que de véritables charlatans, que nous ne pourrons pas donner à ces masses qui montent une satisfaction si nous ne sommes pas capables d'attaquer les privilèges au grand capitalisme.
Alors, camarades, je demande que les premières mesures qui soient prises avec les pleins pouvoirs - ce sont des actes, maintenant, qui comptent - soient l'épuration, la transformation de la structure administrative d'Alger, l'amnistie immédiate, le rétablissement des libertés démocratiques.
Songez que nous avons des adversaires politiques, mais qui n'ont pas le moyen de s'exprimer autrement que par les armes, qui sont acculés au silence, à la prison.
Songez que la première chose à faire, c'est justement de combler ce handicap, car il n'y a pas un seul journal en Algérie qui exprime leur opinion.

Et enfin, en conclusion solennelle, je dirai encore une fois, deux fois, trois fois, dix fois à ceux qui se battent : "où êtes-vous ? Que faites-vous ? Pourquoi préférez-vous cette manière barbare de régler les problèmes ?"
Il faut absolument nous mettre au pied du mur. Les méthodes civilisées doivent être véhiculées par la propagande Socialiste et par le gouvernement.
Camarades, je crois en tous cas qu'une chose serait impossible, c'est de croire que le Parti serait en mesure de s'engager dans la guerre d'Algérie. Non ! Il n'est pas fait pour cela.
C'est donc à tout prix qu'il faut réaliser les conditions de la paix par une négociation et par une offensive politique, qui doit être l'honneur du Parti Socialiste.
Nous sommes là au pied du mur pour mettre en évidence la supériorité de nos analyses, de nos méthodes et de nos objectifs.
Camarades, il est juste temps ! N'allez pas à la guerre d'Algérie, faites la paix comme des Socialistes doivent le faire !

Le président - Camarades, la séance est levée. Reprise à 14 h 30.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Réunion d'information du 18 mars 1956

Séance du dimanche 18 mars 1956 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence d'Augustin Laurent, avec, comme Assesseurs : Nicoli (Maroc), Grech (Constantine), Viguieras (Tunisie), Thil (Moselle), Lamine-Gueye (Sénégal).

Le président (Augustin Laurent)
La séance est reprise.

Pierre Commin
Je voudrais, avant de reprendre nos travaux, rappeler à la conférence ce que nous avons décidé ce matin. Il reste encore un certain nombre de camarades inscrits ; je les supplie de s'en tenir à cette décision, à savoir : poser des questions, de manière à permettre à nos camarades responsables de la politique française de répondre, et de répondre avec suffisamment de temps pour le faire.
(Applaudissements)
Je demande donc, et je supplie la conférence de permettre au président de rappeler tout à l'heure les décisions de ce matin et j'espère que cet appel sera entendu par tous, il faudrait que nous puissions terminer ce soir relativement tôt ; or, je vous rappelle qu'il reste à entendre notre camarade Albert Gazier, Gaston Defferre et enfin Guy Mollet qui répondra à l'ensemble des questions qui ont été posées ce matin et au début de cet après-midi.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Nous sommes d'accord, j'en suis convaincu, pour observer et respecter la décision qui a été prise ce matin, qui consiste à demander aux camarades délégués à cette conférence de vouloir bien informer - car c'est une conférence d'information réciproque - les délégués de ce qu'ils peuvent savoir des réactions qu'ils peuvent avoir enregistrées dans leurs fédérations, pour que les camarades au gouvernement les renseignent de leur côté.
Il est bien entendu que c'est dans ce cadre et en tenant le plus compte des décisions qui ont été prises ce matin que nous allons reprendre nos travaux. Et j'appelle à la tribune le camarade Barraton, de la fédération de la Charente-Maritime.

M. Barraton (Charente-Maritime)

Camarades, je serai très bref et je respecterai les consignes données, mais je voudrais d'abord qu'il soit bien entendu avec le secrétariat du Parti, et avec le Comité directeur, que nous ne saurions nous borner à une conférence de Secrétaires généraux et que, très rapidement, un Conseil national sera appelé à donner son opinion sur l'action qui est menée et sur les décisions à prendre.
Ceci étant entendu, je pense que cette conférence d'information est quelque chose d'excellent et que c'est une bonne préparation pour un Conseil national.
Je voudrais dire ici quel est, à l'heure actuelle, l'état moral du milieu Socialiste, du moins pour ma fédération.
Je voudrais dire que cela se résume en un mélange d'inquiétudes, de regrets, mais aussi de gratitude et d'espoir et, sans attendre, je voudrais tout de suite dire que nous sommes fiers de la belle équipe gouvernementale que le Parti Socialiste a délégué au gouvernement.
(Applaudissements)
Je voudrais tout de suite dire que nous avons confiance dans nos camarades, que nous sommes persuadés qu'ils font tout ce qu'ils peuvent, mais si cela est mêlé d'un peu d'inquiétude, c'est que nous avons l'impression qu'ils ne pourront pas tout et qu'hélas ils ont hérité d'une situation, non seulement difficile, mais singulièrement tragique..,
Et, pour ce qui est des regrets, je veux dire que nous regrettons un certain nombre de bilans, comme nous l'avions souhaité, n'ait pas été dressé et n'ait pas été établi et diffusé clairement devant l'opinion publique.
Il y avait à dresser le bilan d'une situation économique et financière, il y avait à dresser le bilan d'une politique extérieure que nous subissions depuis la libération et il y avait aussi à dresser le bilan d'une politique tragique dans les territoires d'Outremer.
Je crois, camarades, qu'il eut été prudent de dresser ces bilans avec beaucoup de soin, étant donné ce qu'ils étaient et d'en donner connaissance à l'opinion publique.
Et, maintenant, j'ai dit que nous étions fiers de l'équipe, et je veux d'abord dire combien les camarades ont été sensibles au courage, au sang froid, à la lucidité de Guy Mollet et de notre équipe algérienne, du sérieux avec lequel ils ont étudié une situation dont peut-être certains aspects nous avaient échappé.

Fondation Jean Jaurès

J'ai parlé de regrets, regrets de ce qu'on n'ait peut-être pas pu, dès les premières heures, se livrer à des gestes spectaculaires et nous aurions aimé, quand Guy Mollet est revenu d'Alger, qu'il rapportât dans sa serviette les résultats d'une épuration sévère dans le gouvernement général et dans la police algérienne.

Dans la salle - Très bien, très bien !

Barraton - Un certain nombre de camarades ont regretté que cela ne puisse pas être immédiat. Mous espérons que les pleins pouvoirs vont permettre d'obtenir satisfaction.
Enfin, si j'ai pris la parole aujourd'hui c'est certainement surtout en raison d'un mandat que m'a donné par téléphone hier un camarade, de m'excuse de définir ce qu'est ce camarade : ce camarade, sur le plan de la politique extérieure, et particulièrement sur le plan d'un problème qui, hélas, nous a trop longtemps divisés et qui s'est appelé la Communauté européenne de défense, était un adversaire farouche, était un adversaire déterminé de Christian Pineau, il m'a téléphoné hier et il m'a dit : "Je voudrais, parce que c'est le justice, que tu montes demain à la tribune pour dire que je pense que Christian Pineau est un grand ministre des Affaires étrangères,… (applaudissements).., que nous devons absolument le dire et le clamer à lu tribune de la conférence des secrétaires fédéraux.
Camarades, je l'ai dit, mais je voudrais aussi dire, dans ce domaine, quelles sont nos inquiétudes car nous savons bien que la politique des ministres n'est pas toujours celle qui s'inscrit dans les faits.
Certes, nous nous sommes réjouis de voir Christian Pineau aller de conférence à conférence et rechercher, sur le plan international, tous les contacts possibles, nous nous en réjouissons, mais, quant à moi, je me suis déjà dit :
Dans cette course à travers le monde, que reste-t-il à Christian Pineau pour exiger au ministère des Affaires étrangères les moyens de la politique qu'il préconise ? Est-ce que les hauts fonctionnaires qui ont été installés dans ce ministère, qui ont pris certaines habitudes d'agir, et d'agir en fonction d'une politique qu'ils mènent depuis dix ans, est-ce qu'ils vont bien suivre Christian Pineau ? Est-ce qu'ils vont bien faire sa politique ?
Et alors, je demande à nos camarades la plus grande vigilance. Nous savons qu'en France, hélas, la politique ou les résultats de la politique, ne sont pas toujours les résultats qu'on peut attendre des ministres, mais ce sont ceux de l'administration, et nous avons peur que nos camarades ne se trouvent dans la situation de gens, de boxeurs très décidés, mais qui n'auraient que leurs poings pour enfoncer un mur de béton. Nous voudrions être sûrs que demain ils auront les moyens de faire passer dans les faits les excellentes idées qu'ils nous auront exposées aujourd'hui.
J'ai parlé d'épuration au gouvernement général, j'ai parlé de réorganisation administrative et d'un aménagement nécessaire de l'administration dans certains ministères qui longtemps ont échappé à notre gestion.
J'ai entendu ce matin un camarade parler de la pacification de l'Algérie par

l'armée. Je voudrais dire que dans ce domaine aussi, nous nourrissons un certain nombre d'inquiétudes. L'incident qu'évoquait Naegelen ce matin nous a renseignés sur ce que les Musulmans pensent des gens en uniforme mais je voudrais livrer à vos méditations ce petit fait :
Une de mes collègues a vu partir en Algérie, il y a quelques semaines, son neveu, qui était de nos idées, qui épousait sensiblement nos idées, qui était persuadé que ce qui devait primer c'était les réformes économiques et sociales, et que la politique de force ne devait intervenir qu'après, au dernier moment, et dans la limite où elle était vraiment nécessaire.
Que voulez-vous, qu'on le veuille ou non, nous autres Socialistes, quand on parle de la force ça nous fait quand même toujours un petit mal au cœur.
Ce jeune homme a rejoint son corps en Algérie ; quelques semaines après, il écrivait à sa famille, son optique avait totalement changée et il écrivait à sa famille : "Après les enseignements que j'ai reçus de mes chefs, je considère qu'il n'y a qu'une politique pour l'Algérie, c'est de détruire ces canailles de musulmans, et après, là-bas nous serons les maîtres et nous ferons ce que nous voudrons."
Alors, il y a peut-être aussi, dans le domaine de l'armée, un certain nombre de précautions à prendre, il y a peut-être un certain nombre d'officiers à remplacer, il y a un certain nombre d'officiers d'active qui sont des colonialistes, qui ont toujours été les outils du colonialisme capitaliste et impérialiste, et qu'il faudrait peut-être rappeler à la raison, à qui il faudrait peut-être même imposer un changement de climat...

Le président - Voulez-vous me permettre de vous rappeler ce que nous avons décidé tout à l'heure : nous prions les délégués de procéder par voie de questions aussi brèves et aussi concises que possible pour permettre aux camarades responsables de vous informer.
(Applaudissements)

Barraton - Je pense que si cette conférence est une conférence d'information, elle ne doit pas être à sens unique, et que les secrétaires fédéraux doivent quand même faire état de l'esprit qui règne dans leur fédération et des soucis des camarades militants. Je pense que cela peut être quand même, pour nos camarades ministres, assez intéressant. Je m'excuse si je suis inférieur à ma tâche, mais je n'abuserai pas, et je termine.
J'en arrive à formuler une dernière inquiétude. Nous nous félicitons des mesures qui ont déjà été prises dans le domaine social, nous nous félicitons des trois semaines de congés payés, nous nous félicitons de la réduction de l'abattement de zone, nous nous félicitons, oh combien, de l'établissement du Fond vieillesse, mais il est bien certain qu'une inquiétude s'est emparée des camarades au sujet des moyens de financement de ce Fonds vieillesse.
Je sais bien qu'il s'agit d'un catalogue dressé par les inspecteurs des finances, je sais bien que la presse - il y a là aussi un problème qu'il faudrait traiter si nous en avions le temps - je sais que la presse, l'ensemble de la presse, qui est loin de

faire la politique du Parti Socialiste, a essayé de créer une émotion au sujet de ces projets de financement, mais enfin, je dis qu'en janvier nous avons fait une campagne électorale en rappelant les grands principes socialistes, en nous élevant contre un certain nombre de taxes et d'impôts indirects que nous considérions comme injustes, et que si demain nous devions, pour financer le Fonds vieillesse, reprendre les vieilles taxes indirectes qui s'appelle augmentation sur les allumettes, si nous devions demain imposer les automobiles au cheval-vapeur, - rappelons en passant que l'automobile n'est plus aujourd'hui un outil de luxe et que beaucoup d'ouvriers se sont saignés aux quatre veines pour avoir leur petite 4 CV pour prendre leurs congés payés... - cela serait terriblement impopulaire, et il faut quand même que dans ce domaine, nous prenions aussi des précautions.
Et je voudrais dire l'épouvantable travail de la presse. Dans notre région, il n'y a pas un seul journal qui ait des sympathies pour nous, et je demande au Parti de se pencher sur le problème. Il n'y a aucun journal que nous puissions recommander à nos camarades. Tous nos journaux, dans le sud-ouest, que ce soit "Le Sud-Ouest", que ce soit "La Nouvelle République", ont une façon bien spéciale de présenter les choses, et je regrette quelquefois qu'un certain nombre de nos camarades siègent au Conseil d'administration de ces grands quotidiens... Ca ne fait pas partie peut-être de l'ordre du jour de la conférence des sociétaires fédéraux, mais je pense qu'il y a là un problème sur lequel il faut se pencher, le problème de la presse, qui consiste à informer l'opinion des véritables buts du Parti Socialiste, de l'action, véritable de nos ministres délégués au gouvernement. Voilà camarades...

Un assistant - Il y a "le Populaire-Dimanche", tu n'as qu'à t'en servir !

Barraton- Je voudrais dire que je me sers du "Populaire-Dimanche" probablement autant que ce camarade, mais le "Populaire-Dimanche" est un journal à usage des militants, c'est un très bon journal, nous le répandons autant que nous pouvons, mais qu'on le veuille ou non, cela fait quelques centaines de journaux qui sont lus dans une fédération, alors que les grands quotidiens régionaux touchent des dizaines de milliers de citoyens. Ce n'est pas du tout le même problème, et je regrette qu'on confonde le problème de l'hebdomadaire Socialiste et le problème du quotidien qui, chaque jour, apporte les informations, qui chaque jour enfonce le clou.
Il est bien certain qu'il y a là quelque chose qui nous manque, camarades, ce n'est pas une critique, c'est une suggestion que je fais et je dis qu'il y a là un problème très important à étudier.
Je voudrais dire maintenant, après ces quelques regrets et inquiétudes, je voudrais dire que dans l'ensemble, il m'apparait que le moral est plutôt bon, que nos camarades je le repète, ont espoir que nos délégués au gouvernement Socialiste feront du bon travail. Cetue semaine même, nous avons pu reconstituer deux sections, nous en reconstituerons d'autres.
Je dis que demain, si nos camarades font preuve de la vigilance nécessaire, et

surtout s'ils ne se laissent pas submerger par les moyens qu'ont les capitalistes et les bourgeois de déformer leur action, cette expérience sera une expérience payante pour le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Rouquier, de la Loire-inférieure.... Il n'est pas là ? Alors, Lussier.

M. Lussier (Vosges)

Camarades, Je m'incline devant les raisons pour lesquelles on nous a demandé de ne pas trop qous étendre. Je rappelle tout de même que dans la convocation figuraient bien à la fois l'exposé des situations des fédérations, et les informations proprement dites qui doivent nous être données par nos camarades du gouvernement.
Je n'insisterai donc pas longuement, d'autant plus que je risquerais de répeter ce que certains camarades, et notamment Barraton, ont dit.
Je voudrais tout de même poser des questions.
Première question : est-ce que nous avons renoncé, en Algérie, à rechercher, je dirai désespérément, la négociation ? C'est une question.
Deuxième question : est-ce que nos camarades du gouvernement croient que des réforme, une politique de réformes sociales, de réformes économiques, pourra suffire à résoudre le problème, et croient-ils qu'il n'y a pas, au-dessus des questions économiques et sociales, un problème politique ?
Les nationalistes algériens, ceux qu'on appelle les rebelles, disent : "Nous voulons l'indépendance de l'Algérie," et pour eux, ils nous laissent très bien comprendre que des réformes économiques et sociales, même très poussées, n'arriveront pas à supprimer le problème, qui est un problème politique.
Je voudrais donc savoir si nos camarades du gouvernement croient qu'on puisse régler la question algérienne uniquement avec des réformes sociales, des réformes économiques, et des réformes politiques très restreintes, c'est-à-dire restant tout de même dans le cadre d'une Algérie française. Cela est extrêmement important, parce qu'il y a quelque chose qui me choque, je dois le dire. Il me parait très indécent de vouloir acheter, à l'aide de réformes économiques, ou sociales, la sagesse d'un peuple.
Je dois vous avouer que j'ai toujours été choqué par la politique des Etats-Unis, proclamant à l'occasion du point 4 qu'il fallait, par une politique de réformes sociales, d'aide sociale et économique au monde pauvre, l'empêcher de tomber dans le bolchévisme. Si réellement on fait de la politique mondiale et de la politique algérienne des questions uniquement économiques et sociales, je crains fort que nous n'allions à des échecs. Il y a quelque chose d'indécent, je le dis, à demander à des gens qui réclament une solution politique : "Ecoutez, non, nous allons vous construire des hôpitaux, des écoles, des ponts, des centrales électriques, mais vous serez bien sages !" Je ne crois pas qu'il faille se cantonner sur ce terrain là.
Autre question, le problème financier.

Nous avons en mémoire les expériences dramatiques qui ont été faites, par d'autres Fronts qui ne s'appelaient pas "républicains", mais qui ressemblaient à celui-ci, en 1924, en 1932, en 1936. Et par quoi la réaction a-t-elle réussi à battre ces gouvernements républicains, et même socialistes ? Grâce à la crise financière.

Je conçois très bien que Guy Mollet ne puisse pas nous donner toutes les précisions que nous voudrions avoir de lui, mais tout de même, est-ce qu'il ne croit pas que la conjugaison d'une politique sociale - qui à nos yeux ne sera jamais suffisante - et d'une politique de guerre, de guerre totale en Algérie, ne risque pas de buter un jour sur une crise financière, qui est déjà en puissance simplement dans la situation que vous nous indiquez, et qui évidemment ne peut que s'aggraver par les deux politiques, que nous avons été obliges d'ajouter à cette situation déjà mauvaise.

Notre camarade Guy Mollet ne croit-il pas que, pour résoudre une situation financière ; qui va devenir extrêmement difficile, on ne pourrait pas se contenter des méthodes qu'on appelle souvent classiques, et que j'appelle, moi, routinières ? Ne craint-il pas qu'on ne puisse pas se contenter des mesures d'augmentation de taxes, d'impôts indirects, de tout l'arsenal que les inspecteurs ont toujours recommandé à tous les gouvernements, quels qu'ils fussent ? mais qui sont dérisoirement insuffisants, dans la situation actuelle ?

Et là, nous touchons inévitablement à la question du régime. Je crois, et je voudrais faire partager mon point de vue, qu'actuellement il ne saurait suffire des mesures classiques, c'est-à-dire dans le cadre du régime, pour résoudre le problème financier formidable qui nous est posé dès maintenant, et qu'il va falloir, en l'expliquant au peuple français, toucher à certaines traditions, à certains cadres capitalistes, ou alors, il faudra capituler.

Gaston Defferre - Qu'est-ce que vous proposez ?

Le président - Tu n'as pas la parole.

Lussier (Loire Inférieure) - Je pose une question, et Guy Mollet va répondre. Mais enfin, ici, je m'excuse, ce n'est peut-être pas une question que je pose, c'est une leçon que nous devrions tirer de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste.

On nous a dit, nos camarades du gouvernement nous disent : Attention, nous faisons une politique de gestion et non pas une politique Socialiste. Nous en sommes tous d'accord, ce qu'il y a de terrible c'est que - Baraton vient de le dire - nous avons hérité d'une situation extrêmement difficile.

Je ne sais pas s'il y a une espèce de solidarité, entendons-nous, d'un gouvernement à l'autre, qui interdirait à un héritier comme l'est celui-ci de se tourner vers le peuple et de dire : Voila l'héritage qu'on m'a laissé, je ne sais pas s'il existe une telle tradition, mais, tout de même, je ne crois pas qu'il faille toujours mettre des gants et moucheter les fleurets, et qu'il faille hésiter à dénoncer les responsabilités dont nous avons hérité, tout au moins la situation

dont nous avons hérité, parce qu'une situation comme celle-là nous amène à quelque chose de tragique. Cette guerre d'Algérie, nous avons fait une campagne contre, et nous allons la poursuivre maintenant... il y a tout de même quelque chose de terrible !
Alors, je voudrais savoir : est-ce que nos camarades qui sont au gouvernement actuellement avaient une connaissance exacte, totale, de la situation en Algérie ? Nous nous sommes lancés dans la campagne électorale en croyant qu'il ne dépendait que du gouvernement français de mettre fin à cette tragédie. Tout ce qui a été dit ce matin ici prouve que la situation est beaucoup plus difficile que cela, que malheureusement il ne suffit pas de faire appel, comme l'a fait Guy Mollet, à la bonne volonté des rebelles et qu'il y a d'autres éléments.
Mais cela, c'était vrai avant la campagne électorale, il aurait fallu que nous le sachions à ce moment là. Je ne fais pas de reproches, mais il y a une leçon à tirer : c'est qu'avant une campagne électorale, il faudrait que tous les militants soient au courant exactement des grands problèmes - et l'Algérie était un des grands problèmes de la campagne électorale, c'était le premier. Parce qu'alors, tout de même, actuellement, nous allons faire le contraire de ce que nous avons promis, et nous n'avons pour cela qu'une excuse, si on peut dire, c'est de n'avoir pas eu une connaissance exacte - pour ma part, je l'avoue - et profonde de la situation en Algérie. Car alors, à ce moment là, nous n'aurions pas dit ce que nous avons dit, et il est certain que notre position est très difficile, il nous est très difficile maintenant de retourner dans une réunion publique et de dire : "Eh bien, oui, nous avions dit qu'il fallait négocier, nous ne pouvons pas négocier pour telle ou telle raison, nous avions dit qu'il fallait mettre un terme rapidement à cette guerre et, au lieu d'y mettre un terme, nous ne faisons que la renforcer". Evidemment, nous pouvons donner des raisons, mais on nous rétorquera toujours : "Pourquoi alors, nous avez-vous dit le contraire ?"

Guy Mollet

Tu permets ? Je crois que c'est une bonne méthode que de ne pas laisser passer certaines affirmations ; c'est une de celles qui me toucnait le plus, car elle m'a déjà été jetée à la figure, ce n'est pas ce que tu viens de faire toi, c'est beaucoup plus cordial, mais elle m'a été jetée à la figure une vingtaine de fois à l'Assemblée Nationale, elle est répétée tous les jours dans la presse.
Tu viens de répéter fidèlement ce qu'écrit M. Duchet, tu viens répéter fidèlement ce que Paul Reynaud, Tixier-Vignancourt ce que tous ces "salauds" ont dit. J'ai plaisir à voir enfin un Socialiste prendre contact avec les réalités, c'est la formule de Tixier-Vignancourt : Nous sommes heureux de voir enfin des Socialistes se rendre compte que tout le langage qu'ils ont tenu pendant la campagne électorale n'était fait que de mensonges ou d'ignorance, c'est le langage Duchet.
Mais l'ignorant, c'est toi, je regrette vivement, mais ce que tu mets au compte du Parti, ce sont tes insuffisances personnelles, car ce n'est jamais vrai que le Parti ait tenu le rôle que tu veux bien dire, ce n'est pas vrai qu'à aucun moment le Parti ait dit dans sa campagne officielle qu'il fallait "foutre" le camp

Fondation Jean Jaurès

d'Algérie. Jamais, à aucun moment, ce n'est pas vrai, le Parti n'a dit qu'il fallait traiter à n'importe quel prix ! A aucun moment !
Ce que le Parti a dit, je voudrais qu'on le recherche, je voudrais que l'on recherche ici ce qu'ont été mes déclarations devant le Parti au temps du départ du Bey. J'ai précisé que le jour où les Français Socialistes accepteraient l'idée de l'abandon de l'Algérie, ils commettraient contre la France, contre la démocratie et contre le Socialisme, une folie.
Je l'ai dit. J'ai dit ici que s'il y en avait qui commettaient l'erreur d'annoncer aux électeurs que notre arrivée aux responsabilités se traduirait par le retour immédiat chez eux des soldats, ceux-là étaient des menteurs. Je l'ai dit ici, dans cette même salle.
Alors, je ne sais pas ce que vous êtes allés raconter pour piper des voix, çà ne vous a d'ailleurs pas réussi dans toutes les fédérations, mais je sais ce que nous avons dit nous. Nous sommes allés dire aux Français la vérité telle que nous la connaissions.
Il y a un point sur lequel tu as raison, c'est lorsque tu dis : "C'était plus grave que vous ne le pensiez, pourquoi ne le dites-vous pas maintenant ? Pourquoi ne faites-vous pas le bilan ? Un autre camarade m'a dit çà ce matin et l'argument je veux y répondre, parce que celui-là est valable, c'est un des rares points sur lequel je n'ai pas tenu mes engagements, j'ai tenu les autres, et je voudrais qu'on reprenne le Congrès de Puteaux et qu'on regarde ligne à ligne ma déclaration, celui qui trouvera que je suis en-deçà, je m'incline, mais il y a un point sur lequel je suis en retard, je le reconnais, c'est le bilan...
Et c'est sciemment. Et puis, comme le Conseil d'aujourd'hui - ce n'est pas un Conseil, mais cela ne fait rien - la conférence d'aujourd'hui, même si elle n'est pas habilitée à sanctionner, est réunie, je lui demande de faire au moins un effort pour comprendre.
On a accepté, que dis-je, on a revendiqué des responsabilités. Je les ai acceptées, parce que vous les avez revendiquées, et je tiens beaucoup à ma formule, car je suis de ceux qui ne les revendiquaient pas. On les a revendiquées. Alors, il faut jouer le jeu. Et ce n'est pas un jeu de déférence à l'égard du prédécesseur, c'est simplement un jeu pour gagner.
Je prends un exemple très précis, très concret avec l'espoir que vous ne me fassiez pas dire demain, par des bavardages en sortant, autre chose que ce que je vais vous dire.
Nous discutons avec les représentants d'un autre pays ; ce pays il a dans les mains les papiers, des textes, il a dans les oreilles des engagements oraux invraisemblables, tels que si je les publiais ou les faisais connaître, la stupidité ou la carence de mes prédécesseurs apparaîtrait monstrueuse.
Quel est le jeu ? C'est de vous permettre à vous, propagandistes, d'aller démontrer l'imbécillité des prédécesseurs, ou bien c'est de faire que l'on bâtisse quelque chose d'utile et de solide avec le partenaire avec qui je discute ? Pour le faire, cela suppose des arguties, des arguments, que j'aille : "Mais non, vous ne savez pas lire, vous avez ce papier mais cela ne veut pas dire cela ; on vous a fait telle déclaration, mais vous l'avez mal entendue. Ce n'est pas vrai, la volonté

française est toute autre, je la représente". Alors, que voulez-vous que je fasse ? Que je vous donne le moyen d'avoir raison dans une réunion de section, dans une campagne qui va venir, ou que j'essaie de vous bâtir quelque chose de solide entre la France et la Tunisie, entre la France et le Maroc, entre la France et la Sarre ? Qu'est-ce que vous voulez ? Etre capables de continuer à faire ce sale boulot que, parfois, chez nous, on a fait, qui consiste à ergoter, à explique à analyser, et jamais à proposer ! Est-ce que, oui ou non, notre Parti n'est bon qu'à réclamer des responsabilités quand il ne les a pas et à les fuir quand on les lui donne parce qu'il les attendait ?
(Applaudissements)
Camarades, vous m'avez envoyé à une mission ; je la remplis. Mais j'ai besoin, j'ai besoin, mais plus profondément que vous ne le croyez, physiquement, presque, de votre adhésion. Et votre adhésion, voyez-vous, elle peut être faite tous les jours de critiques, elle doit être faite tous les jours de critiques, il faut qu'il y ait tous les jours des camarades qui viennent me dire : "Pas cela, c'est une erreur", il faut qu'il y ait tous les jours des camarades qui viennent me dire : "Sur cette pente-là, il y a cela aussi". Ah ! il ne faut pas des turiféraires, des beni-oui-oui...

Marceau Pivert - Très bien Guy.

Guy Mollet - Oui, mais, Marceau, oui, maie il ne faut pas des gars dont toutes les paroles commencent par ceci : "Bravo, nous applaudissons le camarade qui, nous sommes derrière les camarades dont… mais". Vous ous savez dire "mais". Je ne veux pas de gars qui disent : "Bê-bê-bê...", mais assez de ceux qui disent sans cesse : "Mais, mais, mais...".
(Approbations et applaudissements)

M. Lussier

Je ne voudrais pas qu'il s'établisse une confusion dans l'esprit des camarades sur ce que j'ai dit dans cette affaire. S'il y avait une leçon à tirer de notre travail électoral, ce n'est pas le moinsdu monde une critique contre nos camarades du secrétariat, mais c'est le Parti tout entier qui doit réfléchir à cela, et je le maintiens, quant à moi. Guy Mollet a dit qu'il y avait un ignorant, c'était moi, je l'ai dit que je ne connaissais pas à quel point la situation en Algérie était grave, mais je n'avais pas les éléments pour le savoir, et, en toute bonne foi, il m'a semblé que la tendance, la coloration de notre campagne électorale devait être, précisément, de faire régresser par la négociation, mais non pas unilatéralement, la question algérienne.
Mais ce n'est pas, justement, à cette question algérienne que je m'attache à ce moment-là ; ce n'est qu'un exemple de ce qu'il faut éviter de faire à l'avenir, pour ne pas nous trouver dans des situations terribles au lendemain d'une élection et être obligés de faire des choses que nous n'avions pas prévues parce que nous ne savions pas. Et cela, c'est simplement dans l'intérêt de l'efficience du Parti, mais, je le dis très nettement à Guy Mollet, sans la moindre intention

critique vis-à-vis des camarades, et en tout premier lieu, de lui.
Je me suis sans doute mal exprimé, je le regrette ;
j'espère que maintenant on a compris que je veux tirer des ennuis de la difficile situation dans laquelle nous sommes une raison sur ce qu'il y a lieu de faire et de ne pas faire à l'a-venir.
St la situation financière, j'y reviens pour terminer, est aussi un autre exemple de ce qu'il faut éviter. Nous pro posons des réformes ; il faut savoir commenton va pouvoir les financer.
Un camarade, à l'instant, vient de me dire : "Qu'est-ce que vous proposez ?". Je ne propose rien, je me contente de poser des questions, mais je suis tout à fait à la disposition des camarades pour dire, lors d'un conseil ou d'un Congrès, ce que nous pensons pouvoir proposer, quitte à bousculer légèrement le régime dans lequel nous vivons.

Le président - La parole est à Deschamps pour une motion d'ordre.

M. Deschamps

Je prends la parole, et je m'en excuse, car on a déjà trop parlé, au nom d'un certain nombre de camarades qui habitent très loin et qui travaillent demain matin. Car il y a parmi nous dés camarades qui travaillent. Ce matin nous avons entendu l'opinion personnelle de comarades. Aussi respectables soient-elles, nous n'avons pas fait 1 500 kilomètres pour entendre l'opinion de tel ou tel camarade sur tel ou tel problème. Nous sommes venus ici simplement pour ceci : poser aux responsables du Parti des questions précises sur des sujets précis, et celà peut demander au maximum de 7 à 8 minutes. Et je tiens à déclarer ici que nous ne nommes pas venus là pour assister aux débats où l'incontinence verbale rejoint parfois l'indigence de la pensée.
(Protestations dans l'assemblée)

Le président - N'exagérons rien.

Deschamps - Mais si, tous les provinciaux nous sommes venus ici pour poser des questions sur les problèmes actuels, et des questions très précises. Et nous entendons repartir avec des réponses.
Je sais que j'ai raison et que j'ai la grosse majorité des camarades pour moi. Nous avons entendu des discours-fleuves ce matin, dont nous n'avons que faire, car la révolution, jusqu'à preuve du contraire, n'est pas verbale. Alors, j'achève, il ne faut pas que je tombe dans le même travers, je demande que le camarade qui montera à la tribune tout à l'heure n'ait pas le droit à plus de 5 minutes de parole, qu'il pose des questions précises, que ces questions précises soient enregistrées par les camarades responsables qui y répondront dans le minimum, eux aussi, de temps. Car nous allons, les uns et les autres, repartir dans nos fédérations vers 7 heures 1/2, ce soir, et nous ne connaîtrons pas plus, en partant, des problèmes qui sont posés au Parti et au prolétariat français, que lorsque nous sommes arrivés ce matin.

Collection Jean Jaurès

Eh bien ! nous sommes quelques-uns ici, et nous nous en excusons, mais nous n'aimons pas perdre notre temps, nous sommes venus ici pour poser des questions, pour entendre les réponses à ces questions. Qu'on les pose et qu'on y réponde.

Le président - La parole est à Routier, qui a une intervention brève à faire...

Deschamps - Tu n'as qu'à couper la parole aux discoureurs.

Le président - Au cours de laquelle il posera 5 questions. Il en a pour quelques minutes.

M. Routier

Camarades, je vais répondre à votre désir à tous en posant des questions très précises. La première question :
Le gouvernernent était-il informé de l'état d'esprit des Français d'Alger et de l'organisation fasciste qui a déclanché l'émeute du 6 février ? Ces manifestations étaient-elles de mesure à influer sur l'optique que le chef du gouvernement avait de la situation en Algérie ?
La deuxième question :
Est-il exact que des négociations aient été ouvertes entre un représentant du gouvernement, en l'occurrence Pierre Mendès-France, et le cardinal Tisserand, de passage à Paris, au sujet d'un prochain concordat scolaire ?
Quelle est la position du gouvernement pour rétablir la laïcité de l'Etat ?
Je vous dirai que pour nous, Socialistes, de l'ouest, c'est une question extrêmement grave.
Troisièmement :
Le gouvernement prépare-t-il un plan économique d'ensemble qui porte l'empreinte socialiste et qui justifie la création d'un ministère des finances et des affaires économiques sous la direction d'un seul ministre ?
Quatrièmement :
Le Parti, qui a lancé l'idée du Fonds national vieillesse, en avait-il prévu le financement ? Pourquoi laisse-t-on détériorer cette idée par la méthode des ballons d'essai du camarade Ramadier ?
Dernière question :
Je crois que je n'abuserai pas de mon temps de parole :
Il avait été annoncé au dernier Congrès qu'il serait présenté un bilan - Guy Mollet a répondu - un bilan de la situation économique et financière laissée par le précédent gouvernement. Y a-t-il des raisons politiques qui ont retardé cette résolution ? Je crois que nous pouvons nous contenter de ce qui a été donné comme explications par notre camarade Guy Mollet.
C'est tout ce que j'avais à dire.
(Applaudissements)

Le président - Voilà un type d'intervention que je demande aux camarades qui

Fondation Jean-Jaurès

sont inscrits de retenir. La parole est à Fournier (Ardèche).

M. Fournier

Camarades, je tâcherai d'être aussi bref que mon prédécesseur. Ce n'est pas à proprement parler une question que je voudrais poser ici, mais une information que je voudrais apporter.

Dans notre fédération, nous nous sommes inquiétés de quelque chose qui, à mon avis, a une très grande impotence. On a parlé beaucoup de l'Algérie ; j'en parlerai très peu parce que personnellement je ne connais rien aux problèmes, mais, ce qui m'inquiète, ce qui inquiète nos camarades, c'est ceci :

Il semble que l'on amorce actuellement une politique qui mènera sur deux fronts, si l'on peut dire : d'une part la lutte militaire, et d'un autre côté, la lutte sur le plan social et sur le plan humain.

Cette conception, je l'avoue, n'est pas pour déplaire à nos camarades, au contraire, mais la crainte est celle-ci :

Est-ce qu'en faisant cette politique nous n'apportons pas une caution à un prochain gouvernement qui, ayant assez d'astuce pour nous éliminer, éliminera aussi de cette politique l'aspect social et humain, pour ne plus conserver que l'aspect militaire, tout en disant : " Je ne continue que l'action du gouvernement socialiste" ?

Et alors, à ce moment-là, nous porterons, nous, une responsabilité très grave, une responsabilité d'avoir amorcé cette action à la fois militaire et sociale, de n'avoir pas été capables de maintenir la deuxième, et nous aurons alors un successeur qui, cette fois, n'aura peut-être pas tant de scrupules, que nous à chercher les responsabilités, qui saura nous les faire porter en faisant peut-être le travail dans lequel on aura voulu nous engager.

Première question qui nous inquiète.

Il y en a une deuxième, voyez-vous. On a beaucoup parlé de l'Algérie, et on n'a pas beaucoup parlé de la France.

Eh bien ! nous, Ardéchois, qui vivons dans nos montagnes un peu dures et pénibles, nous pensons que la plus belle des colonies françaises, c'est encore la France. Et nous pensons que, avant d'engager des centaines et des centaines de milliards, comme on a fait dans le passé et comme, peut-être, on va le faire encore dans l'avenir, il ne serait peut-être pas mauvais de penser que nos pays sous-équipés, sous-industrialisés, ont tout de même fourni ces gens qui, en 1870, en 1914, et, plus récemment, en 1944, ont quand même sauvé la France. Car, dans nos villages ardéchois, s'il n'y a plus grand monde dans les maisons, il y a, sur les monuments aux morts, de longues listes, et ceux-là ne sont plus là, évidemment.

Eh bien, nos paysans ardéchois, qui ne sont pas Socialistes, je ne vous le cacherai pas, qui sont même de braves et de bons réactionnaires parce qu'ils sont de braves et de bons catholiques, nos paysans ardéchois auraient peut-être tout autant besoin que les Musulmans qu'on s'intéressât un petit peu à leur sort, et je demande à nos camarades s'ils ont le temps de se pencher sur ce problème, car jusqu'à maintenant, personne ne l'a fait, et à chaque recensement nous voyons

fondre, nous voyons disparaître ce qui a été tout de même, dans le passé, le coeur solide de notre pays !
Une autre que je voudrais poser, qui est d'un ordre tout à fait différent, est celle-ci : on nous a dit que les mesures qui allaient être prises n'auraient pas d'incidence sur les prix, que l'on tâcherait de chercher des ressources pour qu'il n'y ait pas d'incidence sur les prix.
Eh bien, nous avons fait une constatation, c'est que lorsque, dernièrement, à la suite des froids et grâce à une action dont nous n'avons d'ailleurs qu'à nous louer, le gouvernement Socialiste a essayé de pallier l'augmentation de certains prix par la détaxe de certains autres prix, nous avons pu constater, dis-je, que si certains commerçants – et en particulier il faut le dire les maisons à succursales - ont appliqué intégralement la baisse des prix résultait de la détaxation, l'ensemble, je dis bien l'ensemble des petits commerçants inscrits au mouvement Poujade n'ont rien appliqué du tout !
Et je me demande si, véritablement, il n'y a pas un moyen pour imposer à ces gens-là de tout de même appliquer les décisions qui sont favorables aux consomnateurs ?
J'ai trouvé, ce matin, en venant ici, un papier émis par le gouvement Poujade, qui trainait par terre, et il y en avait des quantités, qui parlait de l'union de défense des travailleurs, des consommateurs. Eh bien, la meilleure défense de ces consommateurs, pour ces gens-là, ce serait de commencer à ne pas leur voler leur argent ! Et là, j'estime que des sanctions doivent être prises, que des enquêtes devraient être faites. je l'ai dit moi-même d'ailleurs, et je n'ai personnellement aucune qualité, à part peut-être une certaine qualité morale, je n'ai aucune qualité pour le dire, mais je l'ai dit cependant moi-même à certains services, dans notre département : "Comment se fait-il que vous n'ayez tout de même pas essayé de savoir pourquoi tel commerçant vendait toujours son kilo de sucre au même prix alors que tel autre le vendait à quelques francs moins cher ? Ce n'est pas grand chose, si vous voulez, mais c'est tout de même important.
Et enfin, le dernier point qui nous intéresse - on en a peu parlé et je sais bien qu'on l'a renvoyé - car si nous ne sommes pas dans l'ouest, vous savez cependant qu'on a dit que l'Ardèche était la Vendée du midi ; je crois d'ailleurs que ce n'est pas tout à fait vrai, c'est plutôt la Vendée qui est l'Ardèche du nord, eh bien, le point qui nous intéresse, c'est celui de la laïcité. Dans l'Ardèche, la question est très importante, elle est tellement importante que, chez nous, République et Laïcité ne sont qu'un seul et même mot et que réaction et cléricalisme sont également un seul et même mot. Aussi, voyez-vous, nous pensons que, certes, il y a des ordres d'urgence, mais nous pensons aussi qu'il est indispensable, qu'il est nécessaire que cette question ne soit pas oubliée, vous me direz que si la France venait à disparaître et la République à s'évanouir à la suite des événements d'Algérie, nous n'aurions plus à discuter laïcité, c'est possible, mais j'espère tout de même que nous trouverons en nous-mêmes le ressort nécessaire pour ne pas en arriver là et je vous demande, camarades, surtout à ceux des départements où cette question a peut-être moins

d'importance que chez nous, je vous demande de prendre conscience que cette question est, pour nous, excessivement importante et je vous mets en garde car si, en ce moment, dans certains départements, la question de laïcité n'est pas importante, si nous sommes trop faibles, si nous la laissons pourrir, cette question, elle le deviendra, importante, dans votre département, à vous aussi, et vous les verrez pousser aussi les écoles confessionnelles et vous la verrez, l'attaque contre l'école laïque dans vos départements où vous n'en avez pas.
Ecoutez bien ce que je vous dis : dans quelques années, si nous laissons pourrir cette question-là, il se trouvera des orateurs ici pour venir nous dire : "Mais, il se produit chez nous quelque chose que nous n'avions jamais vu".
J'en ai terminé, camarades, je voudrais simplement que sur ces quelques points nous ayons des réponses précises.

Le président - La parole est à Hornung, ensuite à Faugères.

M. Hornung

Camarades, je serai également très bref puisque plusieurs camarades ont déjà dit une partie de l'intervention que je voulais faire, mais je voudrais insister malgré tout auprès de nos camarades délégués au gouvernement, de nos camarades Socialistes, délégués au gouvernement, et non pas, comme on l'a dit tout à l'heure, au gouvernement Socialiste, de nos camarades, pour attirer leur attention sur l'impérieuse nécessité et sur l'urgence de procéder très rapidement, non pas seulement sur le plan de l'Afrique du Nord ou de l'Algérie, mais aussi sur le plan de la métropole, à la nécessaire et urgente épuration administrative, policière et militaire.
Camarades, j'aurais souhaité qu'au lendemain de la constitution du gouvernement de front républicain, l'on se renseigne auprès des parlementaires Socialistes et des Secrétaires fédéraux sur la situation politique, administrative de leur département, qu'on leur demande comment les circulaires ministérielles, comment les arrêtés étaient appliqués dans les départements.
Voyez-vous, camarades, ce que je crains, c'est qu'un gouvernement qui a la confiance de l'Assemblée, une confiance peut-être plus large qu'il ne l'aurait lui-même souhaitée, que ce gouvernement puisse agir efficacement car, on l'a dit ce matin, oui, c'est l'avenir du Parti qui en dépend, mais je pense également que c'est l'avenir du régime. Eh bien, il faut que ce gouvernement emploie tous les moyens, et il doit tenter de mettre à la raison les fonctionnaires, si haut placés soient-ils, qui, demain, désobéiraient aux ordres du gouvernement.
J'insisterai aussi, car c'est le souhait de beaucoup de fédérations, pour qu'immédiatement, - et c'est surtout sur le plan financier, Guy - un véritable bilan de la précédente législature soit établi et publié.
Je demanderai également que le gouvernement reprenne à son compte ce qui a déjà été demandé dans plusieurs de nos Congrès : la publicité des déclarations d'impôts et l'affichage. C'est une déclaration qu'il faut qu'à nouveau nous reprenions car, là, il est possible que nous assistions alors au dégonflage du mouvement Poujade.

Fondation Jean-Jaurès

Eh bien, je crois que là il faudra également s'y atteler.
Enfin, je voudrais terminer en apportant une petite information à nos camarades délégués au gouvernement : il y a quelques semaines, quelques jours, de nombreuses interventions ont été faites auprès des Musulmans, travaillant dans la métropole, pour qu'ils regagnent l'Algérie. Camarades, je suis depuis huit ans placé dans une situation qui m'a appris à connaître ls travailleurs musulmans de la métropole et j'ai vu arriver, depuis trois semaines, des télégrammes innombrables, rédigés comme suit : "Père malade, arrive urgence" - "Mère malade, arrive urgence". Quelquefois il y a une variante : "Epouse en discorde, arrive urgence", et il arrive même que les nord-africains viennent s'inquiéter pour savoir s'ils n'ont pas reçu leur télégramme !
Eh bien, je pense, camarades, qu'il y a peut-êre maintenant un moyen d'empêcher que ces télégrammes ne partent d'Algérie, il y a peut-être le moyen d'exiger que, lorsqu'on envoie un télégramme indiquant : "Mère malade", ou "Père malade", on apporte un certificat médical !
Il y a aussi un autre scandale, c'est que les compagnies aériennes comme "Air-Algérie" ont doublé, triplé les transports pour envoyer les travailleurs nord-américains en Algérie.
Camarades, ce sont ces informations que je tenais à donner. Je crois qu'il est utile qui cela soit su.

Le président - La parole est à Fougères, ensuite à Diop Obeye, Sénégal.

M. Faugères

J'ai une seule question à poser et je le ferai très rapidement, en style télégraphique. Deschamps avait raison de dire, tout à l'heure, que s'il est important de questionner, il est encore plus important de laisser à Guy Mollet le temps d'y répondre.
Cette question est relative au problème algérien et, plus exactement, à la simultanéité des mesures militaires et des réformes sociales. La simultanéité est possible, peut-être, dans la décision, mais il me semble qu'elle est difficile, ou impossible dans l'exécution, parce que les mesures militaires sont spectaculaires et sont immédiates et que les réformes d'ordre social et économique sont à terme, à long terme...

Guy Mollet - Non !

Faugères - et qu'on n'aperçoit pas immédiatement leur bienfait. Et alors, le risque peut apparaître sur le front parlementaire. De deux choses l'une : ou ces mesures militaires vont se traduire par un échec et, à ce moment-là, nous porterons la responsabilité de quelque chose qui ressemble à une guerre et de quelque chose qui ressemblera à une défaite, ou elles se traduiront par un succès ou par un demi-succès et alors viendra le temps des réformes sociales. Mais, croyez-vous que l'Assemblée laissera à Guy Mollet le temps de les réaliser et ne pensez-vous pas que nous courons le risque, à ce moment-là, lorsque ces

Coll. Fondation Jean-Jaurès

mesures impopulaires auront été prises, qu'il ne retrouve pas la majorité trop belle qu'il a trouvée lundi dernier et qu'il soit renversé sur une question de détail - quelqu'un parlait tout à l'heure du prix des allumettes et cela m'a semblé une image excellente - ce qui fait qu'à ce moment-là ce sera peut-être un modéré qui soit amené à faire, soit une politique de régression, si elle est possible, soit une politique d'émancipation, si elle est nécessaire. Eh bien, si nous portions la responsabilité de la politique impopulaire, qui n'aura pas été la nôtre, et qu'en aucun cas nous ne puissions revendiquer la paternité de la politique populaire qui ne pourra être faite que plus tard et qui aura été, seule, la nôtre, ce serait désastreux.
Voilà simplement ce que je voulais dire et ce n'est pas une critique, car il n'est pas dans mon esprit de donner à cette conférence le mandat de renier et de revenir sur cette affectueuse confiance qu'elle a témoignée à Guy Mollet lorsqu'elle l'a envoyé vers des tâches ingrates, mais il est nécessaire de mettre en garde, nous-mêmes d'abord, et le Secrétaire général du Parti ensuite, contre une inquiétude qui existe à l'heure actuelle dans les fédérations, inquiétude qui risque de tourner au désarroi et qui consiste à dire : "Nous faisons en ce moment une politique qui a l'apparence d'être celle des autres et, ensuite, ce sont d'autres que nous qui feront la politique qui sera vraiment la nôtre".

Dans la salle - Alors, qu'est-ce que vous préconisez ?

Faugères - Je pose une question !

Le président - Vous n'avez pas la parole, camarade. La parole est à Diop Obeye, Sénégal. On a demandé aux délégués de poser des questions, on ne leur a pas demandé de faire des propositions !

Diop Obeye

Camarades, les Socialistes africains présents dans cette salle ont pensé qu'il était bon que l'un des nôtres vienne à cette tribune pour présenter un certain nombre d'observations à nos camarades, délégués au gouvernement, et aussi sur le plan de l'Outremer poser spécialement des questions à notre camarade Defferre, ministre de la France d'Outremer.
Bien sûr, notre amitié, notre confiance, comme notre solidarité, montent vers Guy Mollet et les camarades qui siègent au gouvernement, et cela d'autant plus que la présence de certains membres au gouvernement atteste, une fois de plus, que le Parti Socialiste attache beaucoup d'importance à l'Outremer, et cette proportion donnée à notre participation à l'exécutif est une initiative unique dans l'histoire de la République.
(Vifs applaudissements)
Pour la question algérienne, nous serons très brefs, d'abord parce que nous pensons qu'avec la situation dégradée que les gouvernements réactionnaires successifs ont laissée à nos amis, on ne pouvait pas, nous d'Outremer, espérer mieux que la confiance que nous pouvons placer en Guy Mollet et en Robert

Lacoste, assurés que peut-être s'il y avait d'autres qu'eux, ce seraient les pires solutions qui interviendraient en Algérie et peut-être même la guerre dont souffriraient non seulement la métropole et l'Algérie, mais l'ensemble des territoires d'Outremer.
(Vifs applaudissements)
Néanmoins, une phrase a été citée, ce matin, c'est une phrase prononcée par Paul Reynaud et qui a profondément résonné en nous, Musulmans africains. Quand Paul Reynaud dit qu'il faut se préparer à faire la guerre à l'Islam, capitale le Caire, je ne pense pas qu'il ait réfléchi au fait que d'autres africains français, à Dakar, à Bamako, à Djibouti sont des Musulmans et que s'ils ne se cachent pas d'être des Musulmans, ils n'en sont pas moins fiers d'être des Socialistes et qu'ils pensent que leur appartenance a l'Islam ne peut, en aucun cas, être an obstacle à la construction d'une amitié franco-musulmane.
(Vifs applaudissements)
Cela veut certainement dire qu'il nous faut attirer l'attention du gouvernement sur l'importance de cette autre guerre qui est précisément la guerre psychologique dont on parlait ce matin et qui se situe sur le plan de la propagande et de l'information.
Il faut expliquer, expliquer inlassablement aux Français de la métropole, comme aux Musulmans d'Outremer, que l'islam n'a rien à voir avec l'expansion panarabiste...

Dans la salle - Très bien !

Diop Obeye -...et cette question d'information nous paraît, à nous d'Outremer, capitale parce que les intentions les meilleures du gouvernement, les intentions les meilleures de nos amis peuvent être tendancieusement et sciemment déformées par une grande presse qui, elle, y a intérêt et je prends un exemple :
- Ce matin, s'agissant des réformes envisagées sur le plan de la fonction publique, il est dit simplement que le gouvernement envisage d'accorder 50% des emplois aux Musulmans.
Je trouve que la presse a trop dit, ou peu dit.
50% des emplois aux Musulmans, mais nous ne nous faisons aucune espèce d'illusion ! Des ingénieurs, des professeurs, des médecins, cela ne s'improvise pas en un jour ! 50% d'emplois...

Guy Mollet

Tu permets que je réponde tout de suite, car je risque de ne pas le dire tout à l'heure ; je vais en effet essayer de brosser un tableau d'ensemble et je risque de ne pas parler de détails comme celui-là.
Diop, tu es facilement excusé de ne pas crnnûitre le détail des décrets, des premiers décrets pris cette nuit en vertu des pouvoirs spéciaux, il y a deux temps : le décret touchant aux emplois, a deux articles. Le premier article est un article qui dit que, pour toutes les fonctions publiques et autres, qui supposent l'obtention d'un diplôme - et c'est à cela que tu penses en disant qu'on ne

Collection Jean Jaurès

s'improvise pas docteur ou avocat - pour tous ceux-là, la première mesure adoptée est de reculer de cinq ans toutes les limites d'âge, autrement dit, lorsqu'un ami musulman aura la possibilité, cinq ans après les autres, de passer, de subir les examens pour l'obtention du diplôme indispensable, il pourra les passer.
C'est le premier article, mais il y en a un deuxième qui est beaucoup plus important, c'est qu'ayant pris parfaitement conscience que la politique - je ne veux pus dire de mes prédécesseurs, ce serait injuste car il y en a eu même des bons, dans mes prédécesseurs, il y en a qui ont essayé, disons la politique antérieure à la situation présente - donc, ayant pris parfaitement conscience que la politique antérieure nous a amenés à ceci qu'actuellement la fonction publique, officielle, puis assimilée, puis concédée, possède des Musulmans en proportion infime, nous nous sommes donné le droit de procéder simplement à la "désignation" d'agents contractuels, sur titres. Pas besoin des diplômes correspondants.
Il faut être honnête, hein !
Nous allons avoir, parmi les fonctionnaires de la métropole, et parmi les fonctionnaires français en Afrique des protestations, cela, je m'en fous !

Dans la salle - Très bien !
(Applaudissements)

Guy Mollet - Nous allons avoir des gens qui vont nous dire : "Oh, mais pardon, des titres, vous en exigez pour nous et pas pour eux !". Eh bien, il y aura, dans toute la mesure - c'est la seule limite - où nous aurons des demandes correspondant à 50 %, il y aura désignation à 50%. Il y aura 50% de Musulmans qui trouveront leur place dans la fonction publique, et dans les concédés et les assimilés, ils y entreront d'abord comme contractuels, puis, compte tenu de ce qu'ils seront susceptibles de faire, deviendront successivoment des stagiaires et des titulaires. Tout est prévu dans le décret, même les possibilités de titularisation.
Je vais plus loin, quitte à faire hurler ceux qui sont trop soucieux de la défense des fonctionnaires métropolitains : y compris la titularisation dans des fonctions dans la métropole.
Et, qu'on n'exagère pas ! Il y en a combien ? Il y en a combien de métropolitaine ou de francais de souche, en Algérie qu'on a un peu facilement intégré dans les cadres, à certaines heures ?
(Applaudissements)
Alors, je voulais t'apporter cette précision : on est décidé à aller loin.

Diop Obeye

Mon cher Guy, on n'en attendait pas moins de toi, mais vois-tu, cela me renforce dans mon idée, c'est de tout expliquer, comme cela il n'y a aucune espèce de raison pour que nous ne remontions pas rapidement la pente dans les couches musulmanes. Malheureusement, la façon dont la presse présente les

informations nous oblige à raisonner comme je l'ai fait tout à l'heure et nous disons, puisqu'on n'improvise pas les ingénieurs, ni les médecins, qu'est-ce qu'on réserve pour ces 50%, qu'est-ce que cela représente ? Et l'on pense à des emplois subalternes, à l'échelon le plus bas et l'on dit : "Voilà ce qu'apporte le gouvernement". En réalité, c'est ce que tu viens de dire qui est juste, qui est de la bonne politique et nous savons que c'est la tienne, mais raison de plus pour que la pensée du gouvernement soit correctement interprétée dans la presse, et par la radio et par la presse socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Autrement dit, il faut savoir faire, et faire savoir.

Diop Obeye - Enfin, nous demanderions à nos camarades présents au gouvernement que la situation algérienne n'influe pas sur l'urgence et la hardiesse des réformes qu'il faut introduire en Afrique noire. Nous sommes unanimes à rendre hommage à l'action du gouvernement actuel, aux initiatives de Gaston Defferre. Le projet de loi prouve qu'enfin les promesses qui nous ont été faites depuis longtemps vont être tenues, grâce au Parti. Nous quittons le domaine des promesses pour approcher des réalités. Mais alors, là, je voudrais faire une mise en garde, pour nous qui, Outremer, sommes chargés de défendre et d'expliquer votre action : il faut que, quand ces réformes auront été réalisées, vous en confiiez l'exécution à des hommes qui y croient, à des hommes qui pensent comme vous… (applaudissements)… car, sinon, nous allons vers les pires déceptions.
Vous aurez voté des choses généreuses, le Parlement aura été généreux envers nous mais ceux qui seront chargés de les traduire dans les faits en discutant, en esquivant les véritables responsabilités, lasseront notre attente, et vos bonnes intentions risquent de se traduire par des déceptions, et il y a des gens qui sont prêts, Outremer, à jouer un tel jeu.
Enfin, je voudrais poser une question, et je regrette l'absence de notre camarade Defferre, qui porte sur le collège unique.

Guy Mollet - Son absence momentanée ne s'explique que par une raison : il est en train de travailler sur ce projet même.

Diop Obeye - Il est tout excusé. Nous l'attendons depuis longtemps.
Mais cette question du collège unique, nous en avons fait pendant longtemps notre cheval de bataille, nous avons promis non pas en notre nom personnel, mais au nom du Parti, et dans le projet de lois-cadres, la seule restriction apportée au collège unique est justement sur la partie qui nous intéresse le plus : les élections dans les assemblées territoriales.
Nous voulons croire que ce n'est que très provisoire, mais il nous appartient tout de même de marquer notre fidélité inconditionnelle au collège unique. Nous l'avons promis au nom du Parti, et nous pensons que le Parti nous aidera à le réaliser, d'autant plus qu'on peut nous faire confiance dans ce domaine en

Afrique Noire, nous avons toujours fait bon usage des lois du collège unique. Notre ami Groce ici présent sait quel usage nous en avons fait au Sénégal, en Côte d'Ivoire; aux élections municipales, récemment, en Côte d'Ivoire, qui était le territoire le plus agité, on sait quel usage il en a été fait.
On peut donc nous faire confiance, quand nous aurons le collège unique en Afrique Noire, ce sont des démocrates européens et africains qui bâtiront ensemble la communauté africaine.
Enfin, dernier problème : celui de la jeunesse.
Nous voulons demander au Parti de nous aider à enrayer, et à nous substituer au besoin avec efficacité, à l'influence prise chez nous par les cléricaux et les Communistes. Tout ce que nous ferons aujourd'hui dans le domaine des réformes n'aura d'avenir que si nous avons l'adhésion de la jeunesse africaine. Il faut nous aider à gagner cette jeunesse à nous.
Nous avons une chance de bâtir en Afrique noire, par les voies à une révolution pacifique qui passe par le Socialisme démocratique adapté à nos conditions locales, un monde nouveau, aidez-nous à le réaliser en gagnant notre jeunesse !
Nous sommes, pour notre part, prêts à nous y consacrer. Cela doit être l'ambition du gouvernement socialiste et de nos ministres Socialistes d'être les artisans de cette communauté de demain.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Herbert (Vendée)

M. Herbert (Vendée)

Mes chers camarades, je suis d'accord avec Guy Mollet quand il nous a dit tout à l'heure que, sur un seul point, il était en-deçà des promesses faites : sur le bilan qui devait être dressé de la législation sortante.
Il a eu raison aussi de nous dire que, sur certains problèmes, ce bilan ne pouvait pas être dressé.
En effet, je pense que, sur des problèmes de politique internationale, il est difficile de dresser un bilan, mais il a été dressé implicitement par l'action constructive et positive de notre camarade Pineau et par Guy Mollet lui-même qui ont montré cette action positive contre l'action négative des gouvernements passés.
Je crois donc que, sur ce plan, nous n'avons rien à demander de plus.
Mais, ce que je voudrais dire, c'est qu'il y a tout de même sur le plan intérieur un point sur lequel il aurait peut-être fallu dresser un bilan, car demain, nous aurons, nous militants, à soutenir le Parti et nos représentants au gouvernement quand il s'agira plus précisément du financement du Fonds national vieillesse. On nous dira : "Ah Ramadier, regardez ce Socialiste radical, qui prend des mesures semblables à celles que les autres ont déjà prises !" On nous dira : "Il ne trouve pas d'autres moyens que les autres !"
Ce ne sera peut-être pas la faute de Ramadier, j'en suis persuadé, car il n'y aura peut-être pas d'autres moyens, mais alors, il aurait fallu, justement en dressant le bilan de la situation financière et économique, prouver aux autres que nous

Fondation Jean Jaurès

n'avions peut-être pas d'autres moyens à prendre que ceux que Ramadier sera obligé de prendre demain. Voila l'arme qu'il aurait fallu nous donner !
Nous avons entendu parler, à propos de ce financement, un peu quand même de réforme fiscale, et je crois qu'il serait temps de poser ce problème, car, dans la campagne électorale, cela a été un de nos chevaux de bataille, ce problème de la réforme fiscale, et il faudrait l'aborder tout de suite...

Un camarade - C'était aussi un de ceux de Paul Ramadier...

Herbert - Ce n'est pas un reproche que je fais, car c'est ici de 1•informatbn que nous faisons, et je voudrais que nos camarades soient informés.

Guy Mollet

Je continue avec la même méthode, parce qu'il y a une réflexion venant de la salle tellement injuste et méchante que je ne peux pas la laisser passer. J'ai le devoir d'y répondre.
C'est une séance d'information, il faut que tout le monde soit informé.
Camarades, dans le Parti, il y a eu des heures où, les uns et les autres, on n'a pas été d'accord. Il y a eu des heures où le Secrétaire général du Parti, à l'époque, a été assez sévère à l'égard du Président du Conseil d'alors.
Je n'ai pas l'intention de procéder aujourd'hui à une autocritique et à des regrets rétrospectifs, il n'est pas question de ça. Il y a eu des heures où Robert Lacoste, Max Lejeune, se sont trouvés en désaccord avec un autre militant du Parti qui s'appelait Guy Mollet sur certains problèmes, je vous demande une chose : c'est d'accepter cette affirmation qu'à l'heure où nous vivons, ceux qui s'imaginent pouvoir réveiller des divergences antérieures sont des imbéciles, c'est complètement grotesque !
Max Lejeune n'est pas là, je suis donc à mon aise, plus à mon aise qu'avec Paul Ramadier, qui est là, lui. Mais, Max Lejeune, j'en demande acte aux camarades qui sont là et qui sont du gouvernement, a été présenté dans le Parti, souvent, comme le camarade le plus soucieux de la défense des intérêts de l'armée française, et, entre nous, nous le blaguions dans les couloirs et nous disions : "Flotte, petit drapeau". Il y a beaucoup de chances que, dans deux ans, lui et moi ne serons pas encore d'accord, et certains diront : "Tu nous avais pourtant dit qu'il était bien !"
Eh bien oui, c'est vrai, Max, à l'heure qu'il est, et au poste où il est, est le camarade qui défend avec un acharnement extraordinaire la politique du Parti, qui s'oppose à tout rappel politique de classe, sous prétexte que cela donneeait des satisfactions psychologiques à l'opinion publique et qui veut une réorganisation intelligente de l'armée. Il fait bien son métier de ministre socialiste dans l'équipe actuelle.
Avec Paul Ramadier, je me suis souvent accroché, et je m'accrocherai encore, il a sur moi l'avantage de l'ancienneté, il en use, et quelquefois il en abuse !
(Rires)
Mais, un jour, à cause de la structure gouvernementale j'ai été amené à apporter

Fondation Jean Jaurès

des modifications - je vous dirai tout à l'heure dans quelles conditions il a fallu renoncer à la présence du Général Catroux dans l'équipe, puis envisager son remplacement et, par là même, trouver quelqu'un pour le poste de ministre des Affaires économiques - et, étant donné la réputation bien établie de Paul Ramadier - j'ai participé d'ailleurs à l'établissement, de cette réputation - je me suis dit : Il ne va jamais être d'accord avec les projets sociaux auxquels je pense.
Tu veux bien que je raconte la scène ?
Il est venu dans mon bureau pour travailler et je lui ai dit : Voila, il s'agit de ça.
Il m'a dit : Congés payés, d'accord ; pour les zones de salaires, on peut faire ça et ça, c'est d'accord ; les vieux ? - il a alors eu ce mot, je ne sais pas s'il l'a fait exprès pour me torturer ou s'il prenait une petite revanche - je ne suis pas d'accord. Je me suis dit : "Ca y est !"...Je ne suis pas d'accord parce que ce que tu proposes n'est pas suffisant !
(Rires)
Et i1 m'a démontré avec beaucoup de pertinence qu'effectivement ce que nous allons faire - car nous allons le faire - ce n'est pas ce qu'il faudrait faire.
C'est lui qui a évoqué devant moi cet exemple des pays scandinaves, qui m'a raconté l'histoire du roi Gustave se voyant donner, le jour de ses 68 ans, comme tout le monde son titre de vieillesse, et qui m'a dit : "Il faudrait qu'on aille vers cela, donner à tous les Français sans exception quels que soient leur origine et leurs revenus par ailleurs, une certaine somme."
Je me suis dit, et je lui ai dit, même : "Mais tu n'oublies pas que ce sont les finances que je te demande de prendre, avec l'économie nationale ?" Il m'a dit oui.
Si j'ai tenu à vous dire cela à ce moment du débat tout à l'heure, je serai plus explicite, c'est que je vous demande d'accepter cette affirmation, malgré les histoires que vous pouvez lire dans des torchons ou dans des journaux, qui essaient de nous opposer les uns aux autres sous prétexte qu'il y a eu des moments dans le passé où on n'était pas d'accord, et qu'il y aura des moments dans l'avenir où nous ne serons pas d'accord, car, alors, nous ne serions pas dignes d'être du Parti Socialiste, qu'actuellement, nous sommes d'accord ! (Applaudissements)
En effet, camarades, je crois que nous sommes tous d'accord sur un point, et sur beaucoup de points, même, c'est-à-dire sur les intentions gouvernementales et sur les intentions de nos camarades qui sont délégués dans ce gouvernement.
L'esprit dans lequel travaille ce gouvernement est accepté par nous à l'unanimité, incontestablement, et je peux apporter ici le reflet de la fédération de la Vendée. Mais la question que je veux poser est la suivante : si, dans l'esprit, nous sommes tous d'accord, quels sont les moyens que vous voulez employer, ou plutôt quels sont les moyens que vous avez à votre disposition pour faire justement triompher ces idées que vous émettez ? Et là, j'aborde un problème qui a été très succinctement abordé : celui de la réforme administrative.
On en a parlé en Algérie, mais le problème ne se pose pas uniquement pour l'Algérie, il se pose aussi pour la métropole.

En effet, le problème ne se pose pas seulement de savoir si nous allons changer des préfets, ou changer tel ou tel personnel, car, à mon avis, ce n'est pas suffisant.
Vous avez - et je suis fonctionnaire moi-même - des fonctionnaires bien intentionnés qui se trouvent par moment dans l'impossibilité d'appliquer certaines instructions, au fait de certains rouages administratifs actuels. Il y a une lourdeur administrative incontestable qui fait que, bien intentionnés ou pas, et ceux qui sont bien intentionnés ne peuvent pas toujours agir comme ils le voudraient, c'est celui de l'industrialisation.
On a dressé de grands plans, on nous a adressé de belles circulaires, et j'ai peut-être le privilège, ou le désavantage, d'être spécialisé dans ces questions dans ma préfecture, et je m'aperçois que tous les gens qui viennent nous trouver pour avoir tel ou tel renseignement sur telle ou telle possibilité d'installer telle ou telle industrie se trouvent devant un mur, et que nous sommes nous-mêmes dans l'impossibilité de leur donner des renseignements très précis.
Voilà ce qu'il faudrait éviter.
S'il est bon de déplacer du personnel qui est hostile à nos idées, il faut aussi en même temps chercher à améliorer les rouages administratifs, et je voudrais que nos camarades qui sont au gouvernement y pensent tout de suite.
Enfin, je poserai une simple question - la dernière - car la fédération me l'a demandé, sur le problème algérien : une proposition a été émise par le syndicat national des instituteurs demandant que l'école et le service de santé soient mis au-dessus du débat. Je ne sais pas quels sont les moyens pratiques pour faire valoir cette proposition, je ne sais pas si elle est Valable, je demande simplement si elle est étudiée et s'il est possible qu'elle soit retenue.

Guy Mollet - Un mot, vite là-dessus, parce que je n'y répondrai pas tout à l'heure et je ne voudrais pas laisser l'impression que je ne réponds pas.
Oui, cela a été étudié, on cherche actuellement. Mais il est absolument impossible de trouver une solution matérielle pratique, car c'est un scandale, c'est vrai, que les dispensaires et les écoles soient détruits. Il y a eu dans un certain nombre de cas tentatives de justification de cet état de fait chez chertains rebelles, parce que des soldats avaient pu utiliser des écoles, des hôpitaux. C'est un nombre de cas très restreint et le rapport du syndicat des instituteurs lui-même le reconnaît.
Autrement dit, c'est systématiquement que les rebelles, que certains parmi les rebelles - tout à l'heure je dirai la distinction que je fais - font disparaître écoles, dispensaires, enfin, tout ce qui est français.
Alors, quels moyens peut-on nous proposer pour une sorte de convention genre Croix-Rouge, car c'est là l'idée de la proposition de notre camarade, avec des hommes qui se sont donnés comme objectif, justement de les faires disparaître parce que tels ? Si on m'offre une solution, nous sommes prêts à l'envisager, mais nous n'en avons pas trouvé.

Le président - La parole est à M. Begarra.

Joseph Begarra

Camarades, je m'excuse, mais je vais encore évoquer devant vous quelques questions portant sur l'Algérie, ce n'est pas notre faute si, actuellement, c'est le problème n°1 et si la vague algérienne frappe avec insistance les côtes de la Méditerranée.

Je vais poser, ou plutôt évoquer, certaines questions, mais je m'empresse de dire que je n'exige pas immédiatement une réponse, parce que je mesure toute la gravité et toute la complexité du problème algérien, et toute la difficulté que l'on rencontre à le résoudre.

Je ne pense pas que Guy Mollet puisse répondre dans le détail à toutes les questions posées. Pour certaines d'entre elles, le moment n'est peut-être pas opportun, et, à tout prendre, ce qui compte davantage à mes yeux, c'est l'exécution plutôt que l'exposé de ce que l'on va faire demain.

D'abord, il est quelque chose qu'il nous appartient de faire, à tous les Socialistes, c'est de faire connaître autour de nous sur ce plan l'heritage qui a été laissé au gouvernement Guy Mollet par ses prédécesseurs. Je ne crois pas qu'il puisse le faire, c'est à nous de le dire.

L'héritage est extrêmement lourd. Je vous cite simplement quelques chiffres, quelques exemples :

1er novembre 1954, on comptait à peine 500 fellagas dans l'Aurès ; Pierre Mendès-France était au gouvernement. Il a été remplacé par Edgar Faure, en février 1955, on comptait déjà quelques 2 000 fellagas, et quand, un an plus tard, en janvier 1956, Edgar Faure abandonnait le pouvoir, il y avait au moins 20 000 fellagas.

Voilà l'héritage laissé par les gouvernements précédents.

Ce qu'ils ont fait ? Oh ! ils ont fait des plans magnifiques, j'en connais pour ma part un certain nombre, le plan Mitterand déjà et ensuite le plan Soustelle, au moins trois, mais je vous demande de tous ces plans qu'a t-on appliqué pendant l'exercice gouvernemental sur 15 mois ?

Pour ma part, je ne vois que 2 ou 5 petites réformes : l'unification des polices, la création à Alger d'une école d'administration, ce sont de petites réformes intéressantes, mais elles ne sont pas à l'échelle du problème à résoudre.

L'on a fait des plans immenses, des plans complets, mais on a oublié tout simplement de demander au Parlement les moyens nécessaires pour les exécuter.

Première réalisation : depuis vendredi soir, le gouvernement Guy Mollet a les pouvoirs spéciaux qui lui permettront d'exécuter le plan Lacoste.

Et maintenant, je voudrais vous montrer la difficulté du problème.

L'insurrection algérienne s'est aggravée surtout pendant les périodes de crise ministérielle et surtout de crise parlementaire ; elle s'est aggravée quand Mendès-France a lâché le pouvoir, malgré nous, car nous l'avons soutenu, rappelez-vous l'avertissement que nous avions donné ! Que ceux qui ont renversé Mendès-France mesurent, et ils ne le font pas, les conséquences de cette chute sur le plan algérien : cela a été catastrophique.

Les populations elles-mêmes, les populations musulmanes elles-mêmes ont

considéré cette chute ministérielle comme un échec de leur propre cause.
M. Edgar Faure s'est attaché à la solution de ce problème, mais pas d'une façon très sérieuse, il a posé le problème devant l'Assemblée Nationale en octobre 1955. Un long débat s'est institué du 10 au 18 octobre et s'est terminé par le vote d'un ordre du jour qui tendait surtout à appliquer les réformes du statut de l'Algérie, non encore entré dans les faits, et qui laissait prévoir même un élargissement de ce statut. Et au lieu de se mettre au travail à une heure où la situation devenait grave, eh bien, M. Edgar Faure s'est tourné vers un autre problème : les élections anticipées, et puis la dissolution.
Eh bien, Camarades, dites le autour de vous, parce que c'sst la tiste réalité, le problème algérien à partir du décembre, pendant l'absence du pouvoir, pendant l'absence de l'Assemblée Nationale, s'est aggravée dans des proportions catastrophiques.
(Applaudissements)
Et maintenant, je vous le dis aussi, camarades, je sais que Guy Mollet ne s'accroche pas au pouvoir, et il n'y a vraiment pas de quoi étant donné les difficultés, je sais comme il l'a fait jusqu'ici, qu'il usera et abusera de la question de confiance, mais là aussi, je me permets de dire à Guy Mollet : "Pense à l'Algérie !" Nous ne pouvons en ce moment, pas seulement nous Parti Socialiste, mais nous peuple français, nous payer le luxe d'une crise ministérielle, en raison de ce qui se passe là-bas en Algérie. Nous n'avons pas le droit de mettre le gouvernement en vacance, ne serait-ce que pendant quelques jours, et une crise venait à s'ouvrir à l'heure présente personne ne peut dire dans quelle limite de temps elle pourrait être résolue, étant donné la composition actuelle du Parlement, résultat de la dissolution de M. Edgar Faure.
Il faudra penser à cela. Et, voyez-vous, si en ce moment, les populations algériennes, aussi bien européennes que musulmanes, n'accordent pas un crédit suffisant aux déclarations faites pourtant avec beaucoup de solennité, beaucoup de sérieux, c'est parce que l'on risposte de la manière suivante : C'est très bien, ce plan est très bien, ces moyens peuvent donner des résultats, mais pendant combien de temps ce gouvernement restera t-il au pouvoir pour mettre en œuvre le plan qu'il s'est proposé ?
Je passe à un autre sujet pour montrer la complexité du problème actuellement.
Ainsi que l'a dit Naeglen ce matin, un des objectifs essentiels à atteindre, c'est de rétablir la confiance parmi toutes les populations et de combler le fossé qui se creuse de plus en plus, de jour en Jour, depuis dix-sept mois, entre les deux populations.
Pour atteindre cet objectif, deux ordres de solutions sont proposés, s'adressant les unes plus spécialement à l'élément musulman, les autres à l'élément européen, car il est dans l'analyse des données algériennes deux faits dont il faut tenir compte : le fait musulman, mais aussi le fait européen, la proportion de ces deux éléments étant de l'ordre de 8 300 000 pour les Musulmans et 1 200 000 pour les Européens.
Je crois que pour rétablir la confiance auprès des Musulmans, il faut employer certaines mesures assez spectaculaires. On vous a proposé un plan de réformes

assez complet portant sur le domaine administratif, économique et social. Je retiendrai les réformes qui, à mes yeux, sont de nature à atteindre cet objectif : rétablissement de la confiance.
Je cite ; la réforme de la fonction publique, l'épuration administrative, l'amnistie.
À mon avis, ce sont les réformes qui peuvent montrer dans l'exécution que quelque chose est changé, que l'on est décidé à faire aux Musulmans la place qui leur revient. Mais c'est là que réside toute la difficulté de l'exécution.
Je prends la première réforme qui est la plus facile et qu'on a évoquée à cette tribune. Faciliter l'accession des Musulmans à la fonction publique, mais déjà vous voyez les réactions dans l'élément européen qui va vous parler des règles ordinaires de la fonction publique, qui va s'émouvoir de la limitation des emplois offerts aux fils des européens qui se trouvent encore actuellement en Algérie.
Je passe à la deuxième : épuration administrative. Vous savez, moi, dès le départ, j'avais dans l'idée une mesure très spectaculaire, je disais que l'on prenne un avion, et je m'excuse, je vais vous donner des noms, et que l'on embarque M. Laquier (?) ancien président de l'assemblée algérienne, M. Fauger (?) président de la fédération des maires d'Alger, de l'interfédération des maires d'Algérie, M. Régas (?), M. Gratien Faure, M. Gabriel Lambert, ex-abbé et ex-maire d'Oran avec quelques autres légumes de cette espèce et qu'on les expédie à Antsirabé ou ailleurs...

Guy Mollet - Tous sauf le dernier !

Joseph Begarra - Ce serait lui accorder trop d'importance, peut-être !
Ce serait spectaculaire, ce serait de nature à influencer favorablement les éléments européens, mais cela pourrait provoquer peut-être un mouvement de révolte chez les masses européennes concentrées dans les villes et il est un fait nouveau qui a été cité ici et qui est celui du 6 février.
Il ne faut pas donner le prétexte ou l'occasion que se reproduise un nouveau 6 février à Alger ou dans une autre ville – l'Algérie, parce qu'alors il y aurait de quoi désespérer d'une solution pacifique au problème algérien.
On a parlé du 6 février, vous savez je crois qu'à l'égard de la solidité du gouvernement de Guy Mollet, cela n'a eu qu'une influence heureuse. Je crois que cet exploit a contribué à consolider son gouvernement. Mais les conséquences sur le plan algérien sont désastreuses et on n'a pas fini de les mesurer.
Elles sont désastreuses, parce qu'elles ont compromis le départ de l'action gouvernementale engagée en Algérie.
Oui, si nous avons un retard de plusieurs semaines, c'est à cause du coup fasciste du 6 février à Alger.
(Applaudissements)
Guy Mollet pouvait d'abord par sa présence à Alger, par la présence du chef du gouvernement ce qui ne s'était pas produit depuis de nombreuses années, par un

appel pathétique à toutes les populations, pouvait sans cette opposition violente des européens aveugles d'Alger, provoquer une détente dans les coeurs et dans les esprits de toutes les populations algériennes. Cette action n'a pas pu être tentée et cela a retardé d'autant la solution.
Troisième point de nature à amener la confiance des Musulmans : l'amnistie.
Elle est prévue, elle est inscrite dans la déclaration de Guy Mollet, ici même, au Congrès de Puteaux. Il faudra la réaliser. Mais là aussi, il faudra prendre des précautions.
Il est certain qu'actuellement, dans les camps de concentration, il n'y a pas d'autre nom pour ces camps, sont enfermés des milliers de suspects pour la plupart innocents, parce que si l'on avait à retenir contre eux un fait précis, un crime ou un délit, ce n'est pas dans ces camps qu'ils seraient internés, c'est dans les prisons qu'ils seraient et ils auraient déjà été traduits devant la justice civile ou militaire.
Si l'on procédait à une libération massive, cela pourrait provoquer une détente chez les Musulmans, mais cela pourrait provoquer une réaction redoutable chez les européens qui sont les maitres des villes.
Il y a là, pour finir sur ce point, une question de mesure. Il faudra courir certains risques. Il faudra mesurer aussi exactement que possible, les réactions que l'on va produire dans l'un ou l'autre élément de la population et ce n'est qu'après avoir réuni ces renseignements, que l'on pourra réaliser ces réformes nécessaires.
Quant aux européens, je crois que l'élément le plus efficace pour amener la confiance chez eux, je vous le dis tout net, c'est l'action de l'appareil militaire sous les deux formes qui vous ont été définies : mission statique, mission de protection d'une part, et, d'autre part, mission opérationnelle, je n'insiste pas.
Et j'ajoute, parce que je le sais, parce que j'ai de nombreuses informations venant des milieux européens et des milieux musulmans, les européens, même les plus réactionnaires, sont prêts à accepter, non seulement les réformes économiques et sociales les plus hardies, mais même les réformes politiques.
Il est évident, des Camarades ont posé la question, que les seules réformes administratives, économiques et sociales, si elles sont de nature à ramener la confiance, ne peuvent pas régler le problème algérien, problème qui, au fond, est un problème politique. Et c'est par une solution politique d'ensemble qu'il faudra résoudre le problème si l'on veut amener la paix d'une manière définitive et la consolider.
Tous connaissez la thèse du parti, il faut préparer des élections désignant les seuls interlocuteurs valables qui définiront le contenu de la personnalité algérienne et aucune limite n'a été fixée à ce contenu, à ce futur statut de l'Algérie. Mais là encore, je me permets d'observer que les Musulmans dans leur immense majorité, ont perdu confiance dans la sincérité des élections et sur ce plan précis, il faut s'employer à rétablir la confiance auprès des Musulmans.
Je vous l'assure, parce que c'est vrai, les Musulmans ne croient pas encore à la promesse qui leur est faite que des élections libres leur seront garanties en Algérie trois mois après la fin des violences et des combats.

Collection Jean Daures

Avant d'en arriver à cette solution d'ensemble, il faudra procéder par des mesures limitées, mais précises et concrètes, parce qu'on n'accorde plus de crédit qu'aux faits, qu'aux questions concrètes et on n'attache plus beaucoup de crédit aux promesses verbales, aux discours qui sont faits.
Voici quelques propositions précises : il faudrait, partout où cela est possible, procéder à des élections partielles sur quelque plan que cela se situe, sur le plan municipal, sur le plan départemental algérien, ou même au delà, il faudra procéder à des élections témoins, de manière à faire la démonstration que l'on est décidé à assurer la sincérité du scrutin et ce n'est qu'après un certain nombre d'expériences localisées, limitées, que la confiance reviendra sur ce plan.
Je terminerai en disant qu'avant ces élections générales, tendant à déterminer, à désigner les interlocuteurs valables, il faudra peut-être procéder à une réforme municipale, et à des élections municipales, parce que je vous le dis tout net, si on laisse en place les maires actuels, dans leur immense majorité, quelle que soit la loi électorale, quelles que soient les précautions prises, quelles que soient les garanties offertes, les élections seront truquées par les maires qui sont passés experts en la matière.
Maintenant, je voudrais vous dire que depuis plusieurs semaines, comme beaucoup de militants d'Algérie, je vis dans l'angoisse, depuis trois jours, par contre, mon espoir renait. Ce n'est pas simplement par un sentiment personnel, c'est surtout par les nouvelles qui me viennent de là-bas, et il me semble que l'on assiste a un commencement de détente ; c'est localisé, c'est isolé, les renseignements sont réduits, mais c'est peut-être l'étincelle qui va déclencher la détente de demain.
J'ai confiance dans nos camarades au gouvernement, d'abord parce que le problème algérien est posé dans sa totalité dans ses éléments les plus divers et dans sa complexisté devant toutes les difficultés qui nous attendent.
J'ai confiance aussi parce que ce problème est abordé par tous les côtés, sur tous les plans, sur le plan purement algérien, sur le plan économique, sur le plan social et aussi sur le plan politique, la solution politique étant déjà esquissée.
Le problème est abordé sur le plan international et Christian Pineau nous a donné des précisions ce matin. Il est aussi abordé sur le plan intérieur de la métropole, parce qu'à la suite de ces déclarations lors du débat devant l'Assemblée nationale, l'opinion métropolitaine est informée de ce qui se passe en Algérie, l'opinion métropolitaine commence à connaître la réalité algérienne.
C'est parce qu'on a pris le problème à bras le corps que je vais confiance aux camarades que nous avons placés aux postés de responsabilité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Albert Gazier, ministre des Affaires sociales.

Albert Gazier

Camarades, le secrétariat du Parti m'a demandé de vous parler de la situation sociale et des mesures prises ou préparées par le gouvernement.
L'aspect social de l'action gouvernementale est, évidemment, l'un des moins

Collection Jean Bulles

difficiles. Personne ne peut le contester et pour ma part j'en ai parfaitement conscience.
Avant d'aborder le détail des mesures prises ou envisagées, je voudrais rappeler quelles sont les conditions dans lesquelles cette action est contrainte de se dérouler.
Le premier élément, c'est que la situation économique et financière, qui a été laissée par les gouvernements précédents, est au moins aussi mauvaise que celle décrite par nous dans la campagne électorale. Il en résulte que la marge disponible dans l'immédiat pour le progrès social est une marge réduite. Et les camarades qui penseraient qu'il est possible d'aller beaucoup plus loin que le programme du Parti ne l'a tracé, doivent bien se rendre compte qu'en émettant cette demande, ils rendent indirectement un hommage immérité aux gouvernements précédents et à l'Assemblée précédente, en supposant que la situation qu'ils nous ont laissée permet plus que nous sommes en train de réaliser.
La seconde considération élémentaire, c'est que le gouvernement actuel dispose d'une majorité précaire, qu'à tout moment, il doit s'attendre à voir sa majorité défaillir et qu'il doit donc procéder de manière à pouvoir, à tout instant, laisser derrière lui un certain nombre de réalisations acquises. Tout autre serait la situation s'il disposait d'une majorité stable, lui permettant d'envisager une action à longue envergure; alors, il pourrait consacrer l'essentiel de son activité à préparer les réformes profondes à effet plus lointain, mais certainement plus importantes ; mais dans l'immédiat, rien ne serait réalisé.
La troisième considération essentielle, c'est que l'Assemblée actuelle est au moins aussi mauvaise que la précédente, avec des attitudes tantôt démagogiques, tantôt réactionnaires, émanant souvent des mêmes individus. Je n'en citerai qu'un exemple : alors que le gouvernement de M. Edgar Faure avait fixé au 2 janvier la date des élections et avait décidé en même temps que le 2 janvier serait pour les travailleurs un jour chômé, férié et payé, il l'avait décidé par une triple illégalité. L'Assemblée actuelle émet la prétention de voir la charge du paiement de cette journée assumée non pas par les employeurs, mais pas l'Etat ; le raisonnement est d'ailleurs assez curieux ; il consiste à dire : "C'est l'état qui a commandé les élections le 2 janvier, c'est lui qui doit payer." Mais lorsque l'état paie, ce sont les contribuables ou les consommateurs, qui paient ! De sorte que, même si l'on suivait ce raisonnement, on ferait payer les frais de cette opération électorale par des gens qui ne l'ont nullement commandée. Et lorsqu'on sait qu'il s'agit d'une majorité de l'ordre de 3 pour 1 000 des salaires de l'année 1956, on comprend tout ce qu'il y a de démagogique dans une prétention de cette nature.
Si les milliards que représenterait ce paiement sont disponibles, ils doivent être consacrés à des taches beaucoup plus importantes que celle qui consiste à soulager les entreprises d'une charge extrêmement minime pour elles.
En considération de ces divers éléments, le Congrès de Puteaux a fixé un programme d'urgence. Ce programme d'urgence comporte les trois semaines de congés payés, la suppression des abattements des zones de salaires, et des

mesures destinées aux vieux. Où en sommes-nous ?
Sur les trois semaines de congés payés, il suffit actuellement de mettre d'accord les deux assemblées sur les modalités de la réforme, qui peut donc dès maintenant être considérée comme réalisée.
Pour les zones de salaires, le "Journal officiel" de ce matin publie les textes qui réduisent dans l'ensemble d'un tiers les écarts actuels, tant pour le salaire garanti de l'industrie et du commerce que pour le salaire de l'agriculture, pour les allocations familiales, avec des mesures analogues pour les fonctionnaires.
Pour ce qui est des vieux, vendredi l'Assemblée Nationale a adopté le texte qui, enfin, fait bénéficier ceux des vieux qui sont assurés sociaux des prestations de l'Assurance maladie, sans aucune limitation da durée. Cet article du programme peut donc être lui aussi considéré comme réalisé.
(Applaudissements)
Pour ce qui est maintenant du Fonds vieillesse, autant que cela dépend des seuls ministres socialistes, le projet doit être déposé avant la fin de la semaine sur le bureau de l'Assemblée.Nationale.
Je voudrais maintenant reprendre ces différents points.
Congés payés - Le Congrès de Puteaux a dit que le congé normal de 15 jours devait être porté à 3 semaines, et nous avons vu s'exercer la réaction cherchant à diminuer la portée de la réforme : en bref, la proposition était faite de découper le congé de trois semaines, journée par journée, de détacher au fur et à mesure de l'année ces journées, et la proposition a même été faite, dans une assemblée, d'appliquer la réforme à partir du milieu de l'année 57.
Puis, on a vu à côté s'exercer la démagogie. La démagogie consiste à dire : "Il faut ajouter une semaine supplémentaire à tous les congés, ceux qui ont un mois doivent avoir cinq semaines." Démagogie qui s'est exprimée dans les attitudes des députés communistes, et dans les attitudes de surenchère au moins égale des membres du Mouvement Républicain Populaire.
Je dois dire d'ailleurs qu'il faut être très indulgent à leur égard. Il faut comprendre que lorsque leur démagogie naturelle a été obligée, pendant quatre ans et demi, d'accepter un immobilisme total, il est bien normal qu'elle essaie de se dégager lorsque nous sommes au pouvoir !
(Applaudissements)
Eh bien, par l'attitude du gouvernement, par le fait que Guy Mollet a posé la question ue confiance à la fois contre les amendements démagogiques et contre les amendements réactionnaires, la volonté a été marquée de ne pas se laisser dépasser et de ne pas reculer.
D'ailleurs, je vous ai dit tout à l'heure que le programme social épuisait une marge limitée de réformes. Cela veut dire que si, sur un point, on était contraint de dépasser ce qui a été fixé, il serait inévitable, sur un autre point, d'aller moins loin que ce qui a été désiré. Donc, pratiquement ça ne servirait à rien.
Zones de salaires. La première étape, qui consicte en une réduction d'un tiers des écarts de zone peut être, je crois, considérée comme un pas important, en tout cas le plus important qui ait jamais été accompli dans le passé, et la preuve c'est que nous avons pu annoncer que ces mesures partiraient du 1er avril sans

Fondation Jean Jaurès

voir intervenir personne dans le pays, ce qui montre qu'elles ont été considérées comme sérieuses.
Le salaire garanti, dont l'écart maximum était de 12%, aura un écart maximum de 8%, avec compression proportionnelle des zones intermédiaires. Dans l'agriculture, mêmes mesures. Pour les allocations familiales, mêmes mesures. Pour les fonctionnaires, l'écart maximum est réduit à 8% et je dois faire observer que pour les fonctionnaires, contrairement à ce qui se passe dans l'industrie privée, c'est l'ensemble des rémunérations qui bénéficie légalement de la réduction des écarts de zones de salaires, alors que vous le savez, dans le secteur privé, ces salaires dépendent des conventions collectives, et qu'il n'appartient pss au gouvernement - qui n'en a d'ailleurs pas le de droit - de procéder à leur relèvement par voie d'autorité.
Pour les vieux, j'ai rappelé la mesure d'urgence qui a été prise. C'est une mesure importante que celle qui consiste à faire verser les prestations d'assurance-maladie sans limitation de durée, elle se traduit par plusieurs milliards de dépenses supplémentaires, dépenses qui augmenteront d'ailleurs au fur et à mesure de l'écoulement des années.
Fonds vieillesse. Le fonds vieillesse est évidemment le plus difficile, et c'est pour cela qu'il n'est pas venu dans les premières mesures. Certains camarades se sont dit : "Mais pourquoi est-ce qu'on commence, par les congés payés ?" Eh bien, on a commencé par les congés payés parce que c'était la mesure la plus rapidement réalisable et qu'il fallait, à tout moment, se placer dans l'hypothèse où un autre gouvernement succéderait à celui-ci et garder le souci de laisser à tout moment une réalisation derrière soi. Les zones posent des problèmes plus complexes, mais relativement simples, elles sont donc venues en deuxième position, et le Fonds vieillesse vient maintenant, à cause des problèmes délicats et compliqués que sa création soulève.
Et c'est une des conséquences du premier élément que j'exposais tout à l'heure : dans la situation économique et financière actuelle, avec le déficit budgétaire, avec une tension très forte ; sur les prix, il est évident que le Fonds vieillesse doit être sainement financé par des ressources égales et simultanées. Et ce financement pose des questions extrêmement difficiles.
Pourquoi ? Mais nous l'avons dit cent fois : nous disposons actuellement d'un système fiscal souvent absurde, toujours injuste, et difficilement utilisable. Ce système fiscal, nous avons dit notre volonté de le réformer, mais tout le monde sait bien qu'une réforme fiscale ne peut pas se décider en quelques semaines, et alors toute proposition qui tendrait à subordonner le financement du Fonds vieillesse à une réforme fiscale préalable, interdirait la réalisation du Fonds vieillesse au cours des prochains mois.
(Applaudissements)
Alors ? Il faut donc se servir des mauvais outils que l'on a entre les mains, des mauvais outils que l'on a entre les mains car il n'existe actuellement aucun impôt qui ne soit injuste et facilement critiquable, et pourtant nous sommes obligés de trouver une solution dans cette situation.
Il en résulte que le financement qui sera arrêté sera un financement de

dépannage, un financement provisoire dans l'attente des recettes supplémentaires qui pourront être tirées de la réforme fiscale à réaliser.
Néanmoins, il faut des recettes urgentes.
A l'heure actuelle, le choix n'a pas été arrêté. Beaucoup d'hypothèses ont été envisagées, et certaines de ces hypothèses ont été transfigurées dans la presse, exploitées ; vous savez bien que cette exploitation a été commandée par un souci tout à fait étranger à la défense des vieux travailleurs, dont la situation est misérable, comme vous le savez tous, mais au contraire par un souci de protection d'intérêts sordides et convenablement organisés.
Ce que je puis dire aujourd'hui, c'est que si, dans les hypothèses retenues, figure pour partie du financement une taxe sur les automobiles, elle n'aura en tout état de cause pas l'importance qui lui a été donnée, qui lui est, donnée encore, dans un certain nombre d'articles de la presse d'information et de la presse spécialisée.
Mais voyez-vous, la campagne qui est actuellement entreprise dans le pays consiste à ne vouloir présenter aux Français qu'un seul aspect du Fonds vieillesse, celui de son financement, et à vouloir dissimuler quelle est la contre-partie de ce financement.
Je reçois, au ministère des Affaires sociales, un courrier de plusieurs centaines de lettres par jour, et la plus grande partie de ces lettres ont trait au Fonds national de solidarité pour les vieux. J'en fais deux tas : l'un, de ceux qui protestent contre des mesures dont ils ne peuvent pas connaître le détail, puisqu'elles ne sont pas arrêtées, l'autre, de ceux qui dépeignent la situation tragique dans laquelle ils sont actuellement. Il existe en France plus de 2 millions de vieux et de vieilles qui n'ont pas 50 000 frs par an pour vivre, tout le monde sait que dans les hôpitaux, se trouvent des vieux et des vieilles qui ne sont pas malades ou qui sont guéris, et que l'on n'ose pas renvoyer de l'hôpital, parce que ce serait les jeter dans la faim, dans le froid et dans la mort.
Eh bien, je dis que ces deux séries de réclamations n'ont pas la même valeur, qu'il existe des priorités, que la situation dans laquelle on a laissé les vieux et les vieilles de France est une situation humiliante pour le pays, une situation que des Socialistes ne peuvent pas se permettre de laisser se perpétrer et que leur devoir essentiel… (applaudissements)… est de remédier aux injustices les plus criantes.
On a beau se boucher les oreilles avec les papiers des défenseurs de tous les intérêts opposés, on ne peut pas faire que ce cri de ces vieux et de ces vieilles ne vienne pas vous transpercer, et vous demander de réaliser cette réforme modeste, mais qui est impatiemment attendue.
Beaucoup de ces lettres dont j'ai parlé se terminent par la phrase : "Dépêchez-vous, faites vite, nous ne pouvons plus attendre, nous ne pouvons plus faire en sorte que le jour où l'allocation supplémentaire sera donnée, nous ne soyons dans la tombe et dans l'impossibilité d'en profiter. Hâtez-vous." C'est un cri d'urgence et de désespoir qui nous est adressé. Eh bien, ces choses doivent être dites à la nation.
Je n'arrive pas à comprendre encore comprit, au moment où des colonnes sont pleines de commentaires presque toujours inexacts, sur des modalités de

financement, aucun journal jusqu'à présent n'ait entrepris la grande enquête dans les bureaux d'aide sociale, dans les hôpitaux, dans les foyers de vieillards, pour montrer au pays quelle est la détresse abominable de nos vieux !
(Applaudissements)
Voilà donc comment se présente véritablement cette question.
Il en est d'autres. Les camarades ont parlé ce matin des salaires en Algérie ; d'autres pensent légitimement aux salaires très misérables qui sont encore payés dans les départements d'Outremer. Pour l'Algérie, vous avez appris que, parmi les dispositions arrêtées hier au soir par le Conseil des ministres, figure une augmentation de 25% des salaires agricoles. J'ai entendu parler ce matin des salaires industriels. Il existe un problème, c'est vrai. Ces salaires sont inférieurs à ceux de la plus basse zone de la métropole, c'est vrai, mais la situation prioritaire est celle, effroyable, dans laquelle se trouve aujourd'hui l'immense majorité des travailleurs agricoles des quatre départements de l'Algérie, c'est celle qui nécessite des mesures immédiates, qui ne peuvent être retardées. Dans les départements d'Outremer, la situation est à peu près la même. Certes, les départements d'outremer ne sont pas classés dans des zones de salaires, mais il n'en est pas moins vrai que l'écart qui sépare les salaires pratiqués là-bas et ceux de la plus basse zone de la métropole est un écart considérable, et que nous devons, malgré les réticences qui se manifestent et qui se traduisent quelquefois au sein du gouvernement par les interventions des ministres qui ne sont pas Socialistes, que nous devons faire tout pour que soit poussée au maximum la revalorisation dans ces départements.
(Applaudissements)
Quand je dis salaires, je parle de l'ensemble de la rémunération salariale, parce qu'on pourrait appliquer à la Sécurité sociale et aux allocations familiales le même jugement que celui que je viens de résumer sur les salaires, appelant les mêmes solutions.
Vous savez que, dans d'autres domaines, un certain nombre de mesures ont été prises dans la métropole.
La législation qui permet d'indemniser les victimes des intempéries a été poussée plus largement qu'elle ne l'avait jamais été jusqu'à présent. Enfin, les salariés des entreprises où il n'y a pas plus de 5 employés, ont pu bénéficier de ces indemnités, à la suite des arrêts de travail provoqués par le gel et par le froid.
Vous savez que notre ami Minjoz a fait adopter par le Conseil des ministres une proposition d'amnistie concernant les conflits du travail.
J'en viens maintenant à ce que doit être la suite de notre action gouvernementale. J'en profite pour dire que la presse, - excusez-la d'aiileurs, car elle croit, elle ne sait pas encore que ce gouvernement est très différent des autres, - a voulu en maintes circonstances opposer le ministre des Affaires sociales et le ministre des Affaires économiques et financières. Elle l'a fait en ce qui concerne les zones de salaires et les congés payés, elle le fait aujourd'hui en ce qui concerne le Fonds vieillesse.
Approuvant intégralement et complètement sur un point ce qu'a dit tout à l'heure Guy Mollet à ce sujet, je tiens à dire très nettement qu'il a rarement

existé dans notre histoire un ministre aussi chaudement partisan du progrès social que notre camarade Ramadier, et que ceux qui écouteraient un certain nombre de conversations qui se déroulent au sein du gouvernement, s'ils n'étaient pas très renseignés sur l'attribution de tel ou tel portefeuille, ne sauraient pas, de l'exposé des arguments employés par Ramadier, s'il est ministre des Affaires financières, ou s'il est ministre des Affaires sociales...

Eh bien, camarades, voilà pour le programme d'urgence. Mais il est bien évident que l'action socialiste ne peut pas se borner à cela.

Eh bien ! Camarades, voilà pour le programme d'urgence, mais il est bien évident que l'action socialiste ne peut pas se borner à cela. Notre but est d'utiliser toute la marge actuellement disponible pour le progrès social, mais, en même temps, de créer les conditions qui permettront des progrès sociaux plus importants.

Et c'est pourquoi d'autres trains de mesures sont en préparation.

D'abord, le plus rapidement possible, la modification de la législation sur les conventions collectives, afin d'en permettre la multiplication.

En raison de la situation financière et économique dont je vous ai rappelé la gravité, il n'est pas possible, dans l'immédiat, sous peine de provoquer des catastrophes dangereuses pour les travailleurs, de procéder à un relèvement du salaire garanti, vous le savez, et vous ne l'avez pas demandé au Congrès de Puteaux. Mais les conventions collectives permettent d'adapter le niveau des salaires aux possibilités réelles de chaque branche d'industrie ou de chaque entreprise. Or, les conventions collectives se signent dans une mesure insuffisante. La puissance synclicale n'a pas les moyens d'être réellement informée sur les situations réelles des industries en cause. Il faut les lui donner, ces moyens, et le programme du gouvernement, est celui du Parti, c'est-à-dire l'application des mesures d'expertise qui ont été préconisées dans un texte préparé par la Commission nationale d'étude, il y a un certain nombre de mois.

Figurent également dans les mesures à moyen terme : le placement des diminués physiques, le statut des travailleurs à domicile et la lutte contre le travail noir, l'amélioration de la sécurité sociale, la normalisation des rapports entre ces organismes et les différents corps de santé, et enfin, des mesures propres à faire bénéficier les assurés du remboursement convenable des frais qu'ils dépensent pour se faire soigner. Et nous en sommes fort loin, vous le savez.

Figurent également la réforme hospitalière et un certain nombre de mesures d'ordre secondaire.

Mais notre action doit aller plus loin encore. Nous devons profiter des possibilités actuelles pour faire comprendre à l'ensemble de la nation que l'on ne peut plus continuer, en 1956, à gouverner les entreprises selon les méthodes de la monarchie constitutionnelle, que l'être humain a pris une conscience plus grande que jamais de ses droits dans la gestion économique et sociale de l'économie toute entière.

Or, aujourd'hui encore, le même patron, qui, ayant une machine de trop dans ses ateliers, essaie de la monnayer au plus haut prix, et se garde bien de la mettre sur le trottoir, lorsqu'il a un personnel excédentaire, n'hésite pas une seconde à le

Fondation Jean Jaurès

jeter brusquement à la rue et le mettre à la charge de la collectivité.
Les mesures qui sont prises en fonction même des lois du régime capitaliste, pour le placement du matériel excédentaire, doivent à plus forte raison être prises pour le licenciement du personnel en surnombre. La législation actuelle est très peu efficace, elle donne tout de même un certain nombre de moyens d'intervention. Mais Minjoz et moi-même nous avons donné comme instruction aux inspecteurs de travail de refuser l'autorisation de licencier chaque fois que la direction de l'entreprise n'aura pas pris les mesures sérieuses, raisonnables, et suffisantes, pour placer le personnel dont elle n'a momentanément plus besoin. Et il faudra aller le plus loin possible, pas tellemment dans les textes, mais surtout dans la réalité, pour nue le personnel soit associé davantage à la direction, à l'organisation des entreprises et de l'économie toute entière, pour vaincre cette coalition du patronat et du bolchevisme, tous deux d'accord pour refuser aux travailleurs le droit d'accéder à la gestion de l'économie nationale.
Car le régime capitaliste et le bolchevisme ont ce point commun que l'un et l'autre n'admettent pas la démocratie économique et sociale. Et, égalemant éloignés de l'un et de l'autre, nous voulons, nous, la démocratie sociale. Nous voulons créer un régime économique et social dans lequel l'homme aura les mêmes droits qu'il détient dans une démocratie sur le plan politique. Et cela est une tâche longue, difficile, qui ne consiste pas seulement dans des textes ou dans des règlements, mais qui cherche à modifier des états d'esprit, à faciliter les accords, à multiplier les conventions, à faire jouer l'arbitrage volontaire et à inciter les organisations professionnelles à y recourir. En un mot, l'action socialiste, telle qu'elle peut être comprise dans les conditions présentes, consiste à faire cesser les injustices les plus grandes et à préparer les grandes mesures qui le sort de la classe ouvrière de notre pays.
(Applaudissements)

Le président - là parole est à Gaston Defferre.

Gaston Defferre

Camarades,
La situation dans les territoires d'Outremer, c'est-à-dire en AOF, en AEF, à Madagascar, en Océanie, à Saint-Pierre-et-Miquelon, est heureusement fort différente de ce qu'elle est en Afrique du nord ou de ce qu'elle a été en Indochine.
Mais le calme apparent qui règne dans ces territoires ne doit pas nous empêcher de percevoir le grave malaise qui règne chez les populations, dans les populations des territoires d'Outremer.
Ce malaise, ce mécontentement, cette inquiétude, cette impatience, sont dûs au fait que les gouvernements précédents ont fait et répété des promesses qui n'ont pas été tenues.
Rien n'est plus grave que de susciter une espérance qui est déçue peu de temps après. Les gens à qui les promesses sont faites, et quels qu'ils soient, qu'il s'agisse la métropole ou qu'il s'agisse de l'Outremer, passent du sentiment de

Fondation Jean Jaurès

l'exaltation à celui de l'abattement et parfois, ensuite, très vite, de la colère à la révolte.
En arrivant dans ce ministère, j'avais le choix entre deux attitudes : l'une, qui était celle de presque tous mes prédécesseurs : partir en voyage de tourisme ministériel, pour l'Afrique Noire, pour Madagascar, faire des discours, sinon éloquents, en tout cas abondants en promesses, en espérant satisfaire ainsi ces populations.
En gérant de mon mieux le département qui m'était confié, j'aurais pu avoir la réputation d'un ministre sérieux, et, aux jeux des modérés, d'un homme prudent. J'aurais pu trouver à cette attitude un bon prétexte, j'aurai pu dire, comme l'ont fait tous mes prédécesseurs, que je n'avais pas le droit de modifier la Constitution, et j'aurais pu, comme on l'a fait, faire travailler telle ou telle Commission à l'étude de la réforme de la Constitution pour nous orienter vers une forme de République différence de la République actuelle.
Eh ! bien, camarades, d'accord avec Guy Mollet, j'ai pensé que le devoir d'un Socialiste à la tête de ce département de la France d'Outremer était d'agir autrement et c'était de moins s'embarrasser de soucis juridiques, de respect formaliste, d'interprétation trop stricte de la Constitution, mais d'essayer de changer, et dans les moindres délais, les institutions des territoires d'Outremer.
Et c'est ainsi que j'ai été amené à déposer, eu nom du gouvernement, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, un projet de loi-cadre dont la discussion commencera mardi, après quelques difficultés qui se sont produites pendant toute la journée de vendredi, puisqu'il a fallu renverser 3 fois les propositions de la conférence des présidents pour arriver à obtenir que cette discussion vienne, car les modérés n'avaient pas du tout envie de la laisser venir. J'ai été amené à déposer un projet de loi-cadre. C'est une méthode qui, aux yeux de certains, n'est pas une méthode très démocratique, puisqu'elle va permettre au gouvernement de réaliser par décret de profondes réformes dans les institutions des territoires d'Outremer, non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans le domaine administratif de la fonction publique, et dans le domaine économique.
Je l'ai fait parce que l'expérience m'a appris que, quand on s'en tenait à la procédure parlementaire classique, on était toujours dépassé par les événements. Il a fallu 3 ans pour faire voter la loi sur la réforme municipale dans les territoires d'Outremer ; il a fallu 4 ans pour faire voter la loi sur la réforme, plus exactement sur l'application du code du travail dans les territoires d'Outremer.
Et alors que des projets ont été déposés pour la création de communes rurales, d'organisation de districts, c'est-à-dire d'organisation politique et administrative de ce qu'on appelle "la brousse", alors que des projets ont été déposés depuis 1954 - et certains ont été discutés à l'assemblée de l'Union Française depuis 1951 - rien n'a été voté, et, bien entendu, rien ne été mis en application dans les territoires d'Outremer à ce sujet.
Je pense que nous avons le devoir de ne pas attendre qu'il soit trop tard. Il faut que l'on sache que quand il y a un gouvernement à direction socialiste il n'attend paa pour agir que le sang ait coulé ou que la révolte ait grondé. Nous

devons faire la preuve, devant les populations des territoires d'Outremer, que nous nous penchons sur leur sorte sans attendre, qu'elles réclament avec la force, la violence, ou même la colère, qu'ont eue à manifester certaines populations d'Outremer pour arriver enfin à faire entendre leur voix.
La réforme que je propose est une réforme d'ensemble qui touche à la fois au domaine politique, au domaine administratif, et au domaine économique.
Dans le domaine politique, elle tend à crier ce qu'on appelle "des conseils de gouvernement". Vous savez sans doute que les territoires d'Outremer ont à leur tête - et c'est le représentant du pouvoir exécutif - un gouverneur qui est en quelque sorte notre préfet, avec des pouvoirs plus larges. Depuis longtemps, nos amis, et en particuliers nos amis africains - et je tiens à saluer et à remercier nos amis de la fédération du Sénégal qui sont ici, et notamment Diop Obeye qui a pris la parole tout à l'heure - attendent, depuis maintenant bientôt 10 ans, que l'on crée, à côté du gouverneur et autour de lui, ce qu'on appelle un conseil de gouvernement, ce qui est en réalité une sorte de petit Conseil des ministres dans lequel siégeront, d'une part des élus des territoires d'Outremer, et, d'autre part, les fonctionnaires.
Des institutions de ce genre ont été prévues par certains de mes prédécesseurs pour le Togo et le Cameroun, mais ils les avaient conçues de telle sorte que les fonctionnaires métropolitains étaient en majorité dans ces conseils de gouvernement, et que des élus africains qui y siégeaient n'avaient pouvoir de contrôle ou d'enquête, n'avaient pas de véritable pouvoir de gestion.
Je les ai, en ce qui me concerne, conçues tout autrenent, avec une majorité pour les africains, et en donnant à ces conseillers du gouvernement un véritable pouvoir de gestion sur le département qui leur est confié.
En agissant ainsi, j'ai rencontré de graves difficultés auprès des modérés et même auprès de certains membres de la majorité gouvernementale qui sont venus, la semaine dernière, me faire état de l'émoi, de l'inquiétude qu'ils ressentaient en présence des projets que j'avais exposés devant la Commission des territoires d'Outremer.
Et comme j'insistais auprès d'eux sur l'urgence qu'il y avait à réaliser une réforme comme celle-là, ils m'ont fait la réponse qu'ils font habituellement, ils m'ont dit : " Mais nous sommes d'accord avec vous, vous le savez bien, pour réaliser cette réforme, seulement, vous allez trop vite, il faut attendre, il faut manager les étapes" Et je leur ai répondu : " C'est en attendant trop longtemps qu'en Indochine et en Afrique du nord on connaît les troubles qui s'y sont produits".
(Applaudissements)
"Je sais parfaitement que si je vous écoute j'attendrai, et puis mon successeur, qui n'aura sans doute pas les mêmes idées que moi, lui, n'aura pas à attendre, parce qu'il n'entreprendra pas la réforme, et on ne réalisera. Et c'est pourquoi il faut profiter des circonstances actuelles - leur ai-je dit - pour essayer d'accomplir cette réforme".
A côté de ces Conseils de gouvernement, je voudrais créer des communes rurales, des assemblées de districts ; dans la brousse il n'existe actuellement

aucune organisation politique, aucune organisation administrative. Il faut également donner aux hommes qui habitent la partie rurale des territoires d'Outremer le droit de s'exprimer.
Enfin, et, dans le domaine politique, c'est le dernier aspect du problème, le projet que j'ai fait prévoit, et c'est dit expressément, c'est dit en toutes lettres dans la loi-cadre, de donner aux assemblées territoriales qui sont les Conseils généreux des territoires d'Outremer, qui ont déjà une compétence plus étendue que nos Conseils généraux, de leur donner plus de pouvoirs encore dans certains domaines.
Ces assemblées territoriales n'ont qu'un pouvoir consultatif, il faut qu'elles aient un pouvoir délibératif.
Il faut aussi, et c'est possible, par la loi-cadre, déclasser un certain nombre de questions qui appartiennent actuellement au domaine législatif pour les faire passer dans le domaine réglementaire, et ainsi, les faire tomber dans la compétence des assemblées territoriales. En agissant ainsi, on dotera ces assemblées d'un véritable pouvoir, non geulement délibérant, mais d'un pouvoir étendu, puisque leur compétence sera notablement accrue.
Par cet ensemble de réformes politiques, nous allons pouvoir être enfin fidèles à la promesse qui a été faite dans la Constitution et qui a consisté à dire que nous devions faire en sorte que les populations des territoires d'Outremer soient peu à peu amenées à apprendre à administrer elles-mêmes leurs propres affaires.
Avec les Conseils de gouvernement, avec les Conseils de districts, avec les Assernblées territoriales à compétence étendue, ce sont les représentants clés populations d'Outremer qui vont enfin pouvoir s'occuper eux-mêmes de leur gestion de leurs propres affaires, à côté des représentants du Pouvoir exécutif de la métropole.
Dans le domaine de la fonction publique, une vaste réforme devra être faite, à la fois pour mettre à la disposition des Conseils de gouvernement les fonctionnaires dont ila ont besoin, et il faudra que les fonctionnaires - je m'excuse de cette expression brutale - qu'ils soient blancs ou noirs, soient sous les ordres du Conseil du gouvernement, et que le conseiller du gouvernement qui se trouvera à la tête du service, par exemple du service agricole, ait sous ses ordres l'ensemble des fonctionnaires qui dépendent de ce service ; pour cela il faudra accomplir une vaste réforme de la fonction publique dont je ne peux pas ici exposer tous les détails, mois je tiens à dire seulement deux choses, à la fois pour nos amis africains et pour nos amis métropolitains :
D'une part, que cette réforme sera conçue de telle façon que la réforme politique soit une réalité, qu'elle ne soit pas un leurre, car la réforme politique sans la reforme administrative ne serait qu'une illusion.
D'autre part, que les garanties soient données aux fonctionnaires. Monsieur Teitgen, mon prédécesseur, dans un projet qui n'a d'ailleurs, en définitive, jamais vu le jour, mais qui avait couru dans les services, avait parlé de dégagement des cadres. Eh bien ! je considere personnellement que quand un homme rentre dans la fonction publique, il y entre parce qu'il sait qu'il a certaines garanties, que ces garantie, on n'a pas le droit de les lui enlever en

Collection Jean Jaurès

cours de carrière.
D'autre part, nous savons parfaitement que si les députés votent les lois, si les gouvernements cherchent à les faire appliquer, ces lois ne reçoivent une véritable application que si les fonctionnaires qui sont chargés sur place - je peux presque dire "sur le tas" - d'appliquer ces textes savent qu'ils peuvent les appliquer sans danger pour eux-mêmes.
Vouloir concevoir une évolution des territoires d'Outremer sur le dos et au détriment des fonctionnaires, c'est non seulement manquer à la parole qui a été donnée par l'Etat français, mais c'est ausoi faire en sorte que ces fonctionnaires mettent une telle mauvaise volonté à l'application de ces textes que c'est savoir à l'avance qu'ils ne sont pas véritablement appliqués.
Et c'est pourquoi cette réforme de la fonction publique doit tenir compte de ces deux principes, principe d'efficacité et garantie à tous les fonctionnaires qui sont dans la fonction publique d'Outremer.
Dans le domaine économique, toute une série de réformes sur le détail desquelles je ne veux pas insister, est également prévue par le projet de loi-cadre.
Bien entendu, il s'agit d'abord, et avant toute chose, d'élever le niveau de vie de ces populations, car il ne servirait à rien de leur donner un pouvoir politique, une plus grande liberté d'expression, une participation à la gestion de leurs propres affaires, si, par ailleurs, on ne faisait rien pour élever le niveau de vie de ceux qui, actuellement, connaissent encore la misère, le chômage ou l'ignorance.
Dans ce domaine majeur, les premières décisions du gouvernement ont déjà été prises ; c'est, l'autre jour, notre ami Ramadier - auquel Gazier rendait tout à l'heure si justement hommage - qui, mandaté par Guy Mollet, Présidait un comité interministériel au cours duquel de très importantes décisions ont été prises pour mettre en valeur les richesses naturelles de certains territoires d'Outremer.
Il faut, par ailleurs, dans le domaine économique, prévoir toutes les mesures qui sont susceptibles d'augmenter le niveau de vie, non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes.
Il est assez curieux de constater, à cet égard, que certains problèmes se posent là-bas comme ici ; notamment quand il s'agit de la distribution du crédit dans les communes rurales, on s'aperçoit que ce crédit est distribué qu'à ceux qui en ont le moins besoin, c'est-à-dire à ceux qui sont les plus riches, à ceux qui offrent le plus de garanties. Il faut, en transformant la structure de ce qu'on appelle "les sociétés de prévoyance", en créant un système de caution mutuelle, en créant un système de warrant agricole, permettre aux petits et aux moyens cultivateurs des territoires d'Outremer d'obtenir le crédit dont ils ont besoin pour développer leur production.
Il faut aussi, dans le domaine économique, se préoccuper des questions monétaires, - je ne veux pas en parler - et d'autres aspects de la réforme du crédit.
Voilà, camarades, l'ensemble des mesures de fond qui sont prévues par un texte que je ne veux pas détailler devant cette assemblée, qui a hâte, je pense,

d'entendre les conclusions qui seront tirées par Guy Mollet.
Je voudrais toutefois ajouter un mot. J'aurais pu me contenter, en établissant cette loi-cadre, en prévoyant cet ensemble de réformes constitutionnelles très vastes et très profondes et qui va incontestablement transformer la structure des territoires d'Outremer, et sans doute amener un climat entièrement nouveau dans ces territoires, j'aurais pu me contenter de cela.
J'ai pensé que ce n'était pas suffisant, et qu'il fallait ajouter à cet ensemble des réformes, autre chose, qu'il fallait y inclure une réforme qui, je le sais, tient au coeur des africains, peut-être plus que toute autre : le suffrage universel qui n'existe pas dans ces pays où seulement certains ont le droit de vote, et le collège unique.
Et c'est à cet égard que j'ai ajouté au projet de loi un titre II et un titre III, qui prévoient l'établissement du suffrage universel et du collège unique.
En ce qui concerne le collège unique, il est prévu qu'il sera immédiatement applicable pour les élections législatives et pour les élections municipales. Il y a eu une grande acception dans les territoires d'Outremer quand, l'Assemblée Nationale ayant voté le principe du collège unique au mois de décembre, ou au mois de novembre, les élections ont eu lieu avec le double collège, à la suite de la dissolution. Les populations d'Outremer ont eu l'impression d'avoir été trompées par le Parlement et par le gouvernement français, et c'est pourquoi je pensais qu'il était indispensable que notre gouvernement propose tout de suite l'établissement du collège unique.
En ce qui concerne les assemblées territoriales, le texte prévoit une restriction. Nous avions, nous, les Socialistes, les ministres Socialistes unanimes, prévu que le collège unique serait immédiatement applicable pour les élections, à toutes les assemblées, y compris les assemblées territoriales, en Conseil des ministres. Nous nous sommes heurtés à l'opposition de certains représentants d'autres formations politiques qui siègent avec nous et qui nous ont demandé de faire une concession.
Nous avons accepté de faire cette concession, j'ai moi-même accepté de faire cette concession et M. Aufrette (?), qui m'a aidé beaucoup pour l'établissement de ces textes, a lui-même accepté de faire cette concession et M. Aufrette est d'un milieu africain, il est président du Rassemblement démocratique africain.
Cette concession consiste à dire que le collège unique ne sera applicable, en ce qui concerne les assemblées territoriales, que quand les nouvelles institutions seront entrées en fonctionnement.
Eh bien, je peux vous dire aujourd'hui, camarades, puisque c'est à partir de mardi que la loi-cadre sera en discussion devant l'Assemblée Nationale, que je veux espérer que, dans quelques semaines, cette loi-cadre sera votée, que les décrets d'application sont d'ores et déjà préparés par les services. Je les ai fait faire non seulement pour gagner du temps, mais aussi parce que, il faut tout prévoir, si dans quelques jours ou dans quelques semaines nous sommes renversés, le successeur qui arrivera rue Oudinot trouvera les décrets tout prêts et il risque l'avoir un peu de peines à obtenir des services qu'ils remettent sur le chantier tout le travail qui a été fait. J'ai pensé que cette précaution n'était peut-

être pas inutile, à la fois pour aller plus vite et en pensant à ce qui se passerait si j'étais amené à quitter la rue Oudinot.
Les institutions seront rapidement mises en place et je peux dire que, dans la plupart des territoires, le collège unique sera applicable avant les prochaines élections, c'est-à-dire avant la date à laquelle seront renouvelées les assemblées territoriales.
Ainsi, camarades, en présentant au Parlement cet ensemble de réformes institutionnelles, politiques, adinistravives, économiques et même en prenant l'initiative d'une reforme électorale qui, en réalité, n'appartient pas au gouvernement, qui est du domaine propre aux assemblées, au Parlement, le gouvernement à direction Socialiste a, je crois, répondu aux espoirs qui étaient placés en lui par nos camarades de la France d'Outremer.
Mardi, le débat commencera.
Je m'attends à de graves difficultés car depuis quarante huit heures, et notamment depuis qu'étant allé à la Commission de la France d'Outremer, où j'ai exposé plus un détail que le viens de le faire, ce que seraient les décrets d'application, les modérés sont entrés, je ne dirai pas en transes, le mot est peut-être un peu fort, mais en émoi, je sais qu'à l'Assemblée Nationale je rencontrerai une forte opposition, Je sais qu'au Sénat cette opposition sera plus violente encore car si ce texte est voté, c'en est fini des sénateurs qui sont élus avec 8 ou 10 voix par les 8 ou 10 blancs de deuxième collège qui votent dans les conditions que vous connaissez.
(Applaudissements)
Comme il est toujours difficile de demander aux gens de se faire hara-kiri, comme il est même parfois cruel de leur demander de se sacrifier, sinon sur l'autel de la patrie, en tout cas aur l'autel de la bonne entente, de la confiance réciproque entre les territoires d'Outremer et la métropole, je sais que j'aurai de graves difficultés, mais ce que je tiens à vous dire, c'est que ces difficultés, le gouvernement est décidé à les surmonter. Le Conseil des ministres d'il y a huit jours a accepté, si c'était nécessaire, de poser la question de confiance pour permettre à ce texte d'être voté par l'Assemblée Nationale.
Le gouvernement de Guy Mollet est décidé à tout mettre en œuvre pour rétablir antre les populations des territoires d'Outremer et la métropole, un véritable, sincère et durable climat de confiance, de prospérité et de paix.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Paul Ramadier.

Paul Ramadier

Mes chers camarades, lorsque je suis entré dans cette salle, j'ai entendu qu'il était question de moi.
Je n'ai pas très bien compris, mais je suppose que l'orateur qui était à la tribune, admettait, imaginait que j'étais dans le jardin du Luxembourg, en train de lancer des petits ballons dans l'atmosphère.
(Rires)

Contribution Jean Jaurès

Ce camarade est plein d'excuses pour ma jeunesse.
(Rires)
Il voudra bien me permettre de dire qu'il ne faut pus confondre ce que disent les ministres de gouvernement socialiste et les Socialistes du gouvernement et ce que disent les journaux, et qu'ils leur attribuent. Gazier vous a dit, tout à l'heure, qu'en vérité sur un certain-nombre de points, des intérêts sont en éveil.
Lorsqu'on a lancé une campagne concernant un impôt possible sur les automobiles, croyez-moi, il y avait derrière cette campagne des intérêts. Un certain jour, tous les garagistes de France ont reçu, par télégramme, un ordre de mobilisation et, bien entendu, comme on ne sagait pas quels étaient les projets du gouvernement, non seulement on les a imaginés, mais encore, après les avoir une première fois imaginés, on en a un peu rajouté.
Ce n'est pas le seul point d'ailleurs sur lequel j'ai vu des intérêts se mobiliser. Dans d'autres cas, il s'agissait d'opérations qui devaient avoir sur la bourse une conséquence immédiate et qui, prenant d'un texte un mot, ou même l'imaginant complètement, lançaient par hasard dans les journaux du matin une nouvelle qui entraînait une certaine fluctuation de cours, malgré les démentis qui allaient venir le soir.
Par conséquent, mes chers camarades, je vous demande de faire un peu attention et de ne pas tomber dans les pièges.
Vous dirai-je que la situation que nous avons trouvée était de premier ordre ? Je vais vous en faire un rapide tableau : un déficit anticipé... 440 milliards, mais avec tout de même une certaine faculté de développement, et j'ai eu entre les mains une étude fort savante dans laquelle on démontrait que, pourvu que le déficit fut de 5% environ du revenu national, peu importe qu'il montât jusqu'aux cîmes, et l'on prévoyait qu'en 1960, il pourrait sans dommage arriver aux alentours des 1 000 milliards !
Ai-je besoin de vous dire qu'à la fin le l'année dernière, les prix, qui étaient restés stables pendant l'année 1953, et l'année 1954, et le début de 1955, sont entrés en mouvement ; peut-être bien, sans aucun doute, sous l'influence de la conjoncture internationale, mais peut-être aussi sous l'influence d'un certain nombre de mesures qui ont été prises avant d'avoir été étudiées, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'ont pas été étudiées, mais ça a été après... Et on a vu ainsi se déclancher, à partir de septembre, un certain nombre de hausses qui se sont accentuées de telle sorte que les menaces d'inflation qui, jusqu'au milieu de l'année dernière avaient épargnées notre pays, lorsqu'elles se développaient en Angleterre, en Allemagne, dans les pays scandinaves, aux Pays-Bas, en Belgique, tout de même commençaient à effleurer la France et nous avons trouvé un système de prix, un régime de prix assez fragile quand nous sommes arrivés au pouvoir.
Nous avons eu, par-dessus le marché, ce dont évidemment il ne faut rendre responsable que Dieu le Père ou Jupiter, les gelées, mais si les gelées étaient arrivées dans un climat économique plus serein, eh bien, il n'y aurait pas eu, sans aucun doute, la flambée des prix à laquelle elles ont donné lieu et que nous avons, à l'heure actuelle, beaucoup de peine à faire retomber.

Ajouterai-je encore que s'il y a incertitude sur le régime des prix, et s'il y a, d'autre part, une situation budgétaire difficile, nous sommes cependant dans un régime de crédit qui est relativement favorable et qui peut-être à certains égards l'est même un peu trop car, un peu de tous les côtés, se sont établis des systèmes de financement qui travaillent, aux aussi, à l'inflation. Ils sont à la limite. Evidemment, tout crédit, c'est de l'inflation, mais tout de même on ne peut pas, par crainte d'inflation, renoncer au crédit, il n'en est pas moins vrai que, quand on arrive à un certain usage intensif, en particulier du crédit à court terme et que, par ailleurs, d'autres événements, d'autres pressions s'exercent, on est en présence d'éventualités qui peuvent être un déficit.

C'est dans ce climat que nous avons pris le pouvoir et que nous avons assumé la charge de l'économie et des finances publiques.

Beaucoup de sirènes sont values murmurer à nos oreilles : "attention, inflation, pas de réforme sociale", et on a fait beaucoup de démonstrations savantes, démonstrations dans lesquelles il y a, comme toujours, un grain de vérité, mais, je me suis souvenu que, chaque fois qu'il s'était agi de réformes sociales, quelles qu'elles soient, la même démonstration avait été faite de manière aussi pertinente. Je me souviens des avertissements qui furent donnés, en 1956, à Léon Blum et, évidemment, avec ces arguments très sérieux, très solides, mais est-ce que vraiment la réfome sociale ne doit être faite que quand les choses sont telles qu'une parfaite stabilité est assurée de tous les côtés ? Je crains bien que si on attend ce printemps câline et sans nuage, eh bien, on attendra beaucoup d'années et qu'il a toujours fallu réaliser les réformes sociales au milieu des dangers. C'est pourquoi j'ai accepté le risque, déclarant : voilà un programme limité, qui excède peut-être ce que la sagesse la plus austère nous conseillerait, mais comme, après tout, les statisticiens ne savent pas si leurs chiffres sont exacts à 10 ou 20% près... (rires)…, dès lors qu'on se trouve dans la marge raisonnable, on peut oser.

Et l'on a osé. On m'a dit : "Mais vous dévorez ce qui reste de la marge que l'expansion économique réserve comme possibilités d'améliorations sociales". Et, en effet, les congés payés en dévoraient un morceau ; par un autre bout, les abattements de zones en mangeaient un autre morceau, et qu'allait-il rester pour les vieux ?

Eh bien, en présence des difficultés que je ne nie pas, qui sont bien certaines, que l'on a enflées, que l'on a grossies, en présence des risques qu'il faut savoir accepter si l'on veut faire quelque chose, j'ai pensé que néanmoins nous devions faire, nous devons faire les choses les plus raisonnables en nous tenant dans la limite du raisonnable.

Si nous allons au-delà, nous lâchons le départ des prix, l'inflation partira d'autant plus forte que, tout autour de nous, dans tous les pays voisins, l'inflation ou se dégage, ou en tout cas reste sous la cendre.

Pour la faire, il fallait financer la retraite des vieux, et la financer dans toute la mesure possible sans qu'il y ait de répercussions aur les prix. Voilà la règle que nous nous sommes imposée. Je n'en suis pas l'inventeur, Guy Mollet l'a formulée dans sa déclaration ministérielle, huit ou quinze jours avant que je sois

appelé au gouvernement, mais c'était la sagesse même.
Nous ne pouvons faire de retraite des vieux que si elle est financée par des impositions qui aient aussi peu de répercussions possibles sur les prix.
On évalue grosso modo le coût de la réforme à environ 120 milliards. Eh bien, il faut trouver ces 120 milliards sans répercussion directs et immédiate sur les prix...

Guy Mollet - 120, cette année...

Paul Ramadier - Oui, 120. Je ne parle pas du texte proposé par Edgar Faure et qui suit son chemin pénible, comme un cheval qui a jeté par terre son cavalier, mais je n'ai pas du tout l'intention de chevaucher l'écurie d'Edgar Faure.
(Rires et applaudissements)
Alors, 120 milliards, il faut les trouver. Le meilleur impôt, celui qui a le moins de répercussion sur les prix, c'est l'impôt direct. On dit : tout impôt direct finit par avoir une répercussion sur les prix.
C'est vrai, seulement il y en a qui en ont le lendemain, et même quelquefois la veille... (rires)… et il y en a d'autres qui ne se répercutent sur les prix que d'une manière irrégulière et à terme plus ou moins long, qui ont par conséquent un moindre effet sur la conjoncture et un effet à long terme qui est souvent émoussé, étalé, c'est le cas des impôts directs.
On a dit encore : mais, vos impôts directs - comme si c'étaient les miens !... enfin ils le sont dans la mesure où je les paye...- vos impôts directs, mais ils sont injustes, mais ils retombent sur les salariés mieux que sur n'importe quelle autre classe de la nation, mais il y a ici des dissimulations et des fraudes et, ailleurs, il y a une exonération tantôt légale, tantôt de fait.
C'est vrai, c'est vrai et je le reconnais encore, mais voyez-vous, moi, je me sens dans l'impossibilité de faire deux choses à la fois. Ou nous faisons la retraite des vieux, ou nous faisons la réforme iiscale. Eh bien, les vieux ne peuvent pas attendre et les contribuables attendront un peu plus. Quand nous aurons à mettre sur pied, quand nous aurons mis sur pied une réforme fiscale, et nous avons promis, - je dis "nous", ce n'est pas moi, mais c'est le gouvernement qui a promis que le premier train de réformes fiscales serait déposé dans les trois mois, c'est-à-dire vers le mois d'avril ou de mai, eh bien, à ce moment-là, nous examinerons les questions fiscales.
Mais si urgente que soit la réforme, je crains bien, qu'elle ne soit assez difficile à faire voter rapidement.
Eh bien, Gazier le disait tout à l'heure, las vieux ne peuvent pas attendre, ni que tous les intéressés se soient mis d'accord, ni même que l'on ait poli les textes jusqu'au point... il ne faut pas le dire... qu'ils deviennent incompréhensibles...
(Rires)
Par conséquent, nous allons faire un effort essentiellement sur les impôts.
Si nous avons envisagé une taxe sur les automobiles, c'est parce que l'automobile est tout de même un signe du niveau de vie de chaque citoyen.
Il y a des gens qui déclarent un revenu qui est très faible et qui ont cependant

une automobile. Avec quoi en payent-ils les frais ? Peut-être bien avec ce qu'ils n'ont pas déclaré au fisc !
(Rires)
Alors, une imposition sur les signes extérieurs, non pas de lu richesse, mais du niveau de vie, est tout de même justifiable en tant que complément et rectification des erreurs que peuvent connaître les systèmes de l'impôt sur le revenu.

Dans la salle - Pas les salariés !

Paul Ramadier - Même les salariés, n'est-ce pas ! Lorsqu'un monsieur possède 3 voitures automobiles, même s'il est salarié, il doit tout de même payer !
(Protestations diverses)
Mais si, c'est vrai !

Dans la salle - Des salariés qui ont 5 voitures, c'est plutôt rare !

Paul Ramadier - Mais cela arrive ! Les Présidents-directeurs généraux des sociétés sont des salariés !
Nous n'avons d'ailleurs jamais eu l'intention d'établir un impôt très lourd. Le principal produit qui va financer la retraite des vieux, c'est le produit des impôts directs, mais une taxe complémentaire sur les automobiles nous apparaît comme nécessaire, indispensable, seulement je sais que les gens qui ont une automobile trouvent que cela fait trop, même si ce n'est pas grand chose. Mais, croyez bien que ceux qui payent l'impôt sur leurs revenus trouvent aussi que cela fait trop et quel que soit l'impôt que nous établissions, nous aurons toujours des gens qui viendront protester contre les charges écrasantes qui pèsent sur eux.

Dans la salle - Très bien !

Paul Ramadier - J'ai eu des délégations ou des visites de personnes extrêmement diverses et qui m'ont apporté des protestations, non seulement contre tous les impôts auxquels nous avions songé, mais encore contre tous ceux auxquels nous n'avions pas songé.
(Rires)

Dans la salle - C'était toujours des idées !

Paul Ramadier - C'était des idées... négatives, de ne trouverais pas l'impôt qui plaise à tout la monde. Il y aura certainement au moins la moitié de la nation qui n'en voudra pas. L'impôt qui plairait à tout le monde, ce serait celui que l'on ferait payer par les autres.
(Applaudissements)
Je ne trouverai pas l'impôt qui plaise à tous, mais, quand on a enlevé toutes les catégories de citoyens, les autres, c'est personne.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

(Rires)
Et ce n'est pas avec un impôt payé par personne que nous donnerons 30 000 francs par an aux vieux.
(Applaudissements)
La misère…

Guy Mollet

Moi, je vous avoue que c'est un des sujets qui me travaillent le plus, il y a une telle injustice de la part du Parti !
(Protestations)
Si, je regrette. Alors, je souhaite que cette réunion n'ait pas été inutile et que les camarades veuillent bien se réunir ce soir - nous sommes à leur disposition toute la nuit - pour nous faire d'autres propositions.
Car il ne s'agit pas que le Parti se contente de prétendre qu'il allait faire quelque chose de solide pour les vieux - on propose de donner 32 500 francs par an à tous les vieux de France, c'est solide, cela, en plus de ce qu'ils ont déjà- Maintenant, on nous dit que c'est trop et il faudrait y renoncer ?
32 500 francs par an et par vieux en plus, cela porterait ceux qui n'ont presque rien à 65 000 francs, est-ce que c'est trop ?

Dans la salle - Non.

Guy Mollet - Ah non, mais je sais bien que, pour personne, la question n'est là, la question est en face.
Alors, il a fait venir tout ce qu'il possédait comme listes, et nous avons passé dessus des heures et des heures. Si tu leur donnais la liste, ils verraient que c'est quelque chose de savoueux, surtout avec les titres qu'un fonctionnaire un peu humoriste avait donné à ces différentes catégories.
Nous avons alors repris toutes les catégories d'impôts possibles. Il y a une solution, on peut se dire : On va faire la réforme fiscale, et, avec tout ce qu'elle permet pour supprimer la fraude, on pourra faire bien plus que ça. Mais alors, on est vraiment des hypocrites, je tiens à vous dire que nous sommes des hypocrites si nous attendons qu'aient été terminées la réforme fiscale et la répression de la fraude, car en ce cas ce n'ost pas cette année que les vieux toucheront ce à quoi ils ont droit.
Il faut parler clair. Alors, il faut trouver autre chose.
Dans les autres choses, il est prévu une taxe sur les voitures. Dans les projets gouvernementaux, personne ne sait laquelle, tout ce qu'on dit les journaux est fait de mensonges.
Mais le groupe de l'automobile, qui est bien organisé, qui a ses antennes dans tous les groupes, s'est mis au boulot, il a travaillé dans toute la France.
Il y a eu une émotion invraisemblable, et, comme la structure sociale de notre propre parti s'est modifiée, il faut le dire… (applaudissements)…, il paraît qu'on ne doit pas toucher à l'automobile. Il y a même des camarades qui nous disent : Vous avez d'autres solutions, et c'est toi, Deschamps, qui disait tout à l'heure

Fondation Jean Jaurès

"l'essence", l'automobile, mais par ceux qui s'en servent ! sans tenir compte de la répercussion sur les prix, et alors, vous allez nous dire : "Attention aux voyageurs de commerce, attention aux pharmaciens, aux médecins, attention aux petits commerçants qui livrent". Pouvez-vous nous dire, alors, ce qu'il reste à la fin de la réforme ? Rien.
Non, camarades, on va employer une méthode plus simple. La Commission du travail du Parti et du groupe vont fonctionner et elles prendront leurs responsabilités librement. Mais le texe de loi qui proposera la retraite aux vieux travailleurs commencera par l'article suivant :
Article 1 : Pour permettre l'établissement d'une réforme à la retraite des vieilles et des vieux, telle qu'elle était prévue aux articles 5 et 6, il est institué les taxes suivantes...
Ce sera là l'article 1, mais on ne votera pas la dépense pour refuser ensuite la recette, chacun prendra sa responsabilité !
(Applaudissements)

Paul Ramadier - Je remercie Guy Mollet des paroles très courageuses qu'il vient de prononcer.
Je dis ; bien sûr un certain nombre de nos camarades, et moi-même sommes gênés par cet impôt, mais tout de même, il y a les 32 500 francs par an d'un côté pour les vieux, c'est à-dire une aumône, et de l'autre côté, vous avez quoi ? un impôt général sur les automobiles, dont je ne peux pas vous fixer exactement le taux à l'heure actuelle, cependant, je peux vous indiquer que le taux le plus élevé qui ait été envisagé est de l'ordre de 10 000 francs par an.

Le président - Boutbien voudrait poser une question.

Léon Boutbien - La façon dont Guy Mollet a posé la question tout à l'heure ne correspond pas à notre état d'esprit, et nous sommes tout prêts à envisager que, si nous avons traduits ce matin les sentiments, les réactions d'une population, ce n'est pas pour autant que nous voulons nous dérober aux responsabilités que comporte l'institution du Fonds national vieillesse, notamment, mais enfin, quand on regarde le but poursuivi et quand on situe le problème de la vieillesse sur son véritable angle, c'est-à-dire une redistribution du revenu national en faveur de certaines catégories sociales de la nation, il est normal que cette redistribution s'effectue sur la plus large assiette possible de la population active.
Actuellement, il y a un Français sur treize qui a une automobile, mais il est bien évident que si l'on ne veut imposer que sur les signes extérieurs de richesse...

Paul Ramadier - Non, c'est la plus getite partie.

Léon Boutbien - On vise à faire supporter cette redistribution du revenu national sur une seule catégorie. Or, par là même, on porte atteinte aux principes de redistribution nationale. Moi, je reste convaincu que, dans l'état actuel des

Fondation Jean-Jaurès

choses et des impôts français - car je crois qu'il faut aussi aborder le problème - l'impôt sur le revenu des personnes physiques, comparé à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les autres pays, est nettement inférieur en France.
Je pense que si l'on voulait indiquer à la population qu'une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques correspond effectivement à une redistribution en faveur des vieux, nous pourrions engager la bataille, c'est bien, en effet, sur ce signe précis.

Guy Mollet - Tu as satisfaction…

Léon Boutbien -...qui correspond effectivement aux ressources réelles et non pas indexées à tel ou tel aspect de la richesse extérieure que nous pouvons engager la bataille avec le plus de chances de succès. Ma proposition n'est pas démagogique, elle vise à une augmentation de l'impôt sur les personnes physiques, mais en évitant des augmentations à caractère limité, êmee si on peut les justifier.

Paul Ramadier - Boutbien, je regrette que vous n'ayez pas suivi mon exposé, je m'excuse de m'être mal fait comprendre.
La première chose, c'est une majoration de l'impôt sur le revenu, de tous les impôts sur le revenu, par seulement de celui sur les personnes physiques qui, pour donner une somme utile, devrait être multiplié environ par moitié. Mais il faudrait sur tous les impôts sur le revenu une majoration substantielle, qui ne nous donne pas encore le financement nécessaire.
A cela, nous avons ajouté un impôt sur l'automobile, qui peut peut-être être plus ou moins grand selon que l'on acceptera ou que l'on n'acceptera pas tel autre impôt moins important, mais qui présente des inconvénients et surtout un aléa de recouvrement assez considérable.
Par conséquent, nous prenons non pas l'impôt sur les personnes physiques, qui nous donnerait une somme insuffisante, mais tous les impôts sur le revenu sur les sociétés comme sur les personnes physiques, et la surtaxe progressive comme les impôts cédulaires.
Voila un premier financement qui constitue, si vous voulez, la pièce maîtresse.
Il arrive à produire environ 80 milliards, il reste à en trouver 40.
Alors, il est bien évident que l'impôt sur l'automobile est celui qui a la répercussion la moins directe sur les prix et qui, d'autre part, atteint tout de même ce signe de la richesse qu'est la possession d'une automobile, ce signe d'un certain revenu, modeste si l'automobile est modeste, luxueux si l'automobile est luxueuse, et surtout s'il y en a plusieurs.

Un camarade - Pourquoi pas sur les smokings ?

Paul Ramadier - Parce que, pour porter un smoking, il n'est pas nécessaire d'avoir une carte grise.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

(Murmures)

Un camarade - Trois voitures sur quatre appartiennent à des gens modestes qui se sont "crevés" pour épargner.
(Protestations)

Le président - Je n'accepte plus d'interruption, Ramadier a la parole.

Dans la salle -...La discipline...

Le président - Qu'est-ce que cela veut dire, discipline ?

Paul Ramadier - Bien sûr, mais les gens modestes paieront modestement, et il n'est pas admissible que les personnes de situation modeste, mais tout de même moyenne ne contribuent pas à cette œuvre de solidarité nationale.
(Applaudissements)
Chacun a un vieux père, une vieille mère, qui peut être amené à toucher le secours donné aux vieux, chacun par conséquent, le modeste comme le riche, doit contribuer de son côté. Mais ce que je veux exclure, en tout cas...

Guy Mollet - Ecoutez, camarades, on est dans une réunion de camarades, je m'excuse d'interrompre la discussion mais la démagogie ne doit pas avoir tours entre nous.
Une petite voiture, la plus petite de toutes, celle du camarade modeste qui a économisé pendant des années pour se l'acheter, lui ferait payer 6 000 francs par an, et avez-vous le sentiment qu'il ne pourrait pas les payer ? Cela fait 500 francs par mois. Il ne faut pas vous moquer du monde, c'est ce qu'il dépense au bistrot du coin quand il vous offre un verre !
(Applaudissements)
Non, ce n'est pas vrai qu'une dépense mensuelle de 500 francs pour le plus petit, qui montera, par an, pour celui qui a une Mercury ou une Cadillac à des sommes extraordinaires, n'est pas supportable !
Vous ne devez pas vous associer à cette forme de campagne, vous avez été les victimes de la presse bourgeoise.
(Applaudissements)
Si vous demandez à un camarade qui a une 2 CV ou une 4 CV ou une 5 CV Citroën d'avant guerre qu'il a achetée d'occasion, vous lui direz : " Est-ce que tu crois vraiment que cela t'est impossible de sortir - et je prends un chiffre au-dessus de tes prévisions pour les petites voitures - de sortir 500 francs par mois pour les vieux", ce n'est pas vrai !
Il n'y a qu'un argument valable, c'est celui de Boutbien : la méthode de redistribution n'est pas bonne. C'est vrai, camarades, je suis tout, à fait d'accord, Charlot, mais alors, il faut retenir ce que je disais au départ, il faut recréer la fiscalité juste, c'est-à-dire attendre la réforme fiscale.
Soyons honnêtes, il faut donc dire immédiatement, tout de suite : la réforme des

Fondation Jean-Jaurès

vieux c'est pour plus tard !
C'est possible, vous savez, si vous avez envie que je dure plus longtemps comme ministre et lui comme Président, il n'y a qu'à ne plus en parler. Vous allez nous enlever sur le plan de la durée une difficulté remarquable, mais je ne suis pas d'accord, c'est dans le programme du Parti, et le Parti l'appliquera !
(Applaudissements)

Le président - Non, ne procédons pas par dialogues. Ramadier va poursuivre.

Léon Boutbien - Je demande la parole.

Le président - Non, personne n'a la parole, que Ramadier.
(Murmures divers)
La parole est à Ramadier.

Paul Ramadier

Je m'attendais à cet argument qui m'a été présenté par le syndicat de la Maison Simca.
Eh bien, je suis obligé de dire aujourd'hui que le carnet de commandes des maisons d'automobiles est complet au point que l'on fait attendre - et tout le monde le sait - non seulement plusieurs mois mais plusieurs années.
Et, si ce carnet de commandes n'était pas, dans une certaine mesure, limité, il faudrait à un certain moment le limiter. On est venu m'informer des dangers que cela présentait pour l'économie, et j'ai été obligé de le reconnaître, il y a dans les propositions qui m'ont été tenues quelque chose de vrai, ce n'est pas pour cela que nous le faisons, mais, tout de même, il y a une légère répercussion sur les ventes d'automobiles pendant quelques semaines, ce ne sera pas une catastrophe nationale.
Ce qui serait une catastrophe nationale, c'est qu'au lieu de financer de cette manière, nous financions par un impôt sur l'essence ou, pis encore, par un impôt sur le chiffre d'affaires.
Alors, là, nous apporterions un élément nouveau...

Léon Boutbien - Je demande la parole.
(Protestations)

Le président - Non, ce n'est pas possible tu n'es pas le seul à avoir envie de dire quelque chose, j'en suis convaincu.

Léon Boutbien - Il y a une question que je voudrais poser.

Le président – Si Ramadier le veut...
(Boutbien se lève - Protestations)

Un camarade - Il y a des gens qui ont le droit de parler et d'autre pas !

Fondation Jean-Jaurès

(Protestations)

Dans la salle - Discipline !

Le président - Alors, Boutbien, laisse la parole à Ramadier, c'est la volonté de la conférence !

Paul Ramadier - Vous me le direz tout à l'heure.
J'en ai taminé d'ailleurs sur ce chapitre, je voudrais seulement dire en terminant, comme je l'ai dit tout à l'heure, que notre programme ne réside pas uniquement dans la question de l'impôt sur les vieux et de son financement mais qu'aussi, dès maintenant, nous mettons en chantier la préparation d'une réforme fiscale.
J'ai l'intention de la faire par étapes car je suis convaincu que nous rencontrerons sur chaque point d'énormes difficultés. Et je ne voudrais pas que nous arrivions, mettons aux vacances, sans avoir commencé à attacher le premier train.
Il y aura des difficultés considérables à la faire voter. Il y a peut-être certaines choses qui rencontreront moins de difficultés, nous les prendrons au fur et à mesure que les idées mûriront.
Voila, mes chers camarades, ce que je voulais vous dire, je comprends très bien qu'il est dur de payer et que l'automobiliste regarde sa voiture, mais qu'il regarde aussi ses vieux parents, qu'il songe à ce qu'a été pendant cette période de gelée le sort de ceux qui n'avaient pas de gîtes et qui n'avaient pas de quoi manger, et alors, pourra-t-il sortir de sa poche une dizaine de mille francs, ce ne sera pas si terrible !

Guy Mollet

Eh bien, aifaarades, je veux d'abord vous dire combien je me délicite de ce que l'on tienne une semblable séance, séance d'information. Elle avait été décidée lors d'une réunion du Comité directeur, sur ma suggestion.
En effet, il m'est apparu nécessaire que nous fassions disparaître ce qu'il pouvait y avoir comme cause d'incompréhension, de malentendus, entre les différents membres du Parti aux places divers où ils sont envoyés.
Or, il y a le risque, la journée même le prouverait, que peu à peu ne s'établisse, je ne dis pas un divorce, mais des regrets de la part des uns, des autres, que dans le Parti, le militant qui dans son travail quotidien, dans sa propagande quotidienne, n'est pas assez informé de l'attitude de ceux des siens qui sont au gouvernement, ne devienne injuste à l'égard de ses militants au gouvernement.
Je parle de ceux qui sont bien intentionnés, je ne parle pas des autres ; on aura toujours chez nous comme dans tous les groupes humains, un pourcentage de malades qui ne sont pas satisfaits, ceux-là, on n'y peut rien. Je parle de ceux qui sont bien intentionnés, qui sont les bons militants du Parti, mais qui peuvent devenir injustes du fait qu'ils sont mal informés.
Or, il est exact que nous avons le plus mauvais sytème d'information du monde.
Je savais que c'était vrai pour le parti, à cause de notre pauvreté, pauvreté

Fondation Jean Jaurès

honorable, mais pauvre tout de même, je sais maintenant que c'est vrai pour un gouvernement dans les mêmes conditions.
Nous n'avons rien dans la presse, nous n'avons pas de journal ami, nous avons un journal à nous, c'est autre chose, mais nous n'avons pas de journal ami, aucun, je dis aucun. Il y en a qui sont temporairement moins des adversaires que d'autres, mais chacun d'entre eux poursuit sa course, son but, aucun ne pense à faire savoir ce qu'est l'attitude du gouvernement, pas plus de celui d'aujourd'hui que de celui d'hier, et ils se préoccupent plus de savoir ce que sera l'équipe de demain que de ce qu'est l'équipe d'aujourd'hui.
Il y a donc ce risque, il est grand.
Il y en a un autre que je dois confesser, c'est de la part des camarades qui sont envoyés aux postes gouvernementaux, aux postes de responsabilité, qu'eux aussi ne deviennent i njustes.
Vous avez du sentir deux, trois fois dans mes propos quelque aigreur, quelque amertume, je m'en excuse, mais enfin vous me connaissez assez pour savoir que c'est pas la dernière fois que cela m'arrivera ! C'est vrai qu'il y a des heures où nous sommes amers, c'est quand tout à coup on entend chez un camarade un grief, un propos qu'il est anormal de trouver chez lui, que l'on n'entendrait pas chez lui s'il avait davantage confiance !
Çà tient à quoi ?
Çà tient au manque d'information, çà tient à ce qu'on ne sait pas.
Vous savez, je prends des exemples très conorets, très précis : le jour où Christian Pineau expose la politique du gouvernement lors d'une conférence de presse et qu'il y reprend, en le développant, c'est son rôle, les termes essentiels qui figuraient dans ma déclaration ministérielle, que la presse du lendemain écrit : "Ah ! Guy Mollet a eu peur de le déclaration de Christian Pineau et comment qu'il l'a mise au point ! Immédiatement, il est allé faire une misé au point une déclaration a l'agence américaine pour dire qu'il n'y a pas à se tromper, que cà ne voulait pas dire çà !"
Quand je trouve çà dans la presse du lendemain, je dois dire que le coup est régulier, il est normal ; si cette presse là qui est une presse ennemie ne faisait pas ce métier là c'est qu'elle serait en dessous de sa valeur, et, hélas, elle a la valeur pour faire cette tâche. Mais quand je suis malade, c'est quand j'apprends que des camarades l'ont cru, l'ont répété, et répété de bouche à oreille, en se le disant confidentiellement !
Alors, on disait : "Regarde, au moment ou Christian Pineau est en train de défendre devant le monde entier une politique qui pourrait nous servir et qui nous sert, regarde, Guy Mollet, pour faire plaisir à ses alliés éventuels, il dément".
Mais il n'y en a pas un seul qui soit venu me le dire des camarades, il a fallu que je l'apprenne par une indiscrétion, alors que si l'intéressé avait eu le simple souci de l'information, il aurait passé un coup de téléphone à mon bureau et aurait appris que ma communication et mon intervention devant l'agence américaine s'était produite 36 heures avant que Christian Pineau ne prenne la parole !

Voyez ce que je veux dire ! Ce n'est pas possible !
Alors, certains vont dire : "Oui, mais c'est parce qu'on n'est pas informé". "Mais qu'est-ce qu'attend le parti pour nous informer ? Qu'est-ce qu'attend le gouvernement pour nous informer ?".
Est-ce que vous allez réussir a modifier cet état d'esprit ? Est-ce que vous allez toujours attendre des autres ce que vous pouvez faire vous-mêmes ? Est-ce que vous ne pourriez pas prendre contact de temps en temps avec le Parti, avec les responsables au gouvernement et ne pas attendre que ce soit eux qui vous fournissent l'information en question ?
Je vais vous dire pourquoi cette information est difficile a faire : nous n'avons pas de journaux, je vous ai dit ce que je pensais de la presse, mais vous allez me dire : "Il y a la radio, la télévision", alors, camarades, à moins que vous nous donniez aussi les pleins pouvoirs en matière de politique intérieure, on n'est pas prêt de se servir de la radio et de la télévision comme on pourrait et devrait le faire !
Ah ! ils se sont bien couverts les fonctionnaires, et grâce à nous, grâce aux Socialistes, qui ont eu le souci de défendre les uns et les autres dans toutes les fonctions qu'ils remplissent, j'aime mieux vous dire qu'il n'y a plus personne qui soit susceptible d'obéir a qui que ce soit.
(Applaudissements)
Et, à moins de créer partout des scandales, nous sommes obligés trop souvent d'encaisser, d'encaisser. Le plus grave, c'est quand ce sont des camarades du Parti qui animent l'information en question ! Et je ne parle pas du ministre, je parle des fonctionnaires en place depuis fort longtemps !
Alors, c'est à vous de faire ce travail là, mais çà suppose qu'au départ il y ait un minimum de confiance.
Voyez-vous, ce que je voudrais moi créer entre nous tous, ce n'est pas la notion de la confiance aveugle, ah ! çà non, autrement le Parti Socialiste ne sera plus le Parti Socialiste, je le disais tantôt au cours d'une interruption, je disais : "Surtout n'oubliez pas de critiquer, surtout n'oubliez jamais de proposer autre chose", mais quand on vous annonce quelque chose d'invraisemblable, d'inconcevable, pour un Socialiste, ayez a priori, immédiatement la réaction de dire : "Ce n'est pas vrai !"
S'il y a un risque que vous dussiez prendre, c'est celui-là, de vous tromper ; si jamais par hasard vous aviez affaire à quelqu'un qui se soit trompé, il faut mieux prendre ce risque là que le risque, non, ce n'est pas un risque, que l'attitude trop ftéquente oui consiste à dire : "Bien oui, c'est vrai, mais c'est pas moi, s'il n'y avait que moi, ce ne serait pas comme çà, mais ceux qui sont au pouvoir c'est plus ou moins des traitres", car c'est cela trop souvent la réaction de camarades Socialistes partout, de Secrétaires fédéraux, de trésoriers fédéraux, de conseillers municipaux, de maires : à partir du moment où ils ont une fonction, on commence a se demander s'il n'y a pas de risque de leur côté. C'est trop souvent vrai.
Nous avons un parti qui a une vieille formation anarcho-syndicaliste, j'en parle d'autant plus facilement que je suis venu de là. J'ai fait ce métier stupide

pendant de longues années, j'ai beaucoup critiqué avant d'avoir le droit d'être critioué à mon tour, mais tâchons de corriger ce que cela a d'excessif. Tâchons de créer entre nous un climat différent, dans lequel chacun s'informera avant de porter la critique.
C'est la raison pour laquelle, j'ai été trèe long dans ces quelques mots d'ouverture, j'estime que ces réunions, les réunions comme celle-ci il faudra les multiplier, et les multiplier au moins aussi longtemps qu'on sera appelé a des tâches de responsabilité.
Et maintenant j'en viens à essayer de vous dire où on en est, comment ça s'est passé.
Le jour où j'avais demandé que se tienne cette réunion, c'était parce qu'il y avait un problème qui semblait dominer tous les problèmes à l'intérieur du parti et pour lequel il fallait une information.
C'était tellement peu profond que personne n'en a parlé aujourd'hui, sauf un camarade qui me l'a passée par écrit, car il y a des camarades qui, ayant le souci de ne pas parler, m'ont donné des bouts de papier en m'indiquant les questions auxquelles il fallait répondre.
La question était la suivante : comment avez-vous fait, vous, Guy Mollet, votre équipe gouvernementale, comment se fait-il qu'il n'y ait pas telle personne à telle place ? Pourquoi avez-vous cédé aux MRP ? pourquoi à la Droite ?
Il paraît que cela a bouleversé le Parti pendant un certain temps. Il faut constater avec beaucoup de satisfaction que cela doit être pas mal oublié, puisque personne n'en a plus parlé et qu'il n'y a qu'un camarade qui me l'a soumis par écrit. Mais l'objet d'une réunion comme celle-ci, c'est de tout se dire, alors je souhaite donc vous expliquer dans quelles conditions s'est faite l'équipe gouvernementale.
Je voudrais d'abord rappeler d'un mot que lorsqu'il a fallu envisager la participation de Socialistes au pouvoir, nous n'avons pas tous eu la même appréciation. Il y avait beaucoup de camarades dans le Parti, heureux et fiers, d'une victoire, car nous avons remporté une victoire aux élections, qui estimaient qu'en conséquence il fallait prendre les responsabilités du pouvoir, les revendiquer toutes.
J'ai été dans le Comité directeur d'une façon très nette et dans un Congrès national qui a suivi d'une façon moins nette, car j'ai toujours le souci de ne rien dire qui puisse détruire l'unité ou l'unanimité du parti dans les circonstances comme celle-là, mais j'étais de ceux qui pensaient que c'était une erreur tactique, une erreur stratégique pour le Parti Socialiste, que de revendiquer la responsabilité première du pouvoir dans les circonstances présentes.
C'était ma conviction pour une raison qui n'est pas une raison de peur, de manque de courage, une raison oui s'explique normalement, chez le Secrétaire général du parti que j'étais alors, j'avais le souci des lendemains. Je savais je sentais que les solutions que nous allons devoir apporter dans les semaines et les mois qui viennent, ne seront pas des solutions entièrement satisfaisantes pour des Socialistes, qu'elles ne seront que partielles, et qu'en conséquence, j'aurais beaucoup préféré qu'il nous fut possible de dire : "Voilà ce qu'on obtient quand

Collection Jean Lalies

des Socialistes soutiennent un gouvernement ou sont dans un gouvernement, qu'est-ce que ce serait s'ils l'animaient ?"
C'est peut-être de l'égoïsme de Parti, en tout cas vous n'en avez pas voulu, camarades, vous avez voulu autre chose, vous aviez sûrement raison. Vous étiez tellement nombreux à le vouloir que je n'ai pas le droit de penser que vous vous trompiez, sous avez voulu, donc, que le Parti revendique la responsabilité. Je ne suis pas sur que quand vous l'avez fait, vous étiez bien sûrs de ce que cela représentait comme responsabilités à affronter, mais vous l'avez voulu, on y est allé.
Vous avez voulu quelque chose de plus, c'est que ce soit, non pas Guy Mollet, mais le Serétaire général du parti, et parce que Secrétaire général du Parti, non pas parce qu'il valait, sur le plan humain, plus ou moins que d'autres, ce n'est pas vrai, vous avez conscience chacun d'entre vous, aussi bien que moi, qu'il y avait d'autres hommes qui, sur le plan personnel, individuel, auraient fait aussi bien - ne soyons pas trop modestes - mais vous avez voulu que ce soit le Parti, le Secrétaire général du parti, c'était çà la signification !
On y est allé, j'y suis allé. Sur quelles bases ?
Un programme, le plus difficile des programmes qu'un homme puisse avoir à appliquer, car j'ai été lié, je suis lié plus qu'aucun autre Président du Conseil Socialiste ne l'a été à aucun moment.
Vous avez eu à coeur de ne pas établir un programme noir sur blanc, avec de l'encre sur du papier, mais après m'avoir entendu dans cette même salle, dire ce qu'il faudrait faire si on prenait ces responsabilités, vous avez dit, la Commission des résolutions, puis le Parti, dit que vous faisiez vôtre le programme que le Secrétaire général du Parti avait défendu.
Alors, c'est ma charte. Si c'était écrit noir sur blanc, en bon normand que je suis, je pourrais m'amuser de temps en temps à dire : "Attention, cà s'interprète comme ci ou comme çà", c'est comme cela que font les Normands, mais ils sont beaucoup plus liés quand ils ont dit : Top", en tapant dans une main que quand ils ont un papier écrit sur lequel on peut toujours chicaner ; quand on vous a pris à la parole, il vous faut être fidèle à cette parole.
Alors, je suis fidèle à cette charte. Je suis tenu par ce que j'ai dit et c'est une préoccupation quotidienne pour moi de dire : est-ce que notre équipe, ce qu'on fait ensemble est-ce que c'est en retrait ou non par rapport a ce que j'ai dit a Puteaux ?
Ah ! oui, c'est le discours de Puteaux qui est ma charte !
Vous avez dû le sentir d'ailleurs, puisqu'au cours d'une intervention ce matin, je vous ai dit : "il y a un point sur lequel je plaide coupable, je suis en deçà, mais pour le reste je suis sur que ce n'est pas vrai car je m'y reporte sans arrêt".
Alors, il faut qu'on arrive à ce que vous ayez cette conviction. Or, il y a un moment vous ne l'avez pas eue, c'est quand il s'est agi de la composition du gouvernement ; sous prétexte qu'à certaines heures de la vie politique du Parti, j'ai défendu une cause que défendait en même temps d'autres partis comme le MRP, au moment où j'ai défendu sur la communauté européenne de défense, le MRP en faisait autant, il y a des gens qui se sont dit : "Ah ! c'est une prise de

position en politique internationale définitive" ; cela s'est beaucoup écrit, cela s'est beaucoup dit. On a même prétendu dans beaucoup de sphères que si Mendès-France n'a pas été ministre des Affaires étrangères, c'est sur une injonction des MRP et des autres.
On l'a dit oui, ou on ne l'a pas dit ?
Vous en avez eu ceur ou vous n'en avez pas eu peur que ce soit vrai ?

Dans la salle - C'est la presse !

Guy Mollet - Tant que c'est la presse, je m'en fous, mais si je pensais qu'il y en ait eu un seul de vous, un seul, qui un instant eût admis l'hypothèse, il faudrait qu'il s'explique, oui, parce qu'il n'en a pas le droit, parce que ce n'est pas vrai, parce qu'il n'y a jamais eu à aucun moment ni veto, ni ukase, ni demande et encore moins réponse bien sûr, parce que dès le premier jour où il a été question d'une présidence socialiste, et d'une présidence Guy Mollet, dès le premier jour, j'avais dit a Christian Pineau : "Je te demanderai de prendre les Affaires étrangères" et il n'a jamais été question d'aucun autre.
Alors, je vous demande, je ne vais pas entrer dans les détails, je m'étais promis de le faire le jour où j'ai demandé cette réunion, mais comme ce serait réveiller une polémique complètement disparue, grotesque, tombée dans le ridicule, je ne vais pas le faire, sauf si vous le désirez, je ne vais pas le faire, mais si cela devait se renouveler, je vous demande de bien vouloir accepter que de la même façon c'est très librement, sans ukase, sans veto, que je prends une décision quand il s'agit de décision au nom du Parti.
Et puis, entre nous, êtes-vous bien sûrs maintenant - la tâche est facile maintenant - êtes-vous bien sûrs que je n'ai pas eu raison ?
(Applaudissements)
Etes-vous très suis que, même en pensant la même chose que nous sur ces problèmes - et j'ai dit les points sur lesquels on n'est pas déccord, mais ce n'est pas celui là, la politique internationale, - êtes-vous très surs que même en pensant la même chose que nous sur ce problème, Pierre Mendès-France aurait pu faire autant que Pineau ?... Etes-vous bien sûrs que je n'ai pas eu raison ?
Allons, camarades ! pour une autre fois, je vous le demande - évidemment c'est terrible de faire ce que je fais, - mais je vous demande davantage de confiance, de confiance immédiatement contrôlée, non pas de confiance aveugle et durable, mais la confiance a priori. On commence par dire : "Ce n'est sûrement pas vrai, le reproche qu'on lui fait !" et le jour où vous vous apercevrez que ce sera vrai, vous me remplacerez, et il y en a un certain nombre qui n'en souffriront pas, du moins sur le plan personnel !
Le gouvernement se trouve donc constitué, très librement. Oh, pas comme on aurait voulu le foire, et je vais vous dire quelque chose de méchant pour les camarades qui sont au gouvernement, ni dans le choix exclusif des camarades qui sont au gouvernement, et par là même dans l'élimination de ceux qui n'y sont pas. Il va sans dire que, quand on se trouve devoir fabriquer une équipe conmme celle là, on fait le moins possible d'injustices, mais on en fait quand

même, car à partir du moment où vous êtes une équipe, où vous avez à côté de vous des partenaires du Parti, il est évident que si à un moment quelconque on se trouve exiger des portefeuilles, il est possible que le camarade le plus compétent pour l'un des portefeuilles en question ne peut pas être compétent pour remplir une autre fonction dans le gouvernement, et vous commettez donc une injustice. Mais ce n'est pas ce qui a été le plus dur.

Je dois dire que ce qui a été le plus dur, ce sont les autres. J'voue que j'ai un peu souffert, à ce moment là, d'exigences que je croyais disparues avec un gouvernement précèdent ; j'avais eu l'impression qu'on ne discutait plus, qu'on ne devait plus discuter, que c'était vraiment très mesquin de discuter du nombre de portefeuilles, ou des attributions, il m'a fallu réapprendre que ça existait encore ! et que même tel, qui avait renoncé quand il avait eu les responsabilités, n'y renonçait pas quand il s'agissait de faire prévaloir ses revendications...

Nous avons donc fabriqué l'équipe, et immédiatement, pour cette équipe, s'est posé le problème n°1.

Et j'en viens aux choses plus sérieuses.

Ce problème n°l, c'était l'Algérie. Le problème n°1, c'est encore l'Algérie, et mes camarades, il faut le dire, car ce suis encore longtemps le problème n°l, et cela devra déterminer vos décisions dans les conseils et Congrès qui vont venir. Ceux qui s'imaginent que le problème va être réglé rapidement, se trompent. C'est un problème dont la solution sera lente à déterminer; à définir peut-être pas, mais à appliquer, sûrement.

Donc, je dis que le problème n°l, ça a été l'Algérie. J'ai tenu l'engagement que j'avais pris, je suis allé à Alger. J'y suis ailé avec vraiment l'espoir que je pouvais là-bas sur place, régler mieux le problème, créer un climat nouveau, prendre des contacts utiles. J'y suis allé ayant parfaitement conscience que j'étais un messager non seulement du gouvernement mais de la majorité de gauche du pays, un messager de paix.

Et les premiers mots que j'ai prononcés en descendant d'avion sur l'aérodrome ont d'ailleurs été les mots de paix.

J'ai été accueilli par la manifestation que vous connaissez, dans Alger. Là encore, la presse métropolitaine a été lamentable ! La presse d'Algerie a été ignoble, mais ça c'est autre chose. La presse métropolitaine a été lamentable. J'ai pu lire, dans des journaux amis ou se disant amis, qu'il y avait eu dans les rues 3 000, 4 000 gamins, étudiants, jeunes gosses des classes de 1ère ou de seconde, que le gouvernement s'était dégonflé face à une manifestation d'étudiants. Et comme je continuais à comprendre la position de pas mal de camarades qui se disaient : "Mais si on cède à la réaction fasciste, à ces trublions, à ces étudiants, si on cède à ça, c'en est fini. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu un gars assez gonflé pour prendre immédiatement les décisions qui s'imposaient et pour foutre en prison tout ce monde là ?

Pour arrêter les chefs de la police, pour foutre à la porte les directeurs du gouvernement général ?..."

Eh bien, comme je savais que vous ne pouviez pas ne pas penser cela, j'ai regretté que la presse métropolitaine ait laissé cette impression là, parce qu'il

fait dire la vérité. Ce n'est pas tout à fait comme ça que ça s'est passé !
J'aurais voulu que vous soyez nombreux à vivre les heures d'Alger. Ce n'est pas trois mille ou quatre mille gamins, c'est une population entière, c'est 6 à 70 000 personnes qui étaient dans la rue, c'est toutes les fenêtres fermées, c'est toutes les fenêtres barrées d'un drapeau noir de bandes noires, on avait même été jusqu'à faire imprimer des faire-parts. C'était la ville en deuil. Oh, c'était bien organisé, mais attendez... pas seulement organisé. Organisé par certains, mais ayant trouvé la réponse de la population.
A un moment, lorsque je suis arrivé au niveau du monument aux Morts, on m'a tendu un petit traquenard, c'est classique… une voiture s'est mise en travers de la rue – et ç'aurait été assez sympathique de pouvoir filmer ou photographier un Président du Conseil en train de se faire descendre !... J'ai eu un moment de satisfaction, car j'ai vu des gens applaudir, et je me suis dit : "Tiens, il y a enfin des gens courageux !.." Une vingtaine de personnes applaudissaient, tout ça dans un chahut monstrueux, dans les hurlements. Mais ce n'est pas moi qu'ils applaudissaient. Ils applaudissaient les fonctionnaires des PTT qui étaient en train de descendre le drapeau et de mettre en berne le drapeau des PTT en face de moi !

Dans la salle - Le drapeau français ?

Guy Mollet - Le drapeau tricolore, bien sûr. Il n'y en avait pas d'autre.
C'est que tout le monde était dans la rue, à hurler, à crier, puis peu à peu à vouloir nous abattre, tout le monde, écoutez cela : la CGT communiste avait donné l'ordre de débrayer, une organisation syndicale FO. Avait donné l'ordre de débrayer, les camarades n'ont pas osé contre-manifester, ils étaient dans la rue. Les administrations ont congédié leur personnel, les enseignants même, ceux qui maintenant signent les papiers, avaient annoncé à leurs élèves :
"Je ne sais pas si vous serez là, mais moi je n'y serai pas." On avait créé un climat absolument invraisemblable.
La presse a bien voulu dire que les copains qui étaient là ne s'étaient pas trop mal tenus sur le plan physique, qu'on n'avait pas été trop des dégonflés... C'est vrai, mais enfin, je crois que tout le monde en aurait fait autant. Le réflexe est tout simple, quand vous traversez une cour de ferme avec un chien qui vous parait très méchant et qui aboie, qui va vous mordre, vous vous dites : "Si je fous le camp, il va vraiment me mordre", et vous essayez d'aller tout droit quand même jusqu'à la ferme. C'est à peu près dans ce sentiment là qu'on est retourné jusqu'au monument.
Mais enfin il est évident maintenant, il est acquis, il est certain que si nous n'avions pas pris dans les deux jours qui précédaient les mesures de protection nécessaires, si nous n'avions pas eu des CRS amenés de France, si nous n'avions du compter que sur la police locale ou sur l'armée présente, je ne vous raconterais pas d'histoire, je n'aurais pas à vous rendre compte de ce qui s'est passé là-bas et il est même vrai que si j'avais eu les mêmes CRS ? mais qu'au lieu d'être seul, j'avais eu avec moi soit mon ministre d'Etat, soit le ministre

Collection Jean-Pierre

chargé des affaires d'Algérie, il y aurait à l'heure qu'il est 60 000 Algériens qui se promèneraient l'un avec un bouton, l'autre avec un petit morceau de tissu, l'autre avec un bout d'aile d'avion, en souvenir des défunts, car c'était quelque chose d'absolument passionnel.
Nous avons été, nous nous sommes enfermés, à partir de ce moment là, au palais d'Etat. Qu'y ai-je trouvé ?... J'y ai trouvé un personnel administratif pas dégonflé, il ne faut pas être injuste, le préfet d'Alger n'est pas un paresseux, il est même courageux, mais débordé. Avec une inorganisation presque inimaginable. Quand vous pensez qu'après je ne sais combien d'années de présence française, il n'y a pas même de ligne directe entre le palais d'Etat et la présidence de la République, ou n'importe quel ministère, et que le Président du Conseil pour téléphoner au Président de la République, est obligé de bénéficier du bon vouloir des standardistes, lesquelles standardistes, comme il se doit, sont acquises à une attitude anti-gouvernementale !
Et le préfet me disant qu'il n'était plus en mesure de faire respecter l'ordre, les officiers supérieurs m'annonçant qu'ils ne se sentaient pas en mesure de faire tirer des troupes qui étaient venues là-bas pour se battre contre les rebelles, sur les Blancs, contre les Français d'Alger. J'avais en tout et pour tout les CRS.
A ce moment là, le problème s'est posé à moi et je comprends que vous me jugiez. Je pouvais c'est vrai dire : "Eh bien, Catroux restera." Catroux m'offrait sa démission mais je pouvais dire "Catroux restera." Je pouvais dire : 'Il restera, et je fous à la porte un tel, un tel, j'accepte la démission de un tel et un tel." Je le pouvais, j'en ai envisagé l'hypothèse. Ca voulait dire que je n'avais pour le faire dans l'immédiat, que mes CRS. Ca voulait dire qu'il y avait le soir plusieurs milliers, ou dizaines de milliers de morts dans Alger car, de minute en minute, ça s'aggravait, la situation s'aggravait chez les Musulmans d'Algérie et j'étais obligé de faire protéger la Casbah d'Alger par les meilleures troupes, de protéger ceux qui voulaient me descendtr contre les flots de Musulmans qui voulaient venir crier dans les rues leur accord avec le gouvernement ou son Président.
Et je pose le problème, parce que je me le suis posé.
Je pouvais avoir 1 000, 2 000, 5 000 morts, c'est-à-dire que je pouvais créer là-bas quelque chose de définitif.
Ce n'est pas beau, la situation, mais imaginez que nous ayons vécu ces vêpres algéroises, que nous ayons connu le drame entre Musulmans et Français d'origine ? C'en serait fini de l'Algérie.
C'est d'ailleurs le problème essentiel. Vous allez voir tout à l'heure, quand je vais revenir à cette analyse, combien ça domine la situation.
L'autre hypothèse était de me dégonfler. C'était d'accepter la démission de Catroux. Elle était dangereuse, je l'ai retenue, oui, mais en ayant mesuré tout ce qu'elle voulait dire. Elle voulait dire que j'avais, du côté des Français d'origine, le sentiment d'une gigantesque victoire, le gouvernement s'était dégonflé devant eux.
J'avais vraisemblablement du côté des Musulmans - et la suite a prouvé que c'était vrai - une très grande déception parce que le gouvernement s'était

dégonflé. Voilà le choix que j'ai eu à faire, voilà le dilemme en face duquel je me suis trouvé placé.
Nous étions là une équipe, heureusement encore une équipe solide, une équipe de copins, j'ai choisi. J'ai accepté la démission.
Je n'ai pas voulu ça... Bah, c'est peut-êfcre quelque chose de physique chez un Socialiste, je n'ai pas voulu que mon premier acte soit de faire couler le sang, dans ces conditions comme celles-là. Je n'ai pas accepté cette hypothèse, je me suis refusé à croire que c'était ça la qualité absolue et j'ai eu raison en fin de compte, j'en suis sûr.
Car dès le lendemain matin, j'ai pris contact avec tous.
Ah, elles ont été lourdes, les heures d'Alger !
Je recevais des délégations de gens à cran, hostiles à fond, et quelques meneurs se sentaient les maîtres de la situation. Puis, à force de patience chez tous les copins qui étaient là, chez Albert Gazier, chez Tanguy Prigent, chez les copins du cabinet, à force de patience personnelle, nous avons, heure par heure, détendu tout cela et réussi à décrocher ce qu'il y a de sain dans la population des fascistes qui les animaient.
Dès le lendemain soir déjà, le climat était différent.
Là, il y a un drame, c'est que je sais en train de vous parler des Français, et que j'ai été effectivement pendant trois jours condamné aux yeux des Musulmans. Pendant trois jours, ma préoccupation quasi-unique a été d'empêcher que les Français d'Alger ne renouvellent l'opération. Il s'est d'ailleurs passé quelque chose d'étonnant : c'est que, dans la mesure même où je réussissais à détendre, symétriquement les leaders fascistes s'excitaient. Ils nous ont assignés pour la nuit du jeudi au vendredi à un coup dur, avec des complicités de tous les côtés... de tous les côtés ! Ce sont des détails qui fort heureusement ne sont pas encore connus. Il ne faut pas trop en donner, encore que je vous fasse confiance. Et puis, tout est tellement dépassé maintenant que les indiscrétions sont moins graves, et je dirai que les premières bombes lacrymogènes qui sont tombées à Alger n'ont pas été lancées par la police sur les manifestants, mais c'est moi qui las ai reçues dans ma voiture. Elles étaient livrées aux manifestants par la police.
Un fonctionnaire de la police, aujourd'hui arrêté et je peux le dire aujourd'hui parce qu'il est arrêté, sortait tous les soirs avec trois caisses de munitions dans sa voiture, et des tracts qui appelaient à la révolte.

Naegelen - Je l'avais liquidée en 48, on l'a rappelé !

Guy Mollet - Les tracts qui appelaient à la révolte étaient tapés et rénéotés au gouvernement général, sur du papier du gouvernement général, par du personnel du gouvernement général. La grande ordinaire est montée jusqu'à 400 frs la pièce, les fusils-mitrailleurs, à 75 000 frs.
On organisait le punch.
Seulement, nous avions gagné cette partie. Oh, elle était petite... nous avions décroché la population et le coup du vendredi a été un raté total. Cette fois, oui, ils n'ont été que 7 000, et c'était différent. Ils n'ont pas pour autant renoncé, il

Col. Fondation Jean Jaurès

ne faut pas s'y tromper.
J'en ai terminé avec l'incident du 6 février, seulement je dois dire, il m'a appris quelque chose. Et oui, pourquoi le nier ? Je savais comme chacun de nous ici, je savais qu'il y avait deux groupes ethniques en Algérie, je savais, je l'avais lu, peut-être aie aie l'avais-je écrit, qu'il y avait deux groupes : le groupe musulman et le groupe que nous appelons d'origine française, ou d'origine européenne... Mais je ne savais pas, il a fallu que je le vois pour mieux le comprendre, où en étaient ces deux groupes l'un par rapport à l'autre. Ça je ne le savais pas, ni où en étaient ces deux groupes, par rapport à la métropole.
J'ai pu étonner certains camarades quand, dans une déclaration faite le soir même du 6 février, j'ai dit que j'avais senti quelque chose de sain dans les éléments de la manifestation. Il y en a qui ont dû se dire : "Eh bien mon Dieu, vraiment, c'est du masochisme, à moins que ce ne soit du dégonflage..." Non, ce n'était ni l'un ni l'autre, c'était l'expression de quelque chose de profondément senti, car s'il y avait les leaders, des meneurs à cette opération, il y avait aussi une immense masse de femmes et d'hommes qui ont peur d'être abandonnés, qui ont peux qu'on ne les lâche, qui ont tout ce qui est à eux là-bas..
Tous savez, il y en avait un ou deux qui étaient à côté de moi, ici, ils savent ce que je leur ni lit en entrant au palais. Ce oui m'a fait le plus de mal, ce ne sont pas les heures mêmes, les minutes mêmes, les quelques minutes du monument, ce qui m'a fait le plus de mal, c'est le fait qu'entra l'avion et le monument, le long de la route, j'ai vu des gars quitter le boulot - car j'étais 3/4 d'heure en avance, l'avion avait pris de l'avance - quitter le travail, lâcher des pioches, pour venir ou bord de la route me hurler à la figure et cracher sur la voiture des prolos, tout ce qu'il y a de plus prolos. Alors, cela, tout de même, c'était autre chose que des fascistes.
Eh bien que cela m'a amené à faire une analyse de la situation là-bas, et je vais vous la faire partager. Elle vaut que ce que vaut une expérience personnelle et une analyse, autrement dit, tout cela, cela se corrige, cela se complète, parce que pensent les uns et les autres. Ma conviction profonde est la suivante : Du côté des Métropolitains, il y a une petite minorité, qui mérite le nom de colonialiste, de grands profiteurs, des grands bourgeois, qui sont les propriétaires de tout, les maîtres de tout ; ils sont les maîtres, bien sur, de tous les biens à leur disposition, les maîtres du crédit, les maîtres du crédit agricole, rien ne se prête sans leur accord, les maîtres de la presse totalement - et ils le sont encore, mais maintenant pour peu de jours - nous avons les pouvoirs spécieux depuis hier - les maîtres absolus de l'administration.
Et l'on peut presque mettre un nom de patron sur chaque administrateur, à peu près. Tout est à leur disposition. Mais ils sont numériquement une infime minorité.
Puis, alors, il y a une masse. Je sais, j'ai dit à la tribune que cette masse ne doit pas être considérée comme colonialiste. C'est vrai qu'elle est faite de gens qui souffrent, qui ont tout là-bas. Je le disais encore il y a un instant, mais il y a une chose que je ne dis pas en public, que je vais dire ici : c'est que, même à l'intérieur de cette masse, ce n'est pas pur, que même chez les gens modestes et

petit, tout n'est pas pur, et que, parfois, chez les plus petits, chez les plus plus plus petits, il y a du racisme.
C'est quelque chose d'effrayant. Tous comprendrez que je ne peux pas faire état de cela en public. Mais on a quelquefois le fait d'un gars qui s'expatrie de France, qui quitte la France métropolitaine, sans métier, parce qu'il a l'esprit un peu aventureux, en se disant : " Je m'en vais Outremer", alors qu'Outremer il n'y a plus maintenant de travail pour quiconque n'est pas un spécialisé, qui va dégringoler peu à peu dans le chômage, puis, enfin, trouver un job de cantonnier ou de terrassier, qui va gagner péniblement ses 18 billets par mois, avec sa femme. S'il était en France, sa femme torcherait le gosse, ferait la vaisselle, laverait le linge ; là-bas, elle va trouver une femme kabyle qui va battre les tapis, torcher le gosse, faire la vaisselle, et qu'elle va traiter quelquefois plus mal que le grand bourgeois ne le ferait lui-même parce que lui a assez de moyens pour se permettre de traiter autrement ses domestiques.
(Applaudissements)
Alors, cela existe, et parmi ces gens-là, les grands patrons recrutent les CI. C'est parmi ceux-là qu'on trouve les troupes de choc, c'est parmi ceux-là, parce que ceux-là, alors, ils ont plus que tout à perdre, ils ont non seulement le bien, la vie, comme les autres, mais aussi le privilège, et il n'est pas de privilège auquel on soit plus attaché que les les privilèges quand ils sont bas.
Alors, il y a cela, et si vous n'en tenez pas compte, alors, vous ne pouvez pas comprendre, ni la situation, ni la solution là-bas.
Car j'entends des camarades, parfois, s'exprimer un peu théoriquement, négligeant la réalité, ne tenant pas compte de cette situation de fait qu'il y a un million à peu près - car on bluffe là-dessus, il y en a qui parlent de 2 millions d'autres d'un million 500 000 d'autres d'un million 200 000 au dernier recensement cela fait à peu près 1 million, pas tout à fait un million - ; et ce million, il est là, et ceux qui s'imaginent qu'il y a une solution au problème algérien qui ne tiendrait pas compte, non pas seulement de l'existence, mais de la volonté de ce million, alors, ils préparent deux choses, il faut le dire en clair : ils préparent, d'une port, les vêpres Siciliennes les plus monstrueuses que l'on puisse rêver, car ils sont prêts à tout...
Dans le même ordre d'esprit, cela se traduirait peut-être par une sécession à l'égard de la métropole française, c'est possible ; il y a chez eux des hommes qui rêvent à la république algérienne, laquelle ils se verraient très volontiers présider. C'est possible qu'il y ait cela.
D'autres penseraient à voir se substituer à la France des appuis extérieurs plus importants que le notre. Il y a des gens qui se sont dits (et je pèse mon propos, encore qu'on soit entre nous), qu'une solution dans le genre de celle du sud-Viêtnam ne serait peut-être pas tellement mal venue. Il y a la solution sud-africaine, il y a la solution sud-viêtnamienne. Mais il y a une autre répercution à laquelle beaucoup de camarades ne semblent pas penser, c'est la solution espagnole.
Mais est-ce que vous vous rendez bien compte que les évènements de cet ordre là, en Algérie, c'est immédiatement le coup de force fasciste en Algérie, et dans

la métropole ?
Vous savez, quand on dit qu'on joue en Algérie le sort de la France, c'est vrai, mais quand on oublie de dire qu'on joue en Algérie le sort de la démocratie et les institutions françaises, alors, on a tort de ne pas le dire, car c'est cela qui se joua actuellement. On a toujours la mémoire un peu courte.
On ne s'est pas souvenu que l'année dernière, M. Poujade a écrit que ce qu'il fallait faire, c'était pourrir la situation algérienne dons des conditions suffisantes eue l'on ait envoyé là-bas tout ce qui existe comme forces de sécurité dans la métropole pour pouvoir alors se livrer dans la métropole à tout ce qui leur plairait sans qu'il a soit possible de leur répondre. On n'en est pas tellement loin, vous savez, parce que si vous cherchez à l'accorder sur ce qui reste de forces de de sécurité dans la métropole à l'heure qu'il est, je vous assure, cela ne fait plus beaucoup.
Voici du côté des Français.
Passons au coté musulman.
Chez les Musulmans, j'ai le sentiment que là non plus il n'y a pas unité. L'immense masse des Musulmans n'est pas acquise, actuellement ni au FLN, ni au MNA. Ce sont surtout des Français qui font des distinctions comme cela entre le FLN et le MNA. Ce n'est pas vrai qu'ils soient acquis à cela. L'immense masse des Musulmans, à l'heure actuelle, elle attend. Le sentiment moyen qui les domine, c'est l'attentisme. Oh ! c'est fait d'éléments de toutes sortes. Il y a de la terreur, de la peur, cela compte, et puis cela s'exprime sous toutes les formes. Il n'est pas bon pour un gars qui est en France de ne pas répondre à l'invitation de rentrer, il n'est pas bon d'avoir un gars militaire ; au pauvre type qui est actuellement dans nos tirailleurs, j'aime mieux vous dire que cela lui pose des problèmes pour sa famille et qu'il reçoit des lettres régulièrement.
Il n'est pas bon, bien sûr, d'avoir été franchement un zélateur des Français, et un exploiteur des Musulmans - ceux-là, je les plains moins-.
Il y a la peur. Mais, plus que la peur, il y a cette idée que on ne sait pas comment tout cela va se terminer ; il vaut mieux ne pas trop se souiller ni avec les uns, ni avec les autres, être du côté de celui qui restera-là.
On a entendu cela en d'autres périodes, en France, et, comme en France, eh bien, on fait tout de même davantage risette à celui dont on a le plus à craindre. Or, comme il est évident qu'il n'y a pas trop à craindre du soldat du contingent français qu'il vous coupe le nez et les oreilles ou les parties, alors que c'est terriblement à craindre si la nuit suivante vous avez eu la visite d'un certain nombre de rebelles, c'est plutôt pour les seconds que l'on dit oui, plutôt que pour les premiers. Si bien que cela crée, entre l'attentisme et la coopération quelque chose qui est déjà un peu plus que de la nuance.
Mais enfin, il est vrai que beaucoup pourraient se remettre à espérer en la France.
Quant aux rebelles, à mon avis on a encore tort de les unifier. Les unifier politiquement, d'abord, cela ne correspond à rien. Mais les unifier dans l'action non plus. Ils sont au moins de trois ordres :

Il y a un petit groupe que je ne cite que pour mémoire, mais qui existe : il y a des brigands, des gens qui relèvent du brigandage, je ne dis pas criminels, etc., je dis brigands parce que cela a toujours existé en Algérie, il y a toujours eu du brigandage, et dans les périodes comme celle-là, il est évident que la lie de la population se réveille. On peut encore prendre exemple, là, sur la résistance française ; il est bien évident qu'à certaines heures de la résistance française on a vu un certain nombre de salauds apparaître, écumer uniquement à leur profit personnel ; cela existe, il y en a, mais ce n'est pas ce qui joue et ce qui fait un élément important.

Et, dans ce qui reste, il y a deux groupes totalement distincts :

Il y a un certain nombre d'hommes qui ont déjà une conception politique et qui ont un sentiment national. Moi qui me refuse à reconnaître le fait national algérien - tout à l'heure j'y reviendrai, vous verrez pourquoi - je sens que chez ces hommes-là il en est qui, eux, se sont créé une mystique nationale. Et quand on s'informe, on s'aperçoit qu'il s'agit presque toujours d'hommes fabriqués chez nous, d'anciens étudiants, de jaunes, souvent, dont beaucoup ont cru à nous, et qui sont des sortes de patriotes, avec une mentalité de résistants, qui se battent ; ceux-là ne sont pas les valets du Caire, ce n'est pas vrai. Et, dans la mesure où certains journaux français s'imaginent que l'on pourrait régler le problème au Caire, ils se trompent. Le Caire peut faire beaucoup de mal, il peut faire beaucoup moins de bien qu'il ne peut faire de mal, il peut tout aggraver, il peut peu empêcher, tout au moins en ce qui concerne ceux-là.

Puis, il y a un deuxième groupe, oui semble avoir jusqu'à maintenant eu plus d'influence et d'importance que le premier, qui lui, alors, reçoit ses consignes directement du Caire, et dont les mobiles sont fanatiques.

Voyez-vous, j'ai apprécié tantôt les correctifs, la correction apportée par des camarades à une erreur commise lorsqu'on confondait arabisme et islamisme.

Seulement, il feut bien faire attention, c'est que, actuellement, l'arabisme prend comme véhicule l'islamiste.

Il ne faut pas que nous fassions la confusion. C'est vrai que l'on peut être Musulman en n'acceptant pas la dictature du Caire, mais il faut bien comprendre, il faut bien se rendre compte que le Caire, pour toucher les couches les plus incultes de la population arabe, se sert du fanatisme religieux. C'est un fait. Et alors, ceux-là, du fait qu'ils sont des fanatiques, emploient des procédés tout à fait différents. Il ne s'agit plus pour eux de valoriser la patrie ou la nation algérienne, il s'agit pour eux de couper définitivement les ponts avec l'infidèle. C'est une guerre de religion pour ces peuples simples, pour ces simples dont on utilise les sentiments religieux.

Ce sont ceux-là qui se livrent à des, non pas seulement des crimes, mais des mutilations qui, presque toutes, ont le caractère rituel. Ce sont ceux-là qui se livre à la destruction des écoles, et à la destruction des hôpitaux ou des dispensaires, et non pas parce que cela permettrait d'y mettre du monde dedans, mais parce que cela représente la présence culturelle de l'infidèle.

Alors, avec ceux-là, évidemment, on se trouve en face d'un autre monde. Et alors, quand des camarades eux-mêmes se laissent aller à cette idée que ces

peuples ont le droit disposer d'eux-mêmes, simplement, sans en dire davantage, je dis : c'est effrayant, où allez-vous, camarades ? Il y a des heures où le Parti s'est divisé, mais, tout de même, a courageusement choisi contre cette conception anti-humaniste qu'était le pangermanisme; après la guerre, malgré nos illusions, malgré nos espoirs des lendemains de la guerre, malgré notre volonté de bâtir un monde nouveau, il nous a fallu courageusement et tous ensemble refuser de voir se faire la confusion entre le Communisme et le panslavisme, et nous nous sommes battus de la même façon contre le panslavisme.

Est-ce qu'aujourd'hui on pourrait nous demander, au nom de la pensée socialiste, de nous incliner devant le panarabisme de la même façon ? Est-ce qu'il y a quelque chose dans notre conception qui puisse même nous permettre de le faire ? Je ne le crois pas, ou alors, c'est qu'on en serait revenu à certaines thèses de pacifisme intégral qui mènent à tous les munich, dans tous les cas et partout.

(Applaudissements)

Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas concevable, et je vous jure que ce n'est pas parce qu'on est là actuellement à des responsabilités gouvernementales, que l'engagement, on doit le tenir, même quand on n'est pas au gouvernement.

Mais alors, que peut-il être fait ? Comment peut-on agir ?

Eh bien ! vous n'agirez pas sur la minorité des fascistes, de la population d'origine française, autrement que par la force. Ceux-là, il faut les boucler, il faut les arrêter, il faut les chasser de l'administration quand ils y sont. Et ne nous faites pas le reproche de ne pas l'avoir encore fait. On ne pouvait pas le faire aussi longtemps qu'ils étaient protégés par la loi républicaine. Vous n'avez pas le droit d'arrêter qui que ce soit, vous n'avez pas le droit d'attaquer un journal, c'est vous-mêmes, camarades du Parti, qui nous auriez reproché de le faire si on l'avait tenté.

Nous le pouvons depuis hier soir, et déjà, un certain nombre de décrets sont sortis, des mesures d'ordre individuel vont suivre, mais là dessus je ne crois pas qu'il soit indiqué de vous les dire à présent.

Du coté des Français et des Européens, il faut, par contre, regagner et mériter la confiance des petits et des humbles, mais leur faire comprendre en même temps que ceux d'entre eux qui ont encore des relents de racisme au fond du ventre, eh bien, c'est fini. Comme l'a dit Robert Lacoste dans une formule que je trouve excellente, l'heure du mépris est passée. Il ne va plus y avoir que ceux-là. Si on continue à considérer les Musulmans comme des esclaves, c'est fini.

(Applaudissements)

Du coté des Musulmans, alors, il faut de la même façon boucler, faire taire, arrêter, sanctionner les terroristes, les rebelles. Et là, il faut être courageux.

Il faut voir le problème comme il est pour arriver à boucler la rébellion armée, eh bien, tout gouvernement, le nôtre ou un autre, devra prendre des décisions très impopulaires sur le plan militaire.

Il faut le dire. Vous pourrez, en conclusion, dire que ce n'est pas à nous de le

faire. Celà je l'accepte, ce que vous ne pouvez pas dire, c'est qu'il ne faut pas le faire. Cela, vous n'en avez pas le droit, ou alors c'est que vous fuyez la responsabilité, c'est que vous vous refusez à voir le problème.
Oui, il faudra prendre des décisions douloureuses dans ce domaine, il faudra des hommes, et beaucoup d'hommes, et le problème qui s'est posé à nous est de savoir où il fallait les prendre, où aller chercher ces hommes ?
Oh, il y a la solution paresseuse de tous les militaires ! Il n'y a pas encore un seul officier supérieur là-bas qui n'ait déjà pondu deux ou trois rapports dans lesquels il dit : "il faut tant de milliers d'hommes, tant de dizaines de milliers d'hommes, et puis, ce n'est pas la première fois que je le dis, qu'il met dans son rapport, je l'ai déjà dit il y a un an, je l'ai déjà dit il y a huit mois, je l'ai déjà dit il y a six mois, je l'ai déjà dit à telle date..." chacun d'entre eux ouvre le parapluie, se couvre car chacun d'entre eux ne vit que dans une seule préoccupation : le jour où on passera aux coups, il faudra démontrer - car ils ne vivent qu'avec cette idée-là - je pourrai démontrer qu'en ce qui me concerne, moi, j'avais pris date et j'avais demandé des honmes !
C'est à peu près à cela à quoi se borne leur activité.
Or, mes camarades, les camarades qui ont étudié le sujet se sont rendus compte que ce sujet avait été très mal abordé, très mal !
Des hommes, il y en a déjà beaucoup là-bas, mais ils ont été utilisés dans des conditions les plus mauvaises qui soient. Ce n'est pas toujours la faute des militaires, c'est parfois une faute à partager entre les militaires et les civils locaux car beaucoup de civils sur place n'ont qu'une préoccupation, une seule : ce n'est pas qu'on aille supprimer les rebelles, c'est qu'on leur protège leur propre vie et leur maison. Préoccupation qu'on conçoit, bien sûr, mais chacun d'entre eux demande à être protégé et, à partir du moment où vous occupe l'armée à des tâches de protection, vous transformez l'armée en autant de garde-voies, en autant ce garde-maisons que de militaires, et vous devez protéger les ponts, les voies ferrées, les routes, vous protégez les individus...

Edmond Naegelen -...les pylônes d'électricité !

Guy Mollet -...les pylônes d'électricité, etc... mais vous faites cela pendant la journée et puis, le soir, eh bien, il faut bien qu'il y en ait quelques uns qui dorment, alors ils y en a qui dorment et d'autres qui assurent la protection de ce ceux qui dorment et, pendant toute la nuit, le rebelle est maître de l'ensemble du terrain : il fait ce qu'il veut, va ou il veut ; on ne s'en rend compte que, quand par hasard, il y en a qui sont sortis trop vite et d'autres rentrés trop tard.
Autre chose, en ce qui concerne l'armée : - c'est plus difficile à dire, mais enfin je vais le dire ici - c'est que notre armée a été organisée dans un seul but, pour une seule tâche. On avait tellement reproché à l'armée d'avant guerre de s'être faite pour les guerres passées, de s'être organisée pour les guerres passées et pas du tout pour les guerres futures, cette fois, nos officiers supérieurs ont eu à coeur de ne pas être en retard et... ils ont préparé les effectifs, les hommes, les armements, vraiment pour une guerre future.

Je m'explique : ils ont prévu des tâches OTAN, ils ont prévu des tâches "atlantique", ils ont prévu la guerre gigantesque, dans le cadre d'un conflit est/ ouest, mais il n'y en avait pas un seul qui, il y a trois semaines, - ça a pu changer depuis - si l'armée française ne pourrait pas avoir d'autres choses et d'autres tâches à accomplir, si bien que lorsque vous envoyez sur l'Algérie des hommes, ils sont préparés à tout, sauf à ce qu'il y a à faire là-bas. C'est ainsi que lorsque vous envoyez là-bas des hommes avec du matériel lourd, sur les routes et sur les pistes, alors que ceux qui sont à découvrir sont sur les crêtes ou dans des grottes, vous pourriez encore en envoyer 500 ou 600 000, cela ne changerait absolument rien à la situation.
Ce n'est donc pas comme cela que le problème se pose, mais enfin, même dans l'hypothèse où il faudrait dvantage d'hommes à rappeler, Max Lejeune et moi nous avons eu une préoccupation. Je ne dis pas que les autres ne l'ont pas eue, car cette préoccupation a été ensuite partagée par tout le gouvernement, mais c'est lorsque j'étais avec Max Lejeune et c'est comme Président du Conseil que je me suis préoccupé de ceci : avant qu'il ne puisse être fait appel à quelque homme que ce soit étant déjà rentré dans ses foyers, eh bien il faudrait peut-être utiliser ceux qui sont actuellement sous les drapeaux.
La France a 1 million d'hommes sous les drapeaux, tout compris : armée, marine, aviation. Il y en a au total 350 000 pour l'ensemble de l'Afrique du Nord, il y en a 60 000 en Allemagne, 67 exactement. Où sont les autres ?
Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie qui va nous amener actuellement à rappeler des classes, à convoquer des classes alors qu'il y a, dans la métropole, un certain nombre d'hommes, et souvent pas ceux du contingent,- car ce qui est extraordinaire, c'est que ceux du contingent, on les envoie presque tous là-bas - mais ceux qui ont estimé un jour qu'ils voulaient faire leur carrière militaire ! (Applaudissements)

Marceau Pivert - C'est toujours comme cela En 1939, ça a été pareil !

Guy Mollet - Oui, mais je n'ai pas l'intention que cela continue ni surtout que cela se termine comme en 1939 !
Si bien, que nous nous sommes attelés à cela, avec la préoccupation suivante : on va commencer avec tout ce qu'on a, et dans tout ce qu'on a, - écoutez mon propos, quitte à ce qu'il vous bouleverse un peu - tout le monde ira ! Oui, ce qu'il y aura peut-être de nouveau, c'est qu'il n'y aura pas de "planqués" qui feront tout leur service dans la métropole ou en Allemagne, et des gars qui seront là-bas tout le temps, non cela, c'est fini !

Dans la salle - C'est justement une question qu'on voulait poser, je te remercie d'y faire allusion.

Guy Mollet - Cela, c'est fini. Dans la mesure où nous allons être obligés d'assurer là-bas la sécurité et la pacification, tous les jeunes Français, à l'exception de quelques catégories nettement déterminées comme celle des

Fondation Jean Jaurès

pupilles de la nation, dans le cas ou la famille aurait déjà eu un malheur du même ordre, tout le monde ira, un temps déterminé, mais ce que nous allons faire disparaître, c'est l'injustice.
Ce qu'il y a de plus insupportable, au moment ou on parle de sacrifice, c'est que le sacrifice soit toujours pour les mêmes.
En ce qui concerne cet effort militaire, je viens d'en dire l'essentiel.
Mais, il y a l'autre partie des Musulmans, il y a cette immense masse, à mon avis encore majoritaire, de ceux qui, pour l'instant, sont des attentistes un peu complaisants. Déjà, notre effort militaire va compter, pour eux, dans la mesure où il va leur montrer la volonté française d'être ceux qui restent.
Mais je sais que ce n'est pas suffisant, je sais que s'ils avaient demain le sentiment que l'on veut rester pour maintenir, pour conserver, pour que tout reste exactement cornue c'était avant, alors ce ne serait pas la peine d'envoyer un homme de plus, il faut les rappeler tous et revenir tout de suite.
(Applaudissements)
C'est cela, la vérité !
Il faut donc que se fassent les réformes envisagées. Je ne vais pas les reprendre toutes, on en a cité quelque-unes tantôt, on a oublié l'essentiel.
Il y a, bien sûr, la réforme administrative, mais surtout, parce qu'elle prouvera notre volonté, celle-là, - c'est psychologiquement, qu'elle est valable, la réforme administrative, - la plus importante de toutes, c'est la reforme agraire, et ne vous y trompez pas, c'est celle-là qui va compter.
(Applaudissements)
Et alors des camarades nous disent : "Eh ! bien, oui, bravo, mais... - c'est terrible, c'est Faugère, je crois, qui l'a dit, mais peu importe -... chaque chose en son temps ; vous allez commencer par l'ordre, puis vous ferez le reste après.

Dans la salle - Ce n'est pas Faugère !

Guy Mollet - Ce n'est pas Faugère ! Je ne sais pas... Enfin, cela n'a pas d'importance, mais c'est parce qu'un camarade a repris lui-même l'idée.
Si c'est pour faire cela, encore une fois, il faut "foutre le camp" !
Car si, vraiment, on doit commencer par dire : "On rétablit l'ordre et on ne fera le reste qu'après ", alors ne nous trompons pas : le reste ne sera jamais fait".
Enfin, écoutez : vous ne prenez pas les camarades qui sont au gouvernement pour des camarades devenus subitement aveugles ou naïfs ! Vous n'avez pas l'illusion que parce que, de temps en temps, un crétin, à la tribune de la Chambre, me dit : "Avant vous, il y en a un qui a compris, c'est Clemenceau...", que je ne sois pas sûr qu'il ne me prenne pas pour Clemenceau ! Non, sûrement pas, soyez très rassurés.
Le raisonnement, il est clair : il y a une politique qu'il faut faire là-bas, sur le plan de l'ordre ; il y a une politique qu'il faut faire là-bas, sur le plan de la réforme. Nous ne sommes pas d'accord avec la seconde, ils sont complètement d'accord avec la première. Ils ne se sentent pas capables de la faire, ils n'ont pas eu le courage de la faire. Ils nous expliquent à longueur de discours – M.

Fondation Jean-Jaurès

Soustelle y compris, dans un discours d'ailleurs remarquable – ce qu'ils auraient dû faire pendant le temps où ils s'en occupaient, et M. Soustelle pendant le temps où il était là-bas... Tous ces gens-là attendent de nous qu'on fasse ce qu'ils n'ont pas fait !
Puis... puis après avoir chanté nos louanges pendant quelque temps et avoir expliqué à longueurs de colonnes : "On a enfin une équipe courageuse.... - je me suis amusé, l'autre jour, à la tritune du Sénat, à une petite vacherie, cela a, paraît-il, été détonnant dans l'atmosphère de cette maison un peu compassée : il y en a 5 ou 6 qui sont venus me répéter, tour de rôle : "écoutez, on vous fait confiance, monsieur le Président du Conseil... on connaît votre loyauté, on connaît votre honnêteté, on connaît vos scrupules, on connaît votre courage..." Alors, quand ils ont été 5 ou 6 à me raconter cela m'a mis un petit peu en boule et je leur ai dit : "Ecoutez, je vous en remercie, mais c'était déjà vrai avant que vous n'en ayez pris conscience", car vraiment, ils sont étonnants ! Quand ils ont un Socialiste à qui ils veulent faire faire un certain travail, ils découvrent tout d'un coup qu'il est intelligent, qu'il est courageux et tout le reste, seulement, avant ou après, on n'est plus ni courageux, ni étonnant, ni intelligent, on est des adversaires qu'on démolit.
On a tous une chance, c'est le jour où on meurt ! Ce jour-là, on commence à dire du bien de nous.
Mais, Je reviens à mon propos.
Il est évident que le jeu de ces gens-là, c'est de nous amener à faire la première partie, - dans le cas où il y aurait une différence chronologique - rétablir l'ordre. Et puis, une fois qu'on aura rétabli l'ordre, on nous "foutera" dehors et il n'y aura pas de réforme, quant à ce qui est de nous "foutre dehors", c'est vraiment facile, on est tout à fait à leur merci, et là je voudrais dire un mot à Begarra :
- Je comprends bien sa préoccupation, lui qui vit tous les jours la vie de l'Algérie, mais je veux qu'il comprenne la nôtre. Le gouvernement que je préside ne fera rien pour, mais il vivra tous les jours dangereusement, comme s'il devait tomber le lendemain ; il n'acceptera jamais le moindre compromis et, même la gravité de la situation en Algérie ne l'amènera pas à composer en quoi que ce soit, car la seule chance de succès que nous ayons, la seule à ne pas rater, c'est d'imposer toujours le programme que la première fois nous avons fixé !
(Applaudissements)
Or, ce programme, il est clair, en ce qui concerne l'Algérie, c'est qu'il faut qu'en même temps, que simultanément au retour de l'ordre commencent à s'appliquer les réformes, et ne tenez pas le langage des gens de la droite qui vont vous dire : "Mais on ne peut pas, voyons ! Comment allez-vous faire pour faire la réforme agraire là où il y a des fellagha ?"
C'est parce que vous n'avez pas bien regardé le problème ! Il y a toute une région de l'Algérie où, à l'heure actuelle, le calme règne encore. Eh bien là, immédiatement, dans toute cette partie-là, alors même qu'on ne va pas pouvoir le faire ailleurs, - la disposition va être prise pour tous, mais on ne pourra pas l'appliquer partout alors que, là, ou elle pourra l'être, elle va l'être immédiatement. - on va procéder aux réformes tant sur le plan agraire que sur le

plan économique, sur le plan social, sur le plan administratif.
Puis, cette partie-là, nous allons la protéger militairement, plus fortement que n'importe quelle autre et, au lieu de procéder comme cela a été fait en Indochine, par exemple, en étant partout et en foutant le caup, - c'est-à-dire que tous ceux qui étaient derrière vous se demandaient quel était le jour où ils seraient libérés... pas libérés par vous,...mais libérés par ceux qui arrivaient... - il faut qu'en Algérie ce soit autre chose. Il faut qu'il y ait dans le coeur de l'Algérie un coin où la France démocratique, républicaine, à direction socialiste, montre ce que ce sera que la vie en commun, que la communauté fraternelle franco-musulmane, et puis peu à peu l'étendre au-delà et partout où on pourra le faire. C'est cela, la politique que l'on veut faire.
Camarades, ce n'est pas impossible. Je ne dirai pas que c'est facile, sûrement pas ; je ne crois pas qu'il ait jamais été posé à un gouvernement problème plus grave que celui qui nous est posé. Car il n'y a pas d'exemple, le problème de l'Algérie n'est semblable à aucun autre, ce n'est pas la Tunisie, ce n'est pas le Maroc. Il ne faut pas que des camarades du Parti laissent s'accréditer l'idée fausse que c'est semblable.
Prenez simplement le pourcentage des populations d'origine européenne au Maroc ou en Tunisie, c'est tout autre chose, prenez l'histoire, c'est tout autre chose. Vous avez une nation tunisienne, il y avait une nation marocaine, vous aviez des traités avec le Maroc et avec la Tunisie, le problème algérien n'est pas le même, et c'est pourquoi notre attitude n'est pas la même. On vient de traiter la Tunisie, on vient de traiter avec le Maroc.
Un mot rapide sur le Maroc, c'est entre nous : la carte qu'on joue au Maroc n'est pas formidable, l'homme avec lequel on traite, le Sultan, n'a pas une gigantesque puissance, une grande partie de sa force est faite de notre appui et il en a besoin, c'est la raison pour laquelle on doit penser que les engagements seront tenus.
A l'heure où je parle, je n'ose pas - je touche du bois - être trop optimiste, mais tout de même, si les nouvelles d'hier sont vraies, s'il est vrai que la guerre du Rif s'arrête, que mardi prochain, après-demain, la plupart des combattants du Rif vont demander l'aman et qu'on va pouvoir négocier, c'est tout de même quelque chose qui valait la peine de notre action !
En Tunisie, c'était à la fois plus facile et plu difficile. Cela peut paraître paradoxal, ce que je dis, mais c'est ainsi. C'est plus facile parce que le protagoniste est plus valable que le néo-Destour, c'est plus solide, et que Bourguiba était généralement mieux disposé, mais c'est plus difficile parce qu'il y a eu là certains clous pour le Maroc et que la préoccupation d'à peu près tous les chefs tunisiens et les hommes politiques tunisiens était la suivante : "Nous avons été bien, nous avons discuté avec vous, nous avons signé ces conventions, nous n'allons tout de même pas avoir moins que le Maroc qui, lui, ne voulait rien et s'est seulement battu", si bien qu'on s'est trouvé devant la menace de monter ou de descendre en échelle de perroquet : Maroc, Tunisie, Maroc, chacun faisant toujours un pas en avant de l'autre.
J'ai eu peur hier après-inidi : hier, à 8 heures au soir, les négociations entre la

Tunisie et le gouvernement étaient rompues. Elles ont été reprises et elles ont abouti hier soir à 11 heures, vous le savez sûrement, car vous devez avoir vu les journaux d'hier soir. Nous signerons mardi un protocole d'accord avec la Tunisie, très semblable à celui que nous avons signé avec le Maroc, mais où déjà les premiers engagements d'interdépendance et le maintien des conventions de 1955 sont affirmés.

Dans ces deux pays, cela pose deux problèmes : celui des Français qui sont là-bas, ces deux problèmes durent.

J'ai déjà eu des difficultés avec les camarades fonctionnaires, ou appartenant à des organisations assimilées aux fonctionnaires EDF concédés, chemins de fer, voire même de professions différentes comme les avocats, les médecins, et même des privés ou des colons, car il est est évident que l'accession à la souveraineté d'un pays comme la Tunisie ou d'un pays comme le Maroc amène ces pays là à indigéniser leurs administrations, et même à avoir un peu partout dans le privé des fonctionnaires à eux.

On peut même penser, on l'a dit, que, tout au début, ils vont sans doute être -un peu durs, mais au bout de quelque temps, ils se rendront compte qu'ils ont un grand besoin des nôtres, seulement, au départ, ils vont d'abord essayer de mettre un peu la main sur tout, mais il y a des hommes dont ils auront besoin. Ils auront besoin d'hommes valables, d'ingénieurs, de contremaîtres, de professeurs, mais c'est vrai qu'ils n'auront plus besoin de facteurs, qu'ils n'auront plus besoin de cantonniers, qu'ils n'auront plus besoin des plus petits des nôtres. Je veux bien que c'est un devoir encore douloureux, et cher !

Or, ces amis, pour la plupart, voulaient des engagements définitifs, qu'on les intègre, qu'on leur fasse savoir que la France prenait tous les engagements, les couvrait tous. Il faut répondre : oui, les intérêts d'aucun d'entre eux ne seront négligés, seulement ; chacun d'entre eux doit se rendre compte - je parle surtout pour les camarades du Maroc et de Tunisie qui sont là. Il faut que vous expliquiez cela à vos camarades, nous allons engager des négociations, nous en avons déjà en cours avec le nouveau gouvernement marocain, et demain avec le nouveau gouvernement tunisien. Au cours de ces négociations, nous allons défendre les intérêts des fonctionnaires, des concédés, etc…

Comment voulez-vous que je vous fasse un papier aujourd'hui en vous disant si le gouvernement marocain ou si le gouvernement tunisien ne tient pas ses engagements à votre égard, moi, gouvernement français, je mpe substitue à lui ? Comment voulez-vous que je négocie si, dans le même temps où je négocie, je fais connaître publiquement que j'envisage à l'avance que la signature du négociateur n'est pas valable ?

Je le prends l'engagement, mais je ne peux pas l'écrire ! Il faut tout de même que les camarades se rendent compte d'un certain nombre d'impossibilités matérielles ! J'en ai terminé avec ces problèmes là. Je serai très court maintenant en ce qui concerne le reste des problèmes touchant à l'Union Française, car je crois, camarades, qu'après avoir entendu Gaston Defferre, s'il en ait qui, à un moment donné, ont pu douter, les doute sont levés. Il n'y a pas un gouvernement depuis dix ans qui aura eu le courage de proposer ce que nous proposons.

D'ailleurs, la plus belle récompense de Defferre, c'est qu'à l'Assemblée Nationale tous les parlementaires s'intéressant aux problèmes de l'Outremer, et plus particulièrement les représentants d'outre mer, lui ont rendu unanimement justice. Ce serait un peu malheureux si dans le Parti on ne savait pas le faire de la même façon !
(Applaudissements)
Politique internationale qui est le problème dont j'aurais aimé vous parler très longuement, je n'ai pas à le faire, Christian Pineau l'a fait ce matin parfaitement. Il vous a dit ce qu'était la politique du gouvernement.
Je tiens seulement à souligner une fois de plus, car je l'ai dit déjà tout à l'heure, que si vous entendez encore une fois répéter qu'il y a même une nuance entre les uns et les autres, voulez vous bien n'en rien croire avant, au moins, de nous avoir demandé s'il y a quelque chose de vrai là-dedans. Car c'est quelque chose de parfaitement grotesque. C'est vrai que cette politique là est une politique nouvelle, je dois dire d'ailleurs que j'ai eu une surprise, c'est que le jour où j'ai fait ma déclaration d'investiture, le jour où je l'ai dit dans ma déclaration d'investiture, et le jour où en toutes lettres, j'ai exprimé ma désapprobation de la politique suivie par les puissances occidentales avant, j'ai eu cette surprise que personne ne m'ait posé de questions sur ce passage de mon discours. Tout le monde était tellement pressé de voter pour moi qu'ils ne se sont même pas demandé ce que j'avais dit !
Et c'est au moment même où çà commence à entrer en application et où Christian Pineau, alors explicite, ah oui, rend clair, que les gens se disent : "Mais comment ! Qu'est-ce qui se passe ? Ce n'est plus la même politique qu'avant !"
Eh bien, oui, c'est vraiment là comme dans d'autres domaines, une autre politique qu'avant !
Sur le plan social, rien à vous dire après l'exposé d'Albert Gazier et celui de Paul Ramadier, parce que je ne veux pas distinguer le représentant du social et représentant de l'économique et du financier, nous travaillons ensemble tous les trois.
Mais j'ai senti une émotion chez vous sur un point de détail, la question du financement du Fonds vieillesse. Je voudrais vous dire ma conviction absolue, profonde : les modes de financement m'intéressent beaucoup moins que le principe que nous allons créer en instituant ce Fonds vieillesse.
(Applaudissenents)
Les techniciens du Parti, le groupe parlementaire tout le monde va se mettre sur le chantier, nous trouverons des "trucs", sur le plan financement - cela m'étonnerait qu'ils en trouvent auxquels on n'ait pas déjà pensé, mais je veux bien que vous ayez de l'imagination, encore que j'aime mieux vous dire que les services des finances, les camarades techniciens, Gazier, Ramadier et moi on n'en manque pas - et le jour où l'on nous en proposera un mieux que celui auquel on a pensé, sous la condition qu'il n'est pas davantage de répercussions sur les prix, car on est au bord en ce qui concerne les prix, je suppose que vous êtes tous informés, il n'y a pas de bêtises à commettre, si c'est du réel, parce que si c'est pour nous proposer certaines taxes comme celle que vient d'envisager le

Conseil de la République, dont on sait que c'est de la fumisterie, qu'il n'y a pas de sous derrière, çà ne marche pas.
Si donc, c'est du réel, si cela n'a pas de répercussions sur les prix, à l'avance, on vous dit oui, mais en contre partie, nous avons pris l'engagement devant l'opinion, devant le pays, et puis surtout peur nous quelque chose de plus, devant le parti, que sur le plan social, nous ferions seulement le possible, mais tout le possible, que dans "tout ce possible", il y a les 3 semaines de congés, c'est fait, les zones de salaires, c'est fait, mais que l'essentiel à notre avis, ce n'est pas tellement le chiffre même que la création de cette notion nouvelle de fiscalisation du Fonds national de vieillesse, et, camarades sauf à ce qu'un Congrès ou un Conseil national, nous dise qu'on ne doit pas le faire, sauf à cela, nous allons le faire. Là-dessus, il n'y a pas de question !
Je crois que j'en ai à peu près terminé.
Je suis heureux de ce tour d'horizon que vous m'avez permis de faire devant tous ; c'est bon de temps en temps, au poste où l'on est, de se retremper un peu comme je l'ai fait toute la journée.
Vous le savez, vous l'avez senti, vous avez actuellement aux postes de responsabilité une équipe, et vraiment une équipe ; on a réussi avant d'autres qui le cherchent, à établir la responsabilité collective.
Vous avez vraiment une équipe qui travaille ensemble. En ce qui me concerne, s'il y a une chose qui me ferait plaisir, c'est ce sentiment, cette impression que j'ai depuis que je suis là où je suis de n'avoir rien senti changer autour de moi de ce qui était auparavant.
Je ne suis pas devenu un leader, un chef, même pas un chef d'équipe, je me sens vraiment exactement un membre d'une communauté ; ce n'est pas un patron, c'est un camarade avec d'autres camarades.
S'il y a des hommes, si l'un de vous-même pouvait se faire l'illusion, pensant au poste auquel je viens d'accéder - ce n'est pas le cas pour Ramadier qui l'avait déjà vécu - qu'on se sent grandi, je peux vous faire une confidence, c'est pas vrai, on se sent devenir tout petit, au contraire, en face des tâches que l'on a en face de soi. Si bien que cela ne vous donne pas du tout le sentiment ou le rêve de vous considérer comme un grand bonhomme, cela vous donne davantage la certitude de votre petitesse, mais, donc, du besoin de la solidarité, donc du besoin de vous rendre compte que vous ne travaillez pas du tout à titre personnel, mais que vous êtes là uniquement comme une sorte de porte parole, que je ne suis pas le leader, le guide, le chef d'un parti, mais le parti, que je suis vous, que ce n'est pas moi qui suis là, mais vous.
Cela, çà exige en contre partie que chacun d'entre vous fasse le même effort, que chacun d'entre vous se dise : "Mais si c'était moi, comment je réglerai ce problème, comment je ferai savoir aux copains la façon dont je le réglerai ?"
Si bien que si j'ai quelque chose à vous demander dans cette confrontation de ce soir, dans cette information c'est de considérer que vous avez, par mon intermédiaire, votre propre présence à la responsabilité, que ce n'est pas moi qui les prends les responsabilités. J'ai souffert d'un copain qui disait : "Vous, si vous faites ceci, comment nous allons, nous, l'expliquer..", il n'y a pas de

Collection Jean Jaurès

"vous", il n'y a pas de "nous", c'est ensemble que nous devons travailler, le chef du gouvernement, c'est chacun d'entre vous, les ministres c'est chacun d'entre vous !
Le propagandiste, au fond, c'est moi. Si je me casse la figure avec mon gouvernement, c'est pas mon gouvernement et moi qui en souffriront seuls, c'est le parti tout entier. Alors, je n'ai pas le droit qu'on rate çà et vous n'avez pas le droit de le laisser rater !
Vous n'avez pas le droit de dégager votre responsabilité d'une responsabilité qui nous est commune, comme sera commune notre victoire.
(Vifs applaudissements)
(La salle debout applaudit Guy Mollet)

Le président - Camarades, voulez-vous permettre à votre président de tirer une courte conclusion de cette conférence ?
Je suis convaincu d'interpréter votre sentiment à tous en soulignant l'excellente tenue de cette conférence et en disant que le Comité directeur a été bien inspiré en prenant l'initiative de cette conférence, puisqu'elle nous a permis depuis ce matin d'établir un contact direct avec ceux de nos camarades que nous avons délégués au gouvernement.
Je crois que nous avons le droit de nous estimer satisfaits de l'échange de vues et d'informations réciproques auquel nous nous sommes livrés, échange de vues et d'informations qui en dépit de quelques divergences qui se sont manifestées sur certains points mineurs, a tout de même permis de constater la confiance totale et fraternelle qui se manifeste à l'égard de ceux des nôtres qui assument des responsabilités si lourdes dans l'action gouvernementale.
Nous remercions nos amis Pineau, Ramadier, Defferre, Gazier et Guy mollet de leurs exposés, tout imprégnés de franchise, de loyauté et je dirai de lucidité.
Camarades, la situation de notre pays, singulièrement à cause des douloureux événements d'Algérie, suscite c'est vrai, on l'a dit ce matin, et il faut le souligner, de profondes inquiétudes et beaucoup d'angoisse chez les nôtres.
Ceci encore une fois n'est pas contestable, mais je crois pouvoir dire dans le même temps que nos militants, que nos sympathisants sont heureux de constater que sans reniements et sans abandon, les hommes de notre parti au gouvernement font face à leur tâche avec une résolution et un courage qui font une profonde impression dans le pays.
C'est un sentiment de fierté qu'ils ressentent en songeant que c'est le Parti Socialiste, leur parti, qui dirige et anime ce dur combat pour la justice sociale et pour la paix partout, en Afrique du Nord et dans le reste du monde.
Il nous reste un devoir à accomplir, c'est de tirer le meilleur profit de cette conférence d'information, c'est-à-dire que nous avons le devoir d'organiser, de promouvoir, de provoquer le plus grand nombre de réunions d'information dans nos sections, de manière à armer, à permettre à nos militants de prendre part au soutien efficace le plus efficace, celui-là, de l'action gouvernementale, c'est-à-dire informer et rétablir la vérité quand celà est nécessaire.
Voilà, camarades, je crois, la leçon qu'il faut tirer de cette conférence

Fondation Jean Jaurès

d’information : la confiance envers nos hommes au gouvernement et la volonté de les soutenir par un redoublement de propagande, Guy Mollet ne demande pas autre chose, j’en suis convaincu.
(Applaudissements)
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès